

Diss. PARIS
1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES
PRIVILÈGES DES CLERCS
AU MOYEN AGE

THÈSE

soutenue le Mercredi 27 Février 1901, à 1 heure

PAR

RENÉ PONCET

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. CHÉNON
Suffragants : { MM. LEFEBVRE } Professeurs
 GARÇON }

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, rue Soufflot, 5^e Arrond^s

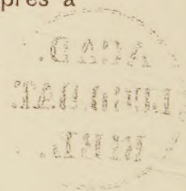
L. LAROSE, DIRECTEUR DE LA LIBRAIRIE

1901

Diss. PARIS
1901

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



LES
PRIVILÈGES DES CLERCS
AU MOYEN AGÉ

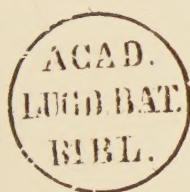
THÈSE

soutenue le Mercredi 27 Février 1901, à 1 heure

PAR

RENÉ PONCET

AVOCAT A LA COUR D'APPEL



Président : M. CHÉNON

Suffragants : { MM. LEFEBVRE } *Professeurs*
GARÇON

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE et FORCEL**

22, rue Soufflot, 5^e Arrond^t

L. LAROSE, DIRECTEUR DE LA LIBRAIRIE

1901

A MON PÈRE

A MA MÈRE

A MA SOEUR

MEIS ET AMICIS

PRÉFACE

Dans les temps modernes, le Moyen âge a trouvé après des détracteurs peu impartiaux, des admirateurs enthousiastes : on n'avait voulu y voir jadis qu'une ère de décadence intellectuelle, de servitude morale et politique (1). On est revenu sur de telles idées, et on a jugé que la période médiévale avait été particulièrement pour la France une « grande période. » *Natura non fécit saltus*, sans doute, le Moyen âge a eu ses misères, ses erreurs, ses superstitions, ses actes de rudesse et de despotisme, mais les progrès ne vont pas sans quelque recul et, comme disait Luther : l'humanité ressemble à un paysan ivre, si on le remet en selle d'un côté, il retombe de l'autre.

Le Moyen âge n'en fut pas moins une ère de tendance vers l'idéal, grâce aux inspirations et aux efforts de l'Eglise : seulement, cet idéal universel n'a pu être obtenu sans résistance ; l'Eglise catholique dût être féodale, recevoir à titre de fiefs, inféoder directement ou par reprise, posséder partout des serfs, avoir de

(1) Schmidt, *Eglise d'Occident au Moyen âge* introduction page 9.

nombreux censitaires, entrer en un mot dans l'organisation matérielle qui enveloppait l'Europe.

Dans la séance des 24 et 28 septembre 1889, à l'Académie des Sciences Morales et Politiques, M. Glasson communiquait un rapport fort intéressant sur les rapports de l'Eglise et de l'Etat au Moyen-Age, où il nous montre l'Eglise se faisant féodale, et ses archevêques et évêques devenus les vassaux du Roi, ducs ou comtes, ayant les mêmes droits que les seigneurs.

Mais par là même, on le comprend, la situation de l'Eglise était compliquée : un élément civilisateur se trouvait dans la société spirituelle et dans l'idéal qu'elle s'était donné, un élément barbare ou matériel dans la partie féodale que la société ecclésiastique était obligée de supporter. Il y avait là deux tendances opposées et on peut entrevoir déjà la marche que va suivre l'Eglise et particulièrement le Droit canonique à la fois progressif et réactionnaire. Dans sa pureté primitive, il servit tout d'abord la cause de la civilisation, mais par la suite le pouvoir royal reconstitué et conscient de sa force, crût trouver en lui un obstacle à sa toute puissance, et résolut de vaincre son influence. Ceci nous explique la lutte et les deux processus qui se sont fait jour : c'est spécialement bien apparent en ce qui concerne le privilège de Juridiction, mais on peut dire que tous les autres privilèges des clercs ont suivi celui-là dans ses progrès et dans sa désuétude.

Dès lors, le plan de notre travail se trouve tout indiqué. Nous verrons très brièvement dans une première partie les origines des privilèges des clercs. Dans

une seconde, nous étudierons les principaux privilèges dont jouirent les cleres, et cela à l'époque de leur plein développement, en insistant particulièrement sur le *Privilegium fori*, le plus important ; enfin, il restera à voir dans une troisième, les obstacles qu'ils soulevèrent, les luttes qu'ils engendrèrent, luttes qui devaient se terminer par leur décadence.

Il y a là deux périodes bien distinctes : celle d'accroissement du IX^e au XIII^e siècles, et celle de décroissance ; dans la première, la Juridiction ecclésiastique (puisque c'est elle qui constitue une des parties principales du « privilège de clergie » pris dans son ensemble) était un élément de civilisation, tant le droit de la féodalité était antisocial ; dans la seconde, elle paraît au pouvoir royal un obstacle contre lequel il veut soulever les forces de son autorité reconstituée.

Malheureusement les privilèges des cleres ne sont pas toujours assez nets et assez distincts pour qu'on puisse les envisager dans leurs seuls rapports avec les bénéficiaires ; qui dit privilège des cleres, dit aussi souvent privilège *de l'Eglise* : l'Immunité est elle accordée à tel ou tel prélat, c'est son église qui en jouit ; l'exemption favorise-t-elle tel ou tel abbé, il en étend la portée à son monastère et à son abbaye entière, comme nous aurons l'occasion de le voir par la suite ; on ne peut donc guère établir une limite bien fixe et bien stable entre les privilèges des cleres et ceux de l'Eglise envisagée *généraliter*.

Il était bon de faire cette remarque au début de ce travail.

PREMIÈRE PARTIE

LES ORIGINES

Notre sujet ne comportant que l'étude des Privilèges des cleres au Moyen-Age, nous n'insisterons pas sur leur origine très ancienne : qu'il nous suffise de dire que, dès l'empire romain, le clergé jouissait de faveurs particulières, d'immunités réelles ou personnelles qui lui étaient accordées, notamment par le pouvoir central (1) (2), mais que ce fut sous les rois Mérovingiens, et surtout sous les successeurs de Charlemagne, que ces faveurs augmentèrent considérablement.

A cette époque, en effet, le sacré pénètre le profane, le profane pénètre le sacré, les cleres sont quasi laïques, les laïques sont quasi cleres, « l'atmosphère ecclésiastique enveloppe, baigne toute la vie du Moyen-Age, » dit André Réville (3); le monde est plein de cleres ma-

(1) Voyez la lettre de Constantin écrite, en 313, au proconsul d'Afrique Aurélien, rapportée par Eusèbe. *Hist. Ecclesiæ*, livre X, ch. 7.

(2) Voyez Code Théodosien. XVI, 2, et Esmein, *Mélanges*, p. 398.

(3) *Les Paysans au Moyen-Age*, p. 2.

riés qui, sans rendre aucun service officiel à l'Eglise, s'occupent de métiers et de trafics tout temporels.

Nous nous imaginons difficilement aujourd'hui à quel point le monde spirituel et le monde temporel se touchaient, s'entrecroisaient. Le laïque et le clerc étaient aussi bien dans les rangs moyens que dans les classes inférieures de la société, constamment mêlés, souvent confondus : les moines en particulier se faisaient une clientèle de tous les malheureux ; cette situation de fait pénétra dans la loi, grâce à ces « clercs acéphales » qui formaient trait d'union entre le monde séculier et le monde clérical proprement dit (1).

§ I^{er} — L'ÉGLISE

Si la puissance ecclésiastique commençait à dominer les campagnes par l'influence des chorévêques et des moines, elle entrait au Palais avec les évêques et les clercs en faveur ; si les plus humbles d'entre ceux-ci se mêlaient aux dernières classes de la société, les plus haut placés parmi eux se partageaient avec les barons l'influence politique.

(1) Duo sunt genera clericorum, unum ecclesiasticorum sub regimine episcopali degentium, alterum acephalorum, id est sine capite, habentes signum in religionis non religionis officium, inopceauris similes qui nec equi nec homines, mixtumque ut ait patagenus prolisque biformis. Voyez Livres pénitentiaux ex vetere codici S. Arnulphi. Collect. Baluze.

On se ferait une idée incomplète de l'évêque dans la France du Moyen-Age, si l'on ne voyait en lui que le chef de la société religieuse : l'évêque très aimé, très respecté, profitait de l'état des esprits pour étendre sa sphère d'influence ; « il ne se détachait pas du monde, et ne se confinait pas dans son caractère sacré, il voulait être de la société qui vivait et agissait. » (1) Dans l'intérêt même de l'Eglise, il prétendait à une grande force et à une grande puissance au sein de cette société.

Or, cette puissance, il la dut surtout à la grande discipline qui régnait dans l'Eglise à tous les degrés de la hiérarchie cléricale. L'évêque s'efforce de devenir un maître puissant et soumet tous les cleres à une dure obéissance ; un ou deux exemples nous le montrera : c'est ainsi qu'il faut l'autorisation de l'évêque pour qu'un prêtre se permette de comparaître devant un juge laïque ou devant le Roi ; l'évêque a le droit d'infliger aux abbés et aux moines des peines disciplinaires souvent très sévères et très dures ; aucun clerc ne peut accepter quelque libéralité, si minime soit-elle, sans la permission épiscopale, etc.

Energique à l'égard de ses cleres, il avait la confiance des populations et inspirait partout le respect ; il fut aimé, car il protégeait les faibles et les petits, donnait aux pauvres, prenait l'habitude d'intercéder pour quiconque était victime d'une injustice, en particulier pour les orphelins et pour les femmes. « Il revendiquait souvent,

(1) Fustel de Coulanges *Ancienne France*, tom. III. ch. xv, p. 70 et suivantes.

écrit Thomassin, les condamnés destinés aux supplices ; » les pauvres, les vieillards, les enfants, les infirmes, appartenaient à l'évêque ; ils formaient sa famille.

Mais, par là-même, nombreux étaient ceux qui échappaient au pouvoir public et aux autorités civiles, à tel point qu'on se demandait, dit Fustel de Coulanges, « si dans une cité il y avait plus d'hommes qui fussent sujets du Roi et de son fonctionnaire, ou plus qui fussent sujets de l'évêque. »

Avait-il une lutte à soutenir, il se trouvait toujours une quantité d'hommes mi-laïques, mi-religieux, qui étaient prêts à le défendre : les pauvres, sa clientèle, prêtaient aussi leur aide en cas de besoin, et Grégoire de Tours raconte que la basilique de Saint-Martin ayant été violée par un envoyé du Roi, les pauvres, armés de pierres et de bâtons, se ruèrent sur les soldats et vengèrent l'injure faite à l'Eglise (1).

Ce n'était pas en effet seulement par la douceur et la compassion que le clergé était devenu puissant. Grands propriétaires fonciers, les évêques ont une nombreuse clientèle. Aussi bien souvent font-ils acte de souverains temporels : les textes les représentent comme de grands justiciers, tenant des assises solennelles, aussi souvent et plus même que les comtes.

Il n'était pas de choses dont ils ne s'occupassent, comme on le constate par la vie de l'évêque Félix dans Fortunatus (2) ; les deux Rusticus, le grand-père et le

(1) Grégoire de Tours, VII, 29.

(2) Carmina, III, 8.

petit-fils, successivement évêques de Limoges, tracent des routes, élèvent des digues : partout l'évêque dirige les travaux et paye les frais. Aucun des intérêts matériels de la cité ne lui est étranger : la ville de Verdun a besoin d'un emprunt, ce n'est pas la curie, ce n'est pas le comte, c'est l'évêque qui le négocie, et c'est lui qui ramène la richesse dans la ville.

En ces temps de guerres, du reste, les citoyens aimaient à avoir à leur tête des gens hardis et intrépides comme l'évêque d'Angers Savaric, qui marchait sur Lyon et combattait au début même de la guerre civile. L'évêque n'était-il pas vraiment alors un *defensor civitatis*? (1)

Telle était la puissance de l'Eglise que partout elle a réduit à l'impuissance les anciennes magistratures municipales dont on ne parle même plus (2) : les rois francs ne le sont ni supprimés, ni affaiblis, mais tout ce qu'elles avaient d'attributions et de forces s'en est allé du côté de l'évêque. Les comtes eux-mêmes qui contrebalançaient seuls la puissance des évêques subissent bientôt, sur les conseils du Roi, l'ascendant de ceux-ci : il suffit pour s'en convaincre de citer un de nos plus anciens édits : il fait partie d'une ordonnance du roi Clotaire, probablement Clotaire II (3) ; d'après lui, l'évêque pourra

(1) Voyez la belle étude M. Chénon sur le *Defensor civitatis*, Nouvelle Revue historique de Droit, 1889, tome XIII, p. 321 et 315.

(2) Voyez de Rozière Formulaire, 239, et Nouvelle Revue historique de Droit, 1887, p. 282, article de Stouff.

(3) Si iudex aliquem contra legem injuste damnaverit in nostra absentia, ab episcopis castigatur, ut quod pespere iudicavit versatim me-

obtenir que le comte révisé sa sentence, si elle a été rendue contrairement à la loi et en l'absence du roi ; c'est l'interprétation qu'en a donné M. Esmein dans la Nouvelle Revue historique.

Or cette situation toute de fait qui n'était qu'une pratique sous les rois de la première race, était devenue la légalité sous la seconde, à l'époque où Charlemagne réalise l'union intime de l'Eglise et de l'Etat, union dont il montre lui-même l'exemple dans ses Capitulaires (1) et dans son sacre : jusqu'au règne de Pépin le Bref, la couronne s'était transmise au moyen de cérémonies civiles, sous les Carolingiens, le prince reçoit de l'Eglise le sceptre et le diadème : « il devient l'oint du Seigneur. » (2)

A cette puissance morale et intellectuelle, l'Eglise joignait la puissance matérielle, par suite des nombreuses richesses qui étaient en sa possession. Elle s'était fait assurer le droit de recevoir des legs, celui d'acquérir à titre d'achat ou de donation (3) : du reste, nombreuses étaient les libéralités, soit qu'elles vinsent des mourants, soit qu'elles fussent accordées par des brevets royaux ; l'Eglise enfin, avait favorisé l'accroissement de son patrimoine par quelques règles particulières qu'elle s'était imposées : telle était celle qui

lius discussione habet a emundare procuret. Clotarii preceptio Art. 6, dans Boretius, ch. 1, p. 49.

(1) Capitulare primum anni 802 : Dominus imperator non omnibus singulariter necessariam potest exhibere curam et disciplinam.

(2) Glasson. Institut. de la France, 3^e vol., 3^e partie, ch. xn, p. 603.

(3) Esmein, Hist. du Droit, p. 160.

interdisait toute aliénation de biens ecclésiastiques, pour qu'il n'y eût pas de diminution possible. Aussi les églises avaient-elles étendu très loin leur domination et certaines d'entre elles possédaient-elles des territoires au-delà des limites de leur ressort (1).

Avec une telle puissance, l'Eglise, à la vérité, formait un état dans l'état. L'établissement du système des lois personnelles avait favorisé singulièrement cette organisation puissante (2). Du moment qu'en fait, chacun vivait suivant sa loi, pour quel motif en aurait-il été autrement de l'Eglise ! à une époque où tout est local, tout est individuel, où chaque château s'arroge sur tout ce qui l'environne, une souveraineté absolue (3). Comme le remarque M. Glasson, un pareil système favorisait les concessions de privilèges, et sous ce rapport, l'Eglise n'eût pas à se plaindre. Elle va exercer le Pouvoir exécutif par le droit de commandement dont jouit l'évêque, et qui dépasse en autorité celui du comte ; c'est aussi l'époque où va s'établir stable et affermie, largement amplifiée la Juridiction ecclésiastique ; devant enfin l'absence presque totale de lois civiles générales, elle va légiférer, et les conciles vont pouvoir dorénavant s'assembler spontanément sur la convocation des autorités ecclésiastiques, sans avoir besoin de requérir l'autorisation du pouvoir laïque,

(1) L'église de Paris était propriétaire en Provence, et Saint-Germain-des-Prés l'était en Aquitaine et en Anjou par exemple.

(2) Voyez la *Præfatio legis Burgundionum* — la *lex Ripuariorum*.

(3) Filon. — Le Pouvoir spirituel et l'Etat, ch. I, page 7.

comme cela avait été pratiqué sous le règne de Charlemagne (1).

Mais l'alliance du civil et du religieux rêvée par le grand empereur s'est brisée, désormais le partage est fictif et le pouvoir temporel du comte doit être soumis au pouvoir spirituel de l'évêque « comme le corps est soumis à l'âme. » L'auteur des fausses Décrétales, Aldric, évêque du Mans, ou un de ses collaborateurs attribue même au pouvoir épiscopal un large droit de surveillance sur le comte et un capitulaire italien nous déclare l'évêque « missus permanent du Roi. » Lisez les textes de Grégoire de Tours et vous ne vous étonnerez pas qu'un comte ait été nommé dans sa ville sous le contrôle de l'évêque et du peuple (2) : plus loin, l'auteur nous parle de nominations faites par lui-même, évêque de Tours « per pontificis litteras ; » enfin, le Roi souvent promet de ne pas nommer d'autre comte que celui « quem episcopus et gens Canomanicæ prius elegerint. » Le comte est soumis à l'évêque.

Bien plus, il est maintenant de nombreux évêchés où l'évêque se trouve être en même temps le comte (3) ; « ces souverains à double visage, armés de la crosse et de l'épée », comme les appelle Luchaire (4) devaient éprouver quelque difficulté à distinguer nettement leur pouvoir épiscopal et leur pouvoir seigneurial ; à dire vrai, ils ne l'essayaient guère, trouvant avantage à renforcer l'un

(1) Esmein. Histoire du Droit, chap. IV, page 262.

(2) Grégoire de Tours, VII, 29.

(3) Tels sont ceux de Reims, Beauvais, Noyon, etc.

(4) Luchaire. Institutions de la France sous les Capétiens.

par l'autre en les confondant; c'est ainsi souvent qu'ils acquirent les Droits régaliens. Ils profitaient de ces circonstances pour étendre le nombre de leurs vassaux, et on cite des évêques qui comptaient dans leur vassalité de hauts barons et même le Roi (1).

Disons enfin pour terminer sur ce point, qu'un des puissants motifs qui facilitèrent l'extension de l'Eglise, et par là-même la naissance de ses privilèges fut le Droit canonique. Malgré les obstacles que le système féodal lui opposait, il se développait par degrés comme loi extérieure du catholicisme. La lutte contre l'empire germanique au XI^e siècle fut le duel terrible de Rome contre la féodalité, et le principe catholique ayant vaincu dans cette grande épreuve, le droit canonique aspira plus que jamais à fonder la théocratie dans l'ordre politique et dans l'ordre judiciaire.

A une époque qu'on ne peut guère déterminer, mais somme toute, lorsqu'il eut acquis une force suffisante pour s'assurer le respect général, le Droit canon avait investi le pontife romain du pouvoir de déposer les rois, de jeter l'interdit sur leur royaume : les peuples et les princes reconnurent d'abord cette suprématie, et dans sa requête au Concile de Savonnaise, en 859, Charles le Chauve cherchait sans doute à détourner de sa tête ce droit redoutable, mais non à le contester. Plus tard, Grégoire VII qui fut la personnification de cette doctrine

(1) L'évêque de Mende a pour vassaux le roi d'Aragon et le comte de Rodez; de même l'évêque de Paris a pour vassal le roi de France et d'autres seigneurs; celui de Langres possède le duc de Bourgogne.

absolue, pour appliquer la théocratie judiciaire, écrivait aux évêques dans ses bulles d'excommunication contre l'empereur Henri IV, en 1080 : « Puisque vous êtes les juges naturels du spirituel, à plus forte raison devez-vous l'être du temporel (1). » C'était pour lui une conséquence du plus au moins, et l'un de ses successeurs, Boniface VIII, en plein Moyen-Age, fameux par ses querelles avec Philippe le Bel, écrivait qu'il était de foi essentielle au salut que toute créature fut soumise à Rome (2).

§ 2. — L'ÉTAT

Une telle puissance aux mains du pouvoir spirituel ne peut s'expliquer que par le grand effacement du pouvoir civil.

En effet, les finances de la Monarchie sont nulles, à tel point que déjà Chilpéric exhalait cette plainte : Voici que notre fisc est tombé dans la pauvreté et que

(1) *Si enim spirituales judicatis : quid de sæcularibus non posse credendum est. Porro subesse pontifici omnem humanam creaturam declaremus, dicemus et pronunciamus, omnino esse de necessitate salutis.*

(2) Toutefois le texte de Boniface VIII est assez vague pour que l'on ait admis un sous-entendu : toute créature doit être soumise à Rome : de peccato, c'est-à-dire au sujet des choses spirituelles seules.

nos richesses sont passées aux églises (1). Les rois francs poussèrent plus loin cependant leur générosité et allèrent jusqu'à se dépouiller; ils renoncèrent même quelquefois à certains de leurs droits de souveraineté pour en revêtir les évêques et les abbés (2). Ils ne purent se persuader que le partage même volontaire de l'autorité souveraine, l'abandon de quelques domaines même à des proches parents étaient une atteinte portée à leur puissance (3).

Un autre fait nous montre la diminution du pouvoir temporel : à titre de fonctionnaires, les évêques sont entrés dans les assemblées de la nation; ils en profitent pour y introduire des questions théologiques : les guerriers pleins de déférence pour les prélats et de zèle pour la religion écoutèrent sans se plaindre les longues harangues qui remplissaient seules toutes les séances et où ils ne comprenaient pas un mot : l'ennui et l'insignifiance de leur rôle les chassèrent enfin de ces assemblées et c'est ainsi que commença la révolution qui sous les Carolingiens changea les Champs de Mars ou revues de guerriers en synodes d'évêques (4).

Cependant le pouvoir royal semble reprendre force et autorité sous Charlemagne; l'empereur bien souvent se

(1) Grégoire de Tours VI. 33, et Clamageron. Histoire de l'Impôt, tome 1^{er}, liv. 2, ch. 2.

(2) Cela parce que l'ascendant de l'Eglise était considérable et que les Rois en tiraient profit. Esmein. H^{is} du Droit, p. 455.

(3) Boutaric. Rev. des questions Historiques, tome 48, page 368.

(4) Voyez Hincmar, De Ordine Palatii (édition Prou et les notes).

montre maître absolu, il nomme ouvertement l'évêque ou l'abbé (1) : les conciles ecclésiastiques ne peuvent se réunir qu'avec son autorisation ou sur son ordre, l'autorité y appartient à l'empereur(2). Il nous est parvenu des lettres d'évêques ou d'abbés et on est surpris du ton modeste et humble que les chefs du clergé étaient tenus d'employer à l'égard du pouvoir civil. Au reste les capitulaires s'occupent de toutes les matières civiles et religieuses, dans les deux hiérarchies ils vont tout régler du sommet à la base, les devoirs du chrétien et du clerc comme ceux du citoyen et du laïque 3), suivant l'idéal que se faisait l'empereur de son gouvernement : *ut pax sit et concordia et unanimitas cum omni populo christiano... etc.* (4). Sans doute Pépin et Charlemagne se donnent le titre de *Defensores Ecclesiae*, ils le sont sous certains rapports mais il ne faut pas cependant attacher une trop grande importance à cette expression : elle avait une signification bien différente de celle qu'elle aurait aujourd'hui ; avoir les églises dans sa défense et dans sa mainbour, c'était suivant le langage et les idées du temps exercer sur elles à la

(1) Marculfe, I. 6 pour la nomination directe par le Roi ; et Rozière formulaire n^{os} 513 et 515 bis.

(2) On lit souvent à la suite des actes d'un Concile une formule telle que celle-ci : Voilà les articles que nous avons rédigés ; ils seront présentés à l'empereur afin que sa sagesse y ajoute ce qui manque, y corrige ce qui est contre la raison et ce qu'elle y reconnaitra bon, elle le promulgue. Actes du C. de Mayence, 813, tome 8, page 1239 dans Labbé. *Acta Concilium*.

(3) Abbé Guyot, somme des Conciles, tome I^{er}, 1^{re} partie, ch. 23.

(4) Capitulaire de 789, art. 62 dans Foretius, page 58.

fois la protection et l'autorité : il y avait là un vrai contrat qui entraînait la dépendance du protégé.

Mais sous les successeurs de Charlemagne, au début du Moyen-Age, les choses changent : le pouvoir royal est faible ; partout ce ne sont que luttes et conflits ; la masse des hommes libres diminue de jour en jour en même temps que quelques-uns émergent, tyrans ou protecteurs, souvent l'un et l'autre à la fois. Les évêques font comme les comtes et, plus heureux et plus sages que ceux-ci dans leur administration, ils savent attirer à eux les foules et les populations ; les abbayes elles-mêmes s'entourent de fortifications, de fossés, de remparts ; chaque moine au besoin devient soldat pour défendre les reliques, les tombeaux, et les trésors de son monastère ; à l'approche des ennemis, les paysans accourent se cacher derrière leurs murailles.

Les lois ne sont plus appliquées, les grands dédaignent de se soumettre aux jugements de la cour royale et les autres citoyens bravent les jugements des tribunaux inférieurs. Ce fut là, n'est-il pas vrai, une occasion favorable pour l'Eglise de faire progresser sa juridiction ? Les violences les plus atroces se commettent impunément ; l'inexécution absolue des lois criminelles réduit tous les Français à se faire justice eux-mêmes ; or ils avaient souvent mille avantages à porter leurs différends ou leurs plaintes devant les tribunaux ecclésiastiques. La Justice laïque subsistait sans doute, mais elle s'effaçait devant sa rivale et il était fatal que cette dernière finit par acquérir la compétence exclusive.

L'Etat sans force, sans crédit ne pouvait plus commander par la voix de la loi. Après l'effort puissant du pouvoir central auquel on est redevable de la riche série des capitulaires, la faculté de légiférer semblait paralysée et presque éteinte ; ce silence à peu près complet de la législation fut encore favorable à la formation d'une société nouvelle que l'Eglise seule devait réglementer.

Telle était la faiblesse et la dégradation du pouvoir royal, l'Etat se soumettait devant l'Eglise et les lois temporelles ne savaient ordonner que l'« obéissance » à l'ordre spirituel ; elles enjoignaient par exemple à la puissance exécutrice de contraindre les pécheurs à subir au gré des évêques la pénitence publique : « C'était là donner au pouvoir épiscopal le droit d'imposer des pénitences forcées et afflictives puisque la pénitence publique séparait les citoyens de la société civile (1). » D'ailleurs ceci était tellement entré dans les mœurs qu'à l'égard même des rois, des successeurs de Charlemagne, l'Eglise agit de même ; en 822 Louis le Débonnaire se soumet à Attigny-sur-Aisne aux pénitences canoniques ; le peuple fut d'abord touché de ce sentiment de remords mais il considéra ce fait comme un abaissement exagéré où le fils de Charlemagne entraînait la dignité impériale. La chose se renouvela en 834 ; et enfin en 859, au concile de Toul, Charles le Chauve était déposé par les évêques ; sans doute il protestait mais sans contester aux princes de l'Eglise

(1) M^{lle} de la Lézardière. Lois politiques de la Monarchie, 2^e partie, livre 1^{er}, ch. xix, page 17.

le droit de déposition, il prétendait seulement qu'on aurait dû l'entendre avant de statuer.

Voilà la situation au début du Moyen-Age : faiblesse de l'Etat, puissance de l'Eglise, tel fût le terrain favorable aux immunités et aux faveurs dont les clercs vont pouvoir jouir. Ces deux faits sont l'origine même de leurs privilèges. Mais il faut ajouter surtout que cette puissance ecclésiastique était due aux services immenses que rendait alors le clergé tant au pouvoir royal qu'aux populations (1), à l'affection dont il était entouré à raison de son rôle protecteur, et à la foi profonde qui régnait dans toute la France, foi qui se manifestait volontiers par l'attitude toute de faveur que l'on prenait à l'égard des représentants et des ministres d'un culte si honoré et d'une religion si chérie.

(1) Voir notre conclusion.

DEUXIÈME PARTIE

LES PRIVILÈGES DANS LEUR DÉVELOPPEMENT

CHAPITRE I^{er}

LES CLERCS

Pour pouvoir étudier les privilèges des clercs dans leur plein développement et dans leurs principales applications, il faut tout d'abord savoir à qui ils peuvent s'appliquer, c'est-à-dire connaître les personnes qui peuvent les revendiquer comme leur propriété et en réclamer le bénéfice. « Sachez que la reigle et le fait des clers si est telle et doit estre, à Dieu aouer; et est si noble nom d'être appelé cler que c'est-à-dire Roy (1). » Or l'épithète de clerc au Moyen-Age était tellement élastique, qu'elle n'avait pas grande signification et l'on peut constater que certains clercs, notamment les clercs mariés dits « bigames » ne pouvaient jouir des privilèges de cléricature alors qu'à l'opposé ces faveurs étaient souvent accordées à des gens assimilés aux clercs, particulièrement à certains écoliers. Ceci a une importance spéciale pour la jouissance du privilège de juridiction en particulier.

(1) Bouteiller. Somme Rurale. Livre 2. Tome 7, p. 715.

On appelle cleres, dit d'Héricourt, dans les lois ecclésiastiques, ceux qui sont destinés par leur état au service de l'Eglise, comme ses officiers publics. Mais les textes français du Moyen-Age sont loin d'être d'accord pour donner la qualité de clerc aux mêmes personnes. En principe sans doute, la règle d'Isidorus est bonne (1) et on peut donner le nom de clerc à toute personne appartenant à l'Eglise : *propterea ergo dicti sunt clerici, quia de sorte Domini sunt, vel quia Domini partem habent* : mais l'état monacal devint bien vite une source de difficultés. Il paraît invraisemblable de dire qu'on peut être religieux, ermite ou moine sans cesser d'être un laïque, et cependant à l'origine, le moine s'il n'est pas entré dans les ordres est laïque. Tous les écrits des anciens Pères qui ont eu occasion de parler des moines prouvent clairement que ceux-ci étaient comptés jadis dans l'ordre des laïques et qu'ils ne différaient du reste des fidèles que par la régularité et l'austérité de leur vie ; en sorte que s'ils n'étaient pas soumis à la discipline cléricale, ils ne pouvaient pas en revanche réclamer la jouissance des privilèges des cleres. Par exemple, s'il arrivait qu'un moine tombât dans une faute, on ne le punissait pas de la suspension ou de la déposition, peines propres au clergé, mais on l'excommuniait comme un laïque (2). Suivant l'ancienne discipline de l'Eglise, les cleres n'étaient jamais condamnés à la pé-

(1) *Generaliter autem clerici nuncupantur omnes qui in Ecclesia Christi deserviunt.*

(2) Ceci nous est montré par les canons 2 et 8 du Concile de Chalcédoine et le canon 82 du Concile de Constantinople.

nitence publique, les moines au contraire étaient soumis à cette punition comme les simples particuliers : *alia causa est Monachorum, alia clericorum* (1). La vérité canonique consistait à dire que quiconque n'était ni tonsuré, ni portier, ni psalmiste, ni évêque, ni lecteur, ni exorciste, ni acolyte, ni sous-diacre, ni diacre, ni prêtre, était laïque. Cela concorde tout à fait avec l'opinion de M. Viollet qui s'exprime ainsi : « *J'appelle clerc celui qui a reçu la tonsure.* » Au reste, ce qui prouve bien cette assertion, c'est que l'on trouve dans les textes français du Moyen-Age une complète assimilation entre les deux expressions : « couronne de clerc » et « tonsure » et que Saint Jérôme donne ce conseil au moine : « *Sic vive in monasterio ut clericus esse merearis.* »

Mais les choses se transformèrent petit à petit et le moine sans devenir clerc, tendit peu à peu à s'éloigner de sa situation laïque : l'état monacal devint un état *sui generis*, bien distinct de la cléricature et de la laïcité, de telle sorte que le moine qui n'est pas clerc, ne peut plus être qualifié de laïque, il n'est ni clerc, ni laïque, il est moine.

Le nombre des moines augmente de plus en plus ; des monastères se forment de tous côtés et dans tous les pays ; non seulement les moines se distinguent du peuple par leur vie extérieure, mais commencent à s'immiscer dans les fonctions ecclésiastiques ; on les regarde alors comme particulièrement consacrés

(1) Voyez Gratien. cap. 46. Question 1. Car. 6.

à la religion et les évêques s'attribuent désormais une grande autorité sur eux et leurs couvents ; ils réclament en revanche les faveurs et les bénéfices. Peu à peu les progrès s'accomplirent, et la condition des moines par la suite ressemble beaucoup à celle des clercs, non seulement parce que l'immense majorité d'entre eux fut des clercs, mais parce qu'ils furent aussi en tant que moines assimilés aux clercs (1). En principe à l'origine donc, la tonsure était le point de repère ; était clerc celui qui se trouvait en possession de la cléricature ; celle-ci « était attestée par la tonsure et l'habit clérical » (2).

Les ordres ecclésiastiques forment deux degrés : les ordres mineurs et les ordres majeurs. Disons de suite qu'on pouvait s'engager dans les ordres dès la première jeunesse, parvenir à vingt ans au sous-diaconat et à vingt-cinq au diaconat, mais il fallait avoir trente ans pour recevoir la prêtrise et l'épiscopat. Les fidèles qui avaient atteints cet âge pouvaient être ordonnés prêtres dès qu'ils avaient passé un an dans le clergé. Mais une autorisation du pouvoir civil devait toujours intervenir pour l'entrée dans les ordres ; cela s'explique du reste assez bien à cette époque, car parmi les privilèges dont nous parlerons tout à l'heure, il y avait pour les clercs l'exemption des charges publiques ; de là une perte pour le trésor lorsqu'un homme entrait dans les rangs

(1) Viollet. Histoire du droit français. Livre 2, ch. 4, page 283.

(2) Paul Fournier. Les officialités au Moyen-Age. 2^e partie, ch. 1. p. 73.

du clergé; voilà pourquoi, déjà sous l'empire romain Valentinien défendait aux plébéiens riches de recevoir les ordres sacrés. De plus les ecclésiastiques n'accomplissent pas le service militaire; c'est la sanction des lois de l'Eglise qui défendent aux clercs de verser le sang : *Ecclesia abhorret a sanguine*. Voilà pourquoi encore sous les Mérovingiens on ne pouvait être ordonné clerc sans la permission du roi (1). (2).

Enfin, à propos de la jouissance des privilèges de cléricature, il est nécessaire de dire quelques mots des clercs mariés. Après avoir été tonsuré, le clerc devenait portier, lecteur, acolyte, exorciste; c'étaient là les ordres mineurs. Il arrivait aux ordres majeurs avec le sous-diaconat auquel succédaient le diaconat, la prêtrise et l'épiscopat. Or, les clercs inférieurs jusqu'au sous-diaconat pouvaient se marier, ils jouissaient des privilèges de cléricature tant qu'ils continuaient de porter la tonsure et l'habit clérical (3). Cela se maintint fort longtemps, et à la fin de l'ancien régime, la coutume de l'Evêché de Metz portait encore cette disposition : « les clercs mariés jouissent des privilèges de cléricature tant et si longuement qu'ils portent la tonsure et habit clérical, et servent à quelque église, hôpital ou séminaire (4). » Mais si le mariage ne faisait pas perdre aux

(1) Beaumanoir. XLV. 28, et 1^{er} Concile d'Orléans de 511.

(2) Marculfe. I. 19. Cette autorisation ne fut plus nécessaire sous Charlemagne. Cap. mis. 803 ou Ansegise (Cap. I. 114.

(3) Etablissements dits de Saint Louis, I. 84.

(4) Titre I^{er}, article 1^{er} de la coutume de l'Evêché de Metz, dans Richebourg. Tome II, page 414.

« moindres clercs » leur caractère et par suite leur privilège, il n'en était pas de même du « remariage ». Le clerc qui se remarie est dit bigame; le clerc qui pour la première fois épouse une veuve, est assimilé à celui qui se remarie, il est également bigame; dès lors dans ces deux cas où il n'y a pas eu mariage « cum Virgine et unica », le clerc n'a plus le droit de porter la tonsure, il ne jouit plus des privilèges de cléricature.

Cette règle du reste ne fût pas immuable et il y eût sur ce point bien des changements: Benoît VIII et le concile de Pavie tenu sous son pontificat en 1020 tachèrent de rengager dans la loi du célibat les *clercs même inférieurs*: le concile de Bourges en 1031 commanda aux prêtres, diacres et sous-diacres de quitter leurs femmes « à moins de vouloir être dégradés et rabaissés au rang des lecteurs et des chantres. » Le concile de Toulouse en 1056 alla plus loin et lia tous les clercs à la continence même au-dessous du sous diaconat: mais cette sévérité ne fut pas de durée bien longue: le concile romain de 1063 ne comprit même pas les sous-diacres dans la loi du célibat mais seulement les prêtres et les diacres qui en cas de violation de la loi « seraient privés des fonctions de l'autel et de leurs bénéfices » (1). La même règle fut adoptée en 1076 (2). Ces deux solutions étaient

(1) Il en fut de même du concile Romain de 1074 puisque l'historien Lambert en renferme le décret en ces termes: Presbyteri uxores aut dimittant aut deponantur: nec quisquam ad Sacerdotium admittatur qui non in perpetuam continentiam vitamque cœlibem profiteatur.

(2) Au concile de Winchester en 1076 l'évêque de Mayence déclare même que le sacerdoce n'appartenait pas aux sous-diacres,

extrêmes et l'Eglise reprit le juste tempérament des siècles passés qui fût de ne pousser la loi du célibat que jusqu'aux sous-diacres. Le concile de Rouen en 1078, celui de Lillebonne en 1080, celui de Malii en 1089 tenu sous le Pape Urbain II en demeurèrent là : *cos qui in subdiaconatu uxoribus vacare voluerint, ab omni sacro ordine removemus, officio atque beneficio Ecclesie carere decernimus.*

On voit bien, en résumé, que la jouissance des privilèges de cléricature se rattachait à la qualité de clerc et celle-ci au port de la tonsure : on comprend dès lors que les bénéfices et les faveurs aient attiré beaucoup de laïques et les aient entraîné à se faire cleres frauduleusement. C'est un fait bien connu que puisqu'on s'en rapportait aux apparences, il y eût des tromperies, et des prisonniers arrêtés en habits laïques se firent faire une tonsure par un barbier, revêtirent furtivement l'habit clérical et obtinrent d'être réclamés par l'official. Beaumanoir signale ces faits dans les prisons du Châtelet : le juge pour déjouer ces ruses dût employer des commissions de barbiers qui vinrent examiner l'état de la tonsure (1). Mais ce fut surtout à propos du privilège de juridiction que ces faits se révélèrent et c'est en traitant de celui-ci que nous reviendrons en quelques mots sur ce point ; il était bon cependant de le signaler dès à présent.

Tels étaient les cleres, mais comme nous le disions au début de ce chapitre, le « privilège de clergie » envi-

(1) Esmein. *Histoire de la Procédure criminelle*. 1^{re} partie. § IV. p. 48.

sagé *generaliter* déborda bien souvent, et ceux qui en jouissaient alors n'étaient que de simples laïques qui par faveur avaient été assimilés aux gens d'Eglise : je ne citerai comme exemple que la classe des écoliers. Grégoire IX en confirmant l'Université de Toulouse écrivait au comte de cette ville que les docteurs, les étudiants et les serviteurs n'étaient justiciables que du Juge ecclésiastique et que les laïques mêmes devaient se présenter au Juge d'Eglise quand ceux-ci les y appelaient (1).

Nombreux donc étaient les divers détenteurs de ces privilèges, voyons maintenant en quoi ils consistaient.

CHAPITRE II

LES PRIVILÈGES

Les faveurs dont bénéficient les cleres à l'époque où leurs privilèges sont très développés et très étendus peuvent revêtir deux caractères : ou elles sont positives et consisteront alors en un fait de jouissance proprement dit : un don qui est fait aux cleres en particulier à l'exception de tous les autres : ou elles sont négatives

(1) Nulli Magistri et Scholares, vel clerici ac servientes eorum : si quod absit, contigerit eos in aliquo maleficio deprehendi, ab aliquo Laico judicentur, vel etiam puniantur, etc (Thonassin. Discip. de l'Eglise, tome II, 2^e p., livre III, ch. cxii) : de ce texte on peut tirer cette remarque importante que les étudiants formaient comme une partie du clergé : scholares vel clerici.

tives et dans ce cas consisteront en l'exemption de certaines charges qui de plein droit pèsent sur l'ensemble des autres classes de la société. Si l'on veut suivre cette simple classification, il est facile de voir que les privilèges de la première sorte étaient en réalité peu nombreux : nous pourrions les faire consister dans la Dîme et dans le fait des nombreuses perceptions dont le bénéfice était accordé aux églises et aux monastères : quant aux privilèges de la deuxième sorte ils sont évidemment plus étendus et d'aspect souvent différent entre eux, nous citerons l'exemption de certaines charges : corvées et impôts, l'exemption pour les clercs de l'obligation de participer au Service Militaire et surtout le grand Privilegium fori, « le privilège de clergie » proprement dit. C'est sur ce dernier en particulier que nous insisterons, car il incarne à lui tout seul la force et la puissance de l'Eglise au Moyen-Age.

Nous n'étudierons les autres que pour en donner un aperçu et en encadrer pour ainsi dire le privilège de Juridiction, car la matière qui se rapporte à chacun de ces bénéfices en particulier demanderait toute une étude. C'est ainsi souvent que l'on ajoute même à la liste des faveurs que nous venons de citer, l'Immunité ecclésiastique différente en effet à certains points de vue de la pure immunité laïque.

A. — PRIVILÈGES POSITIFS

§ 1. — LA DÎME

Il ne faut pas croire que la dîme soit née des exactions de Charles le Martel et des autres rois qui, à la même époque ont pillé les biens de l'Eglise. Cette opinion a eu souvent de nombreux adhérents, et M^{lle} de la Lézardière dans sa théorie des Institutions Monarchiques semble volontiers affirmer que ce furent les rois de la seconde race qui, les premiers instituèrent la dîme en faveur de l'Eglise pour récupérer celle-ci des dommages qu'elle avait subis sous leurs prédécesseurs. Ce fut, en effet, à partir de la seconde moitié du viii^e siècle que la perception des dîmes s'organisa sérieusement et sévèrement : peut-être alors en effet, peut-elle être considérée par quelques esprits comme un moyen d'indemniser l'église du dommage considérable que lui causait la sécularisation des biens ecclésiastiques.

Mais l'origine de la Dîme est beaucoup plus ancienne. D'après le Lévitique, la dixième partie des fruits de la terre devait être consacrée à Dieu et à ses lévites qui ne pouvaient posséder autre chose. Il existait, d'ailleurs, des précédents dans le monde païen : Apollon et d'autres dieux avaient perçu la dîme et dans l'ordre civil ce taux du dixième jouait un grand rôle en matière d'imposi-

tions. Les Pères de l'Eglise engageaient les fidèles à observer cet usage tout en reconnaissant qu'il n'était pas obligatoire. Ce don gratuit avait été utile à l'Eglise à une époque où elle ne faisait que naître, où elle était à peine constituée et où elle manquait de toutes ressources : aussi au ^{vi}^e siècle la dime était-elle mentionnée comme « in obligatione (1). »

Toutefois les fidèles ne tinrent pas compte de ces avertissements et leur ardeur se refroidit vivement sur ce point, puisqu'en 585 le deuxième concile de Mâcon réclama la dime comme une obligation générale pour tous les peuples chrétiens et cela sous peine d'excommunication. « Nous voulons que l'usage antique soit repris par les fidèles et que tout le peuple porte les dîmes aux ecclésiastiques : si quelqu'un est rebelle à nos très salutaires avis, qu'il soit pour toujours séparé des membres de l'Eglise : a membris Ecclesiæ omni tempore separetur (2). »

La règle du concile de Mâcon tomba elle-même probablement dans l'oubli, car, comme le dit très justement M. Glasson, si elle avait été religieusement observée on n'aurait pas considéré comme un mérite extraordinaire le fait de certains personnages d'avoir payé les dîmes (3). En 779 Charlemagne par un capitulaire

(1) Ceci se trouve dans une lettre écrite par quatre évêques ayant fait partie du synode de Tours tenu vers 567.

(2) 5^e Canon. Fra Paolo, Traité des Bénéfices, p. 51.

(3) On rapporte ainsi que la reine Radegonde, femme de Clotaire I^{er} donnait à l'Eglise très exactement la dixième partie de tous les biens

célèbre ajouta à la sanction canonique du concile de Mâcon la sanction du pouvoir civil : l'empereur établit désormais la dime comme une subvention nécessaire (1), en ordonnant aux propriétaires *laïques* de la payer en nature aux prêtres de leur paroisse, sur tous les fruits y croissants. Charlemagne se soumit le premier à cette disposition et dans le capitulaire « de Villis » de l'an 800 (2), il prescrivit à ses *judices* de payer la dime aux églises qui se trouvaient sur les terres du fisc.

La dime se payait d'ordinaire en nature, et cela se comprend à une époque où la richesse mobilière et les monnaies étaient très rares ; ceci nous montre en même temps combien la dime était étendue et combien elle constituait un gros privilège en faveur de l'Eglise et des clercs qui la percevaient.

Mais il s'éleva une difficulté sur le point de savoir les biens qui étaient soumis à la dime : elle était due en principe non seulement sur tous les produits de la terre sans distinction, mais encore sur tous les animaux qui naissaient sur son sein et dans certains cas sur tous les revenus et profits de quelque nature qu'ils fussent ; toutefois on prétendait à l'origine qu'il fallait simplement

qu'elle recueillait, de même le roi Sigebert II prit l'engagement d'offrir chaque année à l'église de Spire le dixième des fruits des terres du domaine royal situées dans le diocèse de cette ville.

(1) Toutefois on dit que le premier acte du pouvoir royal sanctionnant la dime, paraît avoir été une lettre de Pépin le Bref à Lullus, archevêque de Mayence. (Boretius I. p. 42).

(2) Capitul. de Villis. Explication de ce capitulaire par M. Guérard. Bibliothèque de l'Ecole des Chartres, mars 1833.

considérer les produits du sol; le Concile tenu à Troli, dans le Soissonnais en 909 trancha la question dans un sens tout différent et décida que la dime était due sur tous les produits quelconques du travail, dans les villes sur le commerce ou l'industrie, aussi bien que dans les campagnes sur la terre et le produit du bétail, On regardait la dime non « comme matière d'avarice » pour celui qui l'exigeait mais comme un devoir de religion, un sacrifice : « on donnait cette règle, dit Thomassin, à ceux qui s'occupaient du trafic et du négoce qu'ils eussent encore plus d'attache et plus d'application au grand œuvre de leur salut et que de leurs gains ils donnassent les dimes et les aumônes aussi bien que ceux qui cultivent la terre (1). »

Rares étaient les exceptions à cette époque et comme dit Bouteiller « si dois sçavoir que disme est de tel effect, qu'elle ne peut, ne doict estre vendüe ni engagée comment que ce soit à personne laye, ni hors de l'Eglise. Et s'il estait aucun qui eust privilège de ce du saint Père, car d'autre ne ne le peut-il avoir qui vaille, que son labeur ne fust tenu de payer la disme; pour ce ne demeurerait que de tout ce, dont le privilège ne ferait expresse mention, il ne fust tenu de payer la disme, car privilège de ne payer disme ne peut en avoir ni obtenir de droict (2) »

Malheureusement la suite des temps ne devait pas

(1) Thomassin. Discipline de l'Eglise, tome III. 3^e partie, liv. I. ch. VII.

(2) Bouteiller. Somme Rurale, titre X, livre II, page 747.

observer cette règle à la lettre et la dîme donna lieu de bonne heure à de nombreux abus.

Quant à l'emploi de la dîme, les lois de l'Eglise et de l'Etat exigeaient que le pasteur de qui le peuple recevait l'instruction et les sacrements et qui était le « décimateur » fit quatre parts de sa perception sous la surveillance de l'évêque ; l'une appartenait au prêtre, l'autre à l'évêque, la troisième était employée aux réparations de l'Eglise et la quatrième distribuée aux pauvres. Ajoutons que Durand de Maillane dans son Dictionnaire de Droit Canonique divise les dîmes en grosses et menues : les *decimæ grossæ* se perçoivent des principaux revenus d'un pays : le gros bétail, les blés ; les *decimulæ*, les *minutæ decimæ* des moins considérables : volaille, fruits, légumes ; on dit aussi que les anciennes dîmes étaient celles qui étaient perçues sur des terres cultivées depuis très longtemps, au contraire des nouvelles qui sont perçues sur des terres récemment exploitées (1).

Avec Charlemagne la perception des dîmes devenait donc désormais sérieuse : les bans des moissons et des vendanges étaient annoncés au prône de l'église paroissiale et avertissaient les particuliers de l'époque à laquelle ils pourraient commencer à faire leur récolte : les prêtres décimateurs devaient tenir note de tous ceux qui payaient cet impôt et aussi par suite de tous ceux qui faisaient défaut : *ut et ipsi sacerdotes populi suscipiant decimas, et nomina eorum quicumque dederint*

(1) Pour le développement de la dîme. Voyez Thomassin. *Vetus et nova Ecclesiæ disciplina* partie III. liv. I. chap. IV.

scripta habeant (1) : quatre hommes, ou huit, ou même davantage, choisis entre les meilleurs de chaque paroisse devaient dans l'occasion servir de témoins : « les réfractaires étaient soumis à trois reprises, » et s'ils s'abstenaient de payer, l'entrée de l'église leur était interdite; puis s'ils s'obstinaient, les officiers publics les frappaient d'une amende de six sols au profit de l'église et n'en exigeaient pas moins l'intégralité de la dîme; une troisième désobéissance était punie par la clôture de la demeure du coupable avec défense d'y entrer; s'il enfreignait cet ordre, il était jeté en prison : On voit par ces détails empruntés à Thomassin qu'elle était la puissance de l'Eglise pour faire respecter son droit. On admettait en effet que les curés devaient recevoir les dîmes et les prémices comme des *aumônes* sans doute, mais que cela n'empêchait pas les évêques et les princes temporels de se considérer comme les *lieutenants et les vicaires de Dieu sur terre*, et de pouvoir user de contrainte pour forcer les ingrats et les irréligieux par les peines spirituelles et temporelles de rendre ce qu'ils devaient à Dieu et à ses ministres. Ce droit, chaque église paroissiale l'exerçait dans une circonscription déterminée, sur toutes les habitations qui s'y trouvaient comprises : il n'y avait du reste aucune prescription à invoquer pour ne pas payer les dîmes, comme le dit Bouteiller (2).

(1) Caroli Capitulare Agnisgram. Année 801.

(2) Item est aussi ordonné que nul ne se peut ne doit excuser des dîmes payer, par exception de longtemps non aurait payé, et que de tous fruits qui croissent, dîme est due. Somme Rurale, titre x, livre II.

L'établissement de la Dîme rencontra des répugnances dans le peuple et nous en avons des preuves dans les dispositions que Charlemagne se vit forcé de prendre pour la faire accepter : la Saxe en particulier ne s'y soumit qu'à la dernière extrémité et Alcuin écrivait à l'empereur dans les termes suivants : « Que votre piété très sainte considère avec sagesse s'il est bon d'imposer le joug de la dîme à des peuples encore grossiers et dont la foi ne date que d'hier ; nous savons bien que la dîme de notre revenu est une chose excellente, mais il vaut mieux la perdre que de perdre la foi ; nous qui avons la foi catholique, nés, élevés, instruits en elle, nous avons une peine infinie à la payer intégralement ; à combien plus raison une foi tendre, un cœur enfant, un caractère parcimonieux et avare ! » Mais un tel conseil ne fut pas suivi, les abus au contraire se multiplièrent, un grand nombre de dîmes échûrent à des monastères et « alors, dit Fleury, les droits du chapitre devinrent connexes à ceux de l'évêque. »

Il arriva dans quelques localités que les curés continuèrent à avoir droit à la dîme sans remplir les fonctions qu'elle avait pour objet de rémunérer : ce fait se produisait lorsqu'un curé était par exemple appelé auprès de l'évêque, tout en conservant son titre et en faisant accomplir son service religieux par un suppléant.

D'autres dîmes tombèrent dans les mains des laïques et on eût ainsi ce qu'on appela plus tard les *dîmes inféodées*. A cette époque l'abus existait déjà, il est vrai, mais il n'était pas criant et il suffisait souvent d'un

avertissement pour le faire cesser, tel fut celui qui fut donné par le concile de Metz et le concile d'Engelheim en 848 et où on considéra les usurpateurs laïques « comme les auteurs d'une famine dont le Royaume était affligé. » S'il y avait déjà usurpation, cette injustice n'était pas du moins encore si ancienne qu'elle pût constituer un droit légitime.

§ II. — AUTRES PERCEPTIONS

Ce ne fut pas seulement la dime proprement dite que l'ecclésiastique eût le droit de percevoir, mais au Moyen-Age dans la plupart des localités le curé eût droit à une portion souvent plus considérable des revenus du sol : (blé, vin, huile et autres produits). La fraction qui lui était attribuée n'était pas toujours le dixième, bien souvent plus, quelquefois moins, par exemple le huitième ou le onzième. Ces redevances payables en argent ou en nature, qui ne sont du reste bien souvent que la dime elle-même, sont souvent désignées sous le nom de *parochialia* (altare, altaragium); les textes nous signalent aussi d'autres redevances : les *prémices* primitivæ ou premissæ — ou droit perçu sur les premiers fruits et d'un taux inférieur à la dime (1); la *redime*, redecima, decima decimæ — ou dime de la dime appelée aussi retrodecima; puis les *novales* —

(1) Le taux était environ du trentième ou du soixantième.

novalia — ou dimes perçues sur les terres nouvellement mises en culture ; le *rapport* — reportus, reportagium — ou moitié de dîme perçue au profit de l'église paroissiale du cultivateur qui récolte sur le territoire d'une autre paroisse.

En outre de ces droits, il y avait les *offrandes*, ou oblations données elles aussi en argent ou en nature au curé de l'église paroissiale principalement à l'occasion de la messe et des autres services religieux qu'il célébrait le dimanche et les jours de fête, ces offrandes consistaient tantôt en pièces de monnaies — denarius dominicalis — tantôt en pains, panes, — tantôt enfin en cierges et chandelles — cerei et candelæ.

Les cleres avaient encore droit à quelques dons quasi-obligatoires perçus à l'occasion des cérémonies accompagnant les divers actes religieux de la vie civile : droit sur les baptêmes (baptisterium, fontes), sur les mariages (nuptiæ, maritatio), sur les confessions (denarii in confessionibus), sur l'extrême-onction (denarius lucosus), enfin sur les funérailles et les successions des d'funts (mortalagium, sepultura, etc.). Les églises et les abbayes possédaient enfin de nombreuses ressources qui leur venaient des prestations en nature fournies par les habitants (1) et qui leur constituaient souvent un patrimoine considérable.

(1) Iléric en 837 présenta à Louis le Débonnaire l'état des biens de l'abbaye de Saint-Riquier-sur-Somme dans un mémoire assez curieux pour qu'il mérite d'être cité : l'abbé nourrissait 300 pauvres, 150 veuves, 60 cleres ; la rue des marchands dans la ville de Saint-Riquier devait à l'abbaye chaque année une pièce de tapisserie de la

Le roi de son côté cède souvent à des abbayes toutes les taxes des marchés, ainsi fait Charles le Chauve en 876 à l'égard de l'abbaye de Saint-Bertin (1); le droit de location des échoppes, le droit de police, le droit de battre monnaie si lucratif étaient même accordés comme droits corrélatifs.

La royauté carolingienne concède souvent encore à des évêques tout ou partie des droits de circulation acquittés par les marchands : ceci nous est montré par un diplôme de Charles le Chauve en faveur de l'église d'Urgel (800); *similiter etiam concedenius tertiam partem telonei omnium negotiationum per eandem parrochiam transeuntium atque mercantium* (2). Enfin

valeur de 100 sous d'or, et la rue des ouvriers en fer tout le ferrement nécessaire à l'abbaye; la rue des fabricants de boucliers était chargée de fournir les couvertures de livres, elle les reliait et les cousait; la rue des selliers procurait des selles à l'abbé et aux frères; celle des boulangers 100 pains hebdomadaires; celle des cordonniers munissait de souliers les cuisiniers et valets de l'abbaye; celle des bouchers fournissait chaque année 13 setiers de graisse; puis le quartier des chevaliers devait entretenir pour chaque frère un cheval, un bouclier, une épée, une lance et autres armes; le quartier des nobles octroyait annuellement 12 livres d'encens et de parfums; le peuple payait la cire; enfin pour donner un dernier chiffre disons que les oblations présentées au sépulcre de Saint-Riquier atteignaient par semaine la valeur de 200 marcs ou 300 livres d'argent.

(1) *Mercatum quoque omni tempore, in die Veneris, prænominato sancto loco concessimus, ut quicquid ex ipso mercato sive districto atque banno adquiri potest, ad liminaria ipsorum sanctorum perveniat.*

(2) Dans l'histoire du Languedoc II, col. 318.

des droits minimes mais innombrables variaient de province à province (1).

§ III. — DOTATIONS ET AUTRES FAVEURS

Le service du culte n'était pas seulement rétribué par les dimes, mais encore par les bénéfices ecclésiastiques. Nous savons combien étaient nombreuses alors les dispositions faites en faveur des églises et des monastères. Les recueils de formules de l'époque franque sont remplis de libéralités de cette nature : on comprend donc comment un grand nombre d'églises ou de couvents devinrent propriétaires d'une immense quantité de biens désignés sous le nom de bénéfices ecclésiastiques, et dont les revenus étaient destinés à rétribuer les curés des paroisses et les moines des abbayes.

Nous ne parlerons pas des *bénéfices laïques* ; cependant il est bon de dire qu'il y avait à leur sujet dans certains cas quelques impôts spéciaux payés au clergé. Il faut citer surtout les *neummes* ou *nonnes*, tribut exigé par les clercs des laïques qui occupaient les terres de l'Eglise soit par usurpation, soit par don royal « les rois ne croyant pas pouvoir soutenir autrement la paix de l'empire et défendre l'Eglise les ayant distribuées

(1) Les curés du Poitou prétendaient avoir droit au lit du gentilhomme qui mourait, l'évêque d'Amiens réclamait un droit sur les nouveaux mariés.

avec le consentement libre ou forcé des évêques » dit Thomassin. Il était juste que si les terres héréditaires des séculiers payaient une dime, celles qu'ils avaient usurpées sur l'Eglise et dont ils n'étaient que les usufruitiers et les bénéficiers en payassent deux. Les deux principales obligations des bénéficiers laïques dans ce cas étaient de payer les nonnes et de contribuer à la réparation des églises (1). Tel était le principe ; il fut confirmé par les conciles tenus à Francfort en 813 et à Tours en 828 ; le concile de Soissons de 853 demanda à Charles le Chauve que l'Eglise ne fût pas privée des nonnes et le concile de Valence en 855 vint faire la même demande.

Les églises paroissiales obtinrent aussi des dotations fixes avec la faculté de les accroître : les capitulaires de Louis-le-Pieux voulurent que tous les seigneurs ecclésiastiques et laïques assurassent à jamais à chacun des prêtres qui se succéderaient dans la desserte des églises paroissiales « la jouissance des bâtiments de l'Eglise, du cimetière, du presbytère et en plus d'un manse cultivé par un feu d'esclaves. » Ces mêmes capitulaires laissèrent aux seigneurs l'option de faire cette dotation complète, ou faute de la faire de voir détruire leurs églises paroissiales « et, dit Thomassin, ils défendirent la fondation d'aucune nouvelle église sans y attacher cette dotation. » Tout cela fut en général observé et à la fin du ix^e siècle la possession de tous

(1) *Quicumque beneficium ecclesiasticum habent, ad tecta Ecclesiarum restauranda, vel ipsas, Ecclesias emendandas omnino adjuvent, et nonam et decimam reddant.*

les sanctuaires paroissiaux de l'empire franc procurait nécessairement et de fait aux prêtres destinés à les desservir, la jouissance de la dotation entière, exigée par les capitulaires de Louis-le-Pieux.

Plus tard les rois et les laïques qui possédaient dans leurs domaines des monastères particuliers (1) consentirent souvent en faveur des congrégations et de leurs chefs l'abandon perpétuel et irrévocable des parties de domaine sur lesquelles ces congrégations avaient d'abord été entretenues, mais dont elles n'avaient eu jusqu'alors « que la jouissance précaire » (2), de même les princes par une faveur encore spéciale rendirent perpétuelles et irrévocables les dotations faites aux curés des églises cathédrales.

Il y avait là des privilèges : malheureusement cela créait des situations particulières qui devaient être le germe de la désunion ; cela en réalité constituait petit à petit des forces privées qui ne tendaient qu'à se rendre indépendantes les unes des autres.

Enfin disons pour terminer sur ce point que Charlemagne partisan cependant en principe de l'égalité entre

(1) Voir formules de ces Donations dans Marculfe I, 14.

2) Il y avait là un avantage pour l'Eglise car elle avait coutume de rendre au donateur par voie de précaire non seulement l'usufruit du domaine donné mais encore la jouissance viagère d'une quantité égale de terre prise sur le domaine ecclésiastique, habitude dont l'origine remonte aux prescriptions de Justinien qui défendait aux églises d'aliéner leurs biens fonds, et même aux Mérovingiens, puisque cette règle était appliquée sous leur règne à une époque où le Droit de Justinien n'avait pas encore pénétré.

les clercs et les laïques fit décider, à l'occasion de la réforme de la loi salique, que le *wergeld* (1) des clercs serait plus élevé que celui des laïques, il fut fixé à neuf cents sols pour le meurtre d'un évêque, à six cents pour celui d'un prêtre, à trois cents pour celui d'un diacre ; le capitulaire de 803 éleva même le wergeld du diacre à quatre cents sols et établit le même taux pour le meurtre d'un moine (2).

(1) Weregildus ou widrigildus. Voyez sur l'importance du wergeld Esmein, Histoire du Droit, p. 93, Esmein, Etudes sur les contrats dans le très ancien Droit français.

(2) C'est la même idée qu'exprime Pardessus : il était tellement dans l'esprit de la législation de voir le clergé formant une classe spéciale qu'on inséra dans la Loi plusieurs chapitres ayant pour objet de prononcer contre les attentats commis à l'égard des clercs des compositions différentes de celles prononcées par la loi dans ceux commis contre les autres citoyens. Voyez Organisation judiciaire. 1^{re} partie, page 366.

B. — *PRIVILÈGES NÉGATIFS*

Les faveurs dont jouissent les cleres et qui revêtent une forme négative sont, nous l'avons déjà dit, plus nombreux que les précédents.

Nous dirons quelques mots dans ce paragraphe des immunités dont jouit le clergé en ce qui concerne d'abord les impôts, puis le service militaire, des faveurs dont le pouvoir royal a entouré les donations qui sont faites aux évêques ou aux abbés, réservant pour un chapitre spécial le privilège le plus important : le *Privilegium fori*.

§ 1. — CORVÉES ET IMPOTS

Parmi les charges qui pesaient sur les populations on peut citer et distinguer les charges personnelles telles que les corvées, puis les impôts proprement dits ou charges fiscales, quoiqu'elles soient toutes les deux bien souvent intimement mêlées.

(I. En ce qui concerne les charges personnelles, on sait que Constantin en avait exempté les cleres depuis l'an 313 ; cette exemption semble persister à l'époque

franque, et les textes prouvent que les clercs d'alors sont exempts de la capitation : au Moyen-Age les luttes entre l'Eglise et l'Etat auront très souvent pour objet cette exemption des clercs, et la fameuse bulle *Clericis laicos* de Boniface VIII, par exemple, aura trait à ces questions si débattues.

Clotaire, vers la fin de sa vie, accordait aux ecclésiastiques l'exemption des fonctions publiques et des tutelles, comme l'avait demandé un Concile d'Orléans, prétendant, dit Grégoire de Tours, que les prêtres du paganisme avaient joui eux-mêmes de ces immunités. Plus tard, les Capitulaires de Charlemagne affranchirent les esclaves de l'Eglise de toutes les corvées que les magistrats ou officiers leur eussent pu imposer.

Guy Coquille définit la corvée « l'œuvre d'un homme, un jour durant, pour l'aménagement du seigneur aux champs, soit de la personne seule, soit avec bœufs et charrettes » ; c'est aussi un ouvrage gratuit que l'on exige des communautés, des particuliers, pour construire ou réparer les routes, les chaussées, les chemins. Or, ces corvées, notamment pour la construction et la réfection d'un pont, pesaient en règle sur tous les habitants (1), mais le clerc à ce point de vue jouissait de quelques faveurs. Quoique cette obligation de construire les ponts, d'entretenir les routes, fut alors une des obligations les plus importantes et les plus strictes, car elle répondait à des préoccupations guerrières, nous constatons dans le Diplôme de Charles le Chauve, de 842, que

(1) Si quis ad pontem publicum bannitus fuerit et ibi non venerit solidos IV in fredo componat, dans le *Lex Francorum Chamavorum*.

l'Eglise est dispensée d'y participer (1). Bien plus, cette dispense se tourne bientôt en une double faveur pour l'Eglise : à mesure que la corvée des travaux publics devenait pour le paysan une charge de la possession du sol, les rois cèdent et concèdent à des clercs ces terres en y attachant comme accessoire lucratif le droit de toucher la redevance d'une chaussée ou d'un pont.

L'Eglise, dans la personne de ses ministres, eut bien souvent encore la faveur d'être exemptée d'une charge que l'on pourrait baptiser du nom « d'hospitalité forcée » : le *droit de gîte* (2) ne fut peut-être d'abord, il est vrai, qu'une civilité, mais une civilité qui se changea bientôt en un droit et une charge souvent onéreuse : c'était l'obligation pour tout propriétaire de loger et de défrayer les envoyés du Roi : fonctionnaires, missi, etc. — Un tarif fixait à chacun ce à quoi il avait droit suivant son rang, et Fustel de Coulanges nous relate qu'un comte, par exemple, avait droit avec sa suite à trente pains, deux muids de vin, un porc, trois poulets, la fourniture des chevaux, etc. (3). Or il y avait là un privilège pour le clergé ; et les évêques, s'ils étaient obligés « d'héberger » le roi ou l'empereur, n'étendirent pas plus loin leur générosité : ils n'avaient pas l'obligation de recevoir les juges et autres officiers royaux, ce qui eut été en réalité, par sa fréquence, une plus lourde charge que l'hospitalité due au roi ; les dépenses qu'exigeait la réception

(1) Flach, Origines de l'ancienne France, tome I^{er}, liv. II, ch. xix, p. 333

(2) Le droit de gîte fait partie de la série des munera dont l'énumération est faite par la loi 13 C. Th., xi, 16

(3) F. de Coulanges. Ancienne France, tome VI, liv. III, ch. xiii, p. 501.

des hauts fonctionnaires royaux étaient excessives, et cette hospitalité qui, depuis longtemps, avait dégénéré en une sorte de servitude comprenant le logement et la dépense : « mansionem et paratas », avait ruiné souvent de riches et opulents seigneurs (1). Charles le Chauve donne à certains abbés ce privilège spécial qu'en quelque couvent qu'ils se trouvent « nul juge ou officier de justice n'y pût prétendre aucun droit de gîte. » Il paraît que la même sauvegarde avait été donnée par nos anciens rois à l'église de Reims, puisque Flodoard raconte que saint Rigobert, archevêque de cette ville, empêchait avec un zèle intrépide « que les magistrats n'exigent le droit de gîte, ni aucune imposition de ce genre » de toutes les terres de son évêché disséminées dans toutes les provinces de France « les faisant jouir pleinement de toutes les franchises que les Rois lui avaient accordées. » (2) — Carloman, petit-fils de Charles le Chauve, donna le même privilège à d'autres monastères, défendant à tous les officiers d'y loger « ou dans leurs églises ou dans leurs maisons dépendantes. »

Les abbayes, du reste, avaient une raison particulière de se faire exempter de ces servitudes : elles étaient contraires au repos et au silence de leur solitude. Cette raison a été touchée dans le privilège accordé par

(1) Les mansiones désignaient particulièrement les stations où relayaient les courriers, et où ils trouvaient le vivre et le couvert ; les paratae constituaient le droit d'être nourri suivant son rang et l'importance de sa suite.

(2) Thomassin. Discipline de l'Eglise, tome III, 3^e partie. liv. I^{er}, ch. xxxiv, p. 299.

Charles le Chauve à l'abbaye de Saint-Corneille de Compiègne. Ajoutons que l'Eglise enfin faisait souvent délivrer à ses abbés ou à ses évêques des chartes spéciales où se trouvait maintenue la dispense des *mansiones*, des *paratæ* et de tout le cortège des abus qui les accompagnaient.

Ce privilège se doubla lui aussi d'une autre faveur dont put jouir l'Eglise en la personne de ses hauts dignitaires : comme nous le montrent les *Epistola episcoporum provinciæ Remenas et Rotomagensis*, les évêques à leur tour vont jouir du droit d'être hébergés, soit en voyage, soit à certaines époques fixes, « soit quand il leur plaira ; ad libitum. » Dans la mauvaise saison, l'hospitalité ne devait jamais leur être refusée, et ce devoir est à maintes reprises rappelé et sanctionné par les rois carolingiens ; les habitants devaient fournir les chevaux de rechange ou de renfort : « verdi et paraverdi ; » (1) ils étaient aussi astreints à des corvées de charroi plus ou moins pénibles : « angariæ » pour transporter les bagages et les provisions du visiteur(2).

(2. Quant aux taxes fiscales, on sait que Constantin en avait exempté l'Eglise : ses successeurs moins respectueux du caractère sacré des lévites et du but charitable assigné à leurs biens revinrent sur les privilèges que, dans son zèle de néophyte, le grand empereur avait consentis : aussi, dans le Bas-Empire, voyons-

(1) Désignés ainsi suivant qu'ils étaient employés sur les grandes routes militaires ou dans les chemins de traverse.

(2) Pour les autres droits perçus sur les citoyens, voyez : Waitz, *Deutsche Verfassungsgeschichte*, I. IV, p. 15.

nous les ecclésiastiques supporter comme les laïques les *munera ordinaria* : ils sont seulement exonérés des impôts extraordinaires (1).

Notre ancien droit français si restrictif sur d'autres points fut sur celui-là assez large à l'égard du clergé. Est-ce à dire comme on l'a prétendu, que l'Eglise ne payait pas d'impôt? Non certes. Nous voyons qu'au temps des Mérovingiens, le 4^{er} Concile de Soissons en 744, décide que ce qui restera du revenu des biens ecclésiastiques, après l'entretien des bénéficiers, passera au fisc; la chronique de Saint-Arnould de Metz, nous montre Lothaire tenant son parlement à Compiègne en l'an 833 et y recevant les présents que lui faisaient tous les ans, les évêques, les abbés, les comtes et le peuple. Le concile de Thionville en 844, s'exprime en ces termes : tous les ecclésiastiques s'empresseront de soulager l'Etat, chacun selon ses moyens, promptement et courageusement selon la coutume de nos pères. Plus tard, en 861, 866, 877, Charles le Chauve établit plusieurs impositions sur les églises pour acheter la paix des Normands ou pour se fortifier contre eux; enfin au temps des premiers Capétiens en 1146, Louis le Jeune fit une levée si considérable que plusieurs abbayes furent obligées de se défaire de leurs objets les plus précieux, pour s'en acquitter. Le roi tendait sans cesse la main, demandant aux églises leurs plus beaux produits en nature, surtout des chevaux. Ainsi Loup, abbé de Ferrière envoie ce qu'il peut à Charles le Chauve qui venait d'être écrasé

(1) Eu èbe. *Historia Ecclesiae*. X, vii, p. 432.

par les bretons « quid quid muneris consequi potui », pas grand'chose, dit-il, car il a tout perdu dans l'expédition d'Aquitaine et la disette est telle que pour acheter les provisions de blé nécessaires au couvent, il a fallu vendre des vases sacrés et des ornements d'Eglise.

Bien plus, il y avait quelquefois des impôts spéciaux obligatoires, du montant desquels les monastères et les évêchés étaient avertis par lettre spéciale datée du Palais : l'abbaye de Saint-Denis par exemple, devait donner au roi chaque année, 200 muids de vin, l'Eglise de Reims envoyait un don spécial à Aix-la-Chapelle etc., etc.

Cependant ce que l'Eglise donnait ainsi, elle le donnait d'une manière bénévole au moins en théorie, « en don gratuit », comme on dira beaucoup plus tard. Et il arrivait bien souvent en fait, que le clergé tâchait de se soustraire le plus possible à cette obligation morale. Hincmar fut un de ceux qui cherchèrent le plus vivement à défendre l'immunité fiscale des biens ecclésiastiques ; plusieurs prélats allaient jusqu'à soutenir que l'exemption dont il s'agissait était de Droit Divin, et le gouvernement déjà faible ne sût pas résister aux demandes du clergé, de sorte que les ecclésiastiques trouvèrent quelquefois le secret de s'exempter du don annuel que chacun avait coutume de faire au Roi.

Du reste comme nous l'avons dit, l'exemption d'impôt était un privilège déjà connu à l'époque romaine : les empereurs l'avaient accordée par pure faveur à des titres divers ; dans la monarchie franque, nombreuses furent les immunités octroyées aux églises par le roi

Clovis tout d'abord; le témoignage du 1^{er} Concile d'Orléans fait foi sur ce point lorsqu'il dit que ce prince donna à l'église une grande quantité de terres « avec immunité entière de toute charge » — On lit dans Marculfe deux formulaires d'immunités que les évêques demandèrent aux rois et que ceux-ci leur accordèrent pour « toutes les terres et maisons d'une église ou d'un monastère, » afin que les officiers publics n'y puissent jamais rien exiger; ainsi Flodoard que nous citions précédemment à un autre point de vue, dit que saint Rigobert archevêque de Reims, obtint de Dagobert II une exemption générale pour toutes les terres de son église, semblable à celle que le roi Clovis avait jadis donné à saint Remi et que tous les autres rois avaient successivement confirmée. Grégoire de Tours nous fournit sur ce sujet des textes précieux et décisifs, entre autres celui où il nous montre Théodebert remettant généreusement aux églises d'Auvergne tous les tributs dont elles étaient redevables envers le fisc.

Dans un décret de l'an 560, Clotaire décidait article 11 : « Nous abandonnons à l'Eglise pour sa dévotion à la foi, les redevances établies sur les champs et sur les pâturages; qu'aucun percepteur ne touche aux biens du clerc; qu'aucun agent public ne poursuive l'acquittement d'aucune charge contre l'Eglise ou les clercs qui ont obtenu l'immunité de notre aïeul, de notre père ou de notre frère; — art. 12 : toutes les donations faites par les dits princes, de glorieuse mémoire à l'Eglise, aux clercs et à toutes autres

personnes sont confirmées (1). » Puis c'est le roi Childebert qui fait remise de tous les tributs qui lui étaient dûs en Auvergne tant par les évêques que par les abbés.

Les immunités d'impôts se multiplièrent de toutes parts en faveur des hauts personnages de l'Eglise, de leurs établissements et par suite de tous les clercs qui les constituaient : les rois francs se montrèrent tous très généreux et nous savons que Louis le Débonnaire alla jusqu'à adopter une mesure générale : chaque église dut posséder un manse libre de tout service (2), comme cela nous est montré par des textes très abondants (3).

Tout cela du reste, notons le bien, n'est pas transitoire ; les chartes d'immunité du x^e, xi^e ou xii^e siècles reproduisent les formules de l'époque barbare ; telles sont celles accordées en 987 par Hugues Capet à Saint-Martin de Tours et celles de Robert I^{er} en faveur du monastère Sainte-Marie d'Argenteuil. Au dire de Baluze on y retrouve l'exemption des tributs, des droits de justice, de gîte, de tonlieux, des cautions et des redevances ; « dans ces possessions aucune coutume n'est laissée au comte, » tous ces biens sont libres et intacts

(1) Baluze. Capitulaires. Tome I^{er}, page 8.

(2) La même règle avait été édictée par Constantin qui avait constitué un premier fonds à l'église de chaque civitas en lui attribuant à titre de dotation une partie des biens et revenus de la cité

Voyez Esmein. Mélanges, page 398.

(3) Voyez Proust. Nouvelle Revue historique. Tome VI, pages 113 et 262.

à la disposition des moines (1), or, le mot de « *coutume* » suffit, il comprend tout ; du reste une charte de 1022 vous renseigne suffisamment sur le pouvoir des Monastères : *ipsis vero monachis consuetudines quas volunt sive in terris, sive in aquis suis ponere liceat* (2).

Tout ceci nous explique la pauvreté du pouvoir central qui s'accroît de jour en jour et qui facilite à l'église l'acquisition de la prépotence : les moyens pécuniaires les plus essentiels finiront par manquer au gouvernement. Un évêque se présentait au Roi et lui demandait d'exempter de l'impôt les terres de son église, le roi accordait, un diplôme était rédigé aussitôt, déclarant qu'aucun agent du gouvernement n'aurait le droit d'entrer sur les terres appartenant à cet évêque pour y lever quelque contribution (3). De même faisaient aussi les abbés pour les propriétés de leurs couvents.

Les capitulaires de Charlemagne non seulement exemptaient les églises de tout impôt mais décidaient même que les violateurs de l'immunité seraient condamnés à l'amende et à la pénitence publique et afin qu'on ne doute pas que cette immunité ne soit universelle pour toutes les terres de l'église, un texte formel des capitulaires le décide (4).

(1) Charte de 1035 par laquelle Henri 1^{er}, fonde l'abbaye de Saint-Symphorien de Beauvais.

(2) Recueil des ordonnances. XXII. Sup. p. 53.

(3) Voyez formules de Rozière. 17 : *Ad causas judicario more audientas vel discutiendas*. — 16 : *Nec mansiones aut paratas tollere non præsumatis*. — 14 : *Nec fræda aut tributa aut telonea tollere*.

(4) *Posessiones ad religiosa loca perninentes, nullam descriptionem*

Il n'y avait pas seulement des exemptions, mais des cessions d'impôts : les cessions définitives des revenus du fisc sont très fréquentes à l'époque franque. Nous ne citerons que quelques exemples : au ^{vii}^e siècle l'évêque de Tours est propriétaire de tout le « census fiscalis » de la ville, peut-être même de la région ; on lit également que Sigebert II faisait don à l'abbaye de Stavelot des *telonea* perçus dans plusieurs ports indiqués dans l'acte (1). Louis le Débonnaire plus tard accordait ces mêmes faveurs à l'abbaye de Saint-Denis.

Les franchises et les immunités de l'Eglise tant réelles que personnelles persistèrent sous le règne des successeurs de Charlemagne et de Louis-le-Pieux : le concile de Meaux en 845 au début du règne de Charles-le-Chauve renouvela les anciens canons et les capitulaires de ces deux empereurs.

Mais par la suite il se produisit des abus et il arriva bien souvent que des évêques obtinrent des lettres royales pour pouvoir acquérir des terres, des maisons exemptes totalement de toute charge et de tout impôt : à tel point que Charles-le-Chauve se vit dans la nécessité de défendre à ses sujets de donner « quelque parcelle de leur terre ou de leur maison à l'église » pour ne pas priver le Trésor public de ses droits : c'est là certes une preuve bien claire que tout ce que l'église possédait soit en fiefs, soit en terres était affranchi de toute exaction.

agnoscant.... habeant integram immunitatem. Voyez Thomassin. Discip. de l'Eglise, tome III, partie 3, livre I, ch. xxxiv.

(1) Pardessus. Diplomata. II, p. 93.

Nous avons dit précédemment qu'il y avait aussi des dons : *dona*, que le Roi recevait de ses sujets en diverses circonstances surtout lors des grandes assemblées ou plaids nationaux. Grégoire de Tours en particulier nous montre les Francs offrir des dons considérables à l'occasion par exemple du mariage d'une princesse (1). Or, en général, l'immunité laïque ne dispensait pas de la prestation de ces *dona*, toutefois les moines eurent encore cette faveur et un document de l'an 817 nous a conservé les noms de quatorze monastères qui devaient à l'empereur *dona et militiam*, ceux de seize couvents qui lui devaient *tantum dona sine militia*, ceux enfin de dix-huit autres qui lui étaient redevables *nec dona, nec militiam sed solas orationes* (2).

Nous n'avons parlé de l'Immunité ecclésiastique que pour signaler les faits tout de faveurs et de bénéfices au profit du clergé, qui la séparaient de l'Immunité laïque. En fait elle ne concernait pas seulement l'impôt, mais nous ne pouvons ici l'envisager que de ce côté uniquement : toutefois, il faut ajouter quelques mots sur ce qui a trait aux impôts indirects. « A côté de l'immunité proprement dite, écrit M. Viollet, laquelle s'applique aux divers impôts perçus sur un territoire déterminé et que je pourrais appeler l'exemption du dedans, il faut mentionner d'autres exemptions qui s'appliquent aux charges extérieures » (3) et qui furent accordées

(1) Grég. Tours, VI, 45.

(2) Pertz, *leges*, tome I^{er}, p. 223.

(3) Viollet, *Institut de la France*, tome I^{er}, liv. III, ch. II, p. 327.

par le pouvoir royal. Il lui parut injuste et presque impie qu'un monastère payât la douane pour les marchandises qu'il transportait. En conséquence, une série de diplômes royaux déclarèrent que le Monastère de Saint-Denis par exemple aurait une exemption de tonlieu pour six voitures aux douanes de telle et telle ville, puis, ce sont toutes les voitures et toutes les marchandises qui sont déclarées exemptes. « Les moines de Corbie, dit Clotaire III n'auront à payer aucun tonlieu, aucun péage sur les ponts, ni sur les routes aucune redevance. »

Ce n'étaient pas seulement les moines en personne qui étaient exemptés, c'étaient encore leurs envoyés, leurs agents et leurs fondés de pouvoir. Pépin et Charlemagne exemptent l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés des tonlieux et autres péages dans tout le royaume : l'église de Paris jouit de la même faveur, c'est un véritable privilège commercial qui leur est ainsi conféré (1). Aussi Beaumanoir posant en principe « si clers est marceans, il ne pot pas afrancir se marceandise par le privilège de se clergie, ançois convient que se marceandise s'aquite de tonlix, de travers et d'austres cous-

(1) *Negociantes ipsius sancti loci*, porte le privilège de l'abbaye de Saint-Germain : Voici le passage saillant du privilège de confirmation que Louis-le-Pieux accorda en 814 à l'évêque de Paris : *ut ubicumque missi prædicti episcopi aut successorum ejus infra dicionem imperii nostri negocianda causa. directi fuerint, nemo teloneum, neque quod vulgo dicitur repaticum, nec rotaticum aut pontaticum, vel portaticum, sive travaticum, atque cispitalicum, etc., ab ipsis accipere vel exactere præsumat. Voyez Cartulaire général de Paris, tome I^{er}, page 33.*

tumes qui sont deus, selonc les coustumes des lix, » avait-il bien soin d'ajouter « mais li clers qui se vit de bénéfices de sainte Eglise ou de son patrimoine n'est tenuz a nules tex coustumes paier (1). »

Tels sont les privilèges personnels et réels dont jouissent les clercs et les abbés. Parallèlement à l'immunité, quelques textes isolés semblent concéder l'exemption d'impôt à l'Eglise en général : c'est un courant de législation dont il faut tenir compte ; au ^{viii}^e et au ^{ix}^e siècles les nombreuses concessions d'immunités locales développèrent cette tendance et quelques privilèges en portent la trace ; on croira en les lisant que toutes les églises jouissent de l'immunité : au reste, il faut dire en terminant qu'il y eût de nombreuses exemptions qui s'établirent d'elles-mêmes sans que le chancelier royal y mette son visa : la faiblesse de l'Etat et la force du contribuable produisirent le même effet.

§ 2. — SERVICE MILITAIRE

A cette époque de notre ancienne France où tout le monde est soldat, où il n'existe pas de « classe guerrière. » où tous les hommes libres doivent le service militaire, où l'armée offensive et défensive de l'Etat est composée de la généralité des fidèles, c'est-à-dire des citoyens de tous les rangs et de toutes les contrées,

(1) Beaumanoir. Coutumes du Beauvoisis, livre I^{er}, p. 171.

nous ne nous étonnerons pas qu'en principe le clergé ne jouisse pas de grandes immunités à ce sujet; toutefois faut-il encore distinguer entre les simples clercs et les prélats.

Il y a eu sans doute en fait une exemption générale basée sur la loi de l'Eglise : *Ecclesia abhorret a sanguine*. Elle paraît exister assez régulièrement chez les Francs, mais au viii^e siècle une transformation s'opère; tandis que la masse des clercs reste exempte du service de porter les armes, les évêques et les abbés y sont au contraire astreints, (1) et François de Belleforêt, en parlant du Roi, dit dans ses annales « que toute la noblesse servait le prince et qu'il n'y avait ecclésiastique, tant grand fut-il, s'il tenait fief qui ne vint faire service, à peine de voir son fief saisi. »

Du reste cette obligation qui paraissait incomber ainsi aux seigneurs ecclésiastiques, comme elle incombait aux seigneurs laïques, ne consistait pour les premiers qu'en un devoir assez restreint. Le principe fut sans doute que chacun dût un service de guerre proportionnel à sa fortune; il suivait de là que le seigneur propriétaire de quelques domaines, aussi bien que l'évêque possesseur de quelques territoires, aussi bien que l'abbé dont la puissance terrienne s'étendait sur quelques contrées, devaient fournir pour la guerre un nombre de soldats

(1) Le principe et peut-être aussi pour eux l'exemption du service militaire (Grégoire de Tours. v. 26), mais les évêques et abbés sont requis de se rendre à l'armée, car ils y figurent alors en qualité de grands propriétaires immunistes tenus de conduire leurs hommes à l'ost du Roi.

en rapport avec cette fortune foncière. Tout seigneur ecclésiastique qui recevait du roi « l'ordre de guerre » devait le transmettre à ses hommes et livrer ceux-ci au Roi armés et équipés. Mais là semblait s'arrêter l'obligation épiscopale; point n'est besoin pour le prélat d'accompagner ses soldats, les hommes de ses terres : les capitulaires de 769 et 789 sont formels (1). L'évêque est dispensé de combattre en personne; s'il doit faire la levée de ses hommes, il se fera remplacer à la tête de ses combattants : ce qui le prouve indirectement c'est que les abbesses étaient soumises exactement aux mêmes devoirs que les abbés et les évêques (2).

Les hommes ainsi enrôlés par l'évêque suivaient en cela la règle commune : « Quiconque étant libre occupe quatre manses en bénéfice d'un seigneur, doit le service de guerre personnel et complet, et doit marcher à la suite de son seigneur (3) : la seule différence qui peut exister — différence favorable à l'évêque — c'est que celui-ci se fera remplacer par un seigneur laïque.

Et cependant le service d'ost et de chevauchée paraît

(1) *Ut sacerdotes neque christianorum neque paganorum sanguinem fundant. — Presbyteri et diaconi ut arma non portent.* Cap. 769, act. 1 et 2. — Cap. 789.

(2) Cette obligation persista même assez longtemps, puisqu'on la voit constatée dans un état de comparution lors du Ban de 1470 fait par Antoine d'Aubusson : il est dit que les religieuses et l'abbesse de Montivilliers firent comparaître Guillaume Richer avec harnois complet et un page portant sa lance, avec lui Alexandre le Jeune armé de brigandine, salade, etc. Voyez Guyot. Répertoire, T. 2, article Ban, p. 99.

(3) Cap. 808. *Liber homo qui quatuor mensas vestitus de alicujus beneficio habet, ipse se præparet et per se in hostem pergat cum seniore suo.*

alors si naturel, la nécessité de la défense surtout est si impérieuse que beaucoup d'évêques et d'abbés marchent et combattent en personne à la tête de leurs vassaux. Une supplique est adressée à Charlemagne de la part du peuple pour que les prélats soient dispensés de se trouver aux armées, « il serait plus avantageux pour vous et pour nous, disait-on au Roi, que ces prélats restassent chez eux que de les voir marcher contre l'ennemi et que de les savoir au combat ; ils nous aideraient de leurs prières au lieu que nous sommes affligés des maux qu'ils endurent. »

Une loi authentique émanée du prince et du peuple interdit alors l'usage des armes aux évêques et aux abbés ; l'empereur décide qu'il n'y aura plus parmi ses troupes que deux ou trois évêques avec quelques prêtres pour ses besoins spirituels ; les prêtres et les aumôniers des armées seront envoyés par leurs évêques et ils ne pourront pas combattre : l'exemption est certaine et exprimée en termes précis (1).

Mais au mépris de cette loi, on vit aussitôt après la mort de Charlemagne de grands ecclésiastiques reconnaître et adopter de nouveau l'obligation du service militaire personnel et marcher comme les autres grands « aux armées générales » On lit dans Monstrelet que Pierre de Montaignut, archevêque de Sens, portait un bassinet, espèce de casque, au lieu de mitre, une cotte

(1) *Servis Dei omnibus armaturam portare vel pugnare aut in exercitum et in hostem pergere omnino prohibemus, nisi illi qui propter divinum ministerium, missarum solemnâ adimplenda et sanctorum patrocinia portanda ad hoc electi sunt.*

de maille pour chasuble et une hache d'armes pour crosse. Loisel, dans ses mémoires sur l'évêché de Beauvais, remarque de son côté que les peintres en faisant les portraits des évêques ne manquent pas de représenter celui de Beauvais, Philippe de Dreux, en surplis avec une cotte d'armes par-dessus (1).

Il y avait là cependant un privilège, une faveur, une exemption, dont les évêques, il est vrai, ne voulaient pas tous jouir, mais qu'il était bon de signaler.

Du reste le privilège existait en tout et la règle que nous signalions tout à l'heure en vertu de laquelle le seigneur ecclésiastique devait au moins fournir des hommes, souffrait elle aussi bien des exceptions.

En principe sans doute, les évêques prêtaient serment au roi de l'aider dans le service de ses armées par des prestations d'hommes, et un trait qui nous est rapporté par Fleury montre que le roi y tenait souvent la main (2) ; mais la règle de générale qu'elle était à l'origine ne tarda pas à souffrir tellement d'exceptions qu'elle devint à son tour exceptionnelle. En outre de la situation qui fut faite à de nombreux couvents par la convention que nous avons signalée plus haut dressée par

(1) De nombreux faits de ce genre sont cités par quelques textes ; voyez en particulier M^{lle} de la Lézardière : *Lois politiques de la France*, tome I^{er}, 2^e partie, livre v, p. 500.

(2) Fleury dans son *histoire ecclés.*, (livre 63 n° 45) nous cite Saint Arnould évêque de Saint-Médard de Soissons qui avait refusé d'obéir à l'ordre qu'il avait reçu de Philippe I^{er} d'aller à la guerre et ce prince de lui dire : C'est une ancienne coutume que les vassaux de l'abbaye suivent le roi à la guerre, ou suivez la coutume, ou quittez la place afin qu'on fasse le service.

Louis le Débonnaire à Aix-la-Chapelle en 817 et qui n'obligeait que quatorze abbayes seulement, tant en France qu'en Allemagne à fournir des troupes au roi, on voit, par les textes de l'époque, que Charlemagne par exemple, exempta Faucon, l'évêque du Mans, de l'obligation de réunir ses troupes. Loup, abbé de Ferrières, remarque dans ses lettres qu'il obtenait quelquefois congé du roi pour l'obligation de lui présenter une armée; Sainte Colombe dans le diocèse de Sens est exemptée par Louis le Débonnaire; et Ulpin, archevêque de Reims nous dit qu'il avait obtenu la même franchise pour quelques unes de ses églises: concessa remissaque ipsis omni quam debebant exactione militiæ. Parfois si le roi exigeait la formation d'une armée que tel ou tel évêque devait lui conduire, celui-ci y avait un avantage particulier, témoin la permission que donna le roi en 1171 à l'abbé de Tournus de faire une levée sur ses sujets lorsqu'il serait obligé de répondre à la demande de l'armée royale. Dans d'autres cas, il y a abandon complet: ainsi par un diplôme royal de 1118 le service militaire exigé des hôtes de Notre-Dame de Paris établis à Bagneux est mis au nombre des coutumes dont le roi Louis VI fait abandon (1).

Ce que le roi faisait ainsi, était copié par ses vassaux dans les provinces: ainsi par une charte de 1134, Guillaume II, comte de Nevers, remet à l'église Saint-Michel de Tonnerre certaines coutumes qu'il exigeait de ses hommes et déclare qu'il a renoncé au droit qu'il avait

(1) Voyez Cartulaire de N.-D. de Paris, tome II, page 238 dans Guérard.

de les convoquer pour ses expéditions(1). Du reste les exemptions et les faveurs à ce point de vue deviennent de plus en plus générales, si générales même que le roi dût désormais expressément mentionner sa volonté lorsqu'il voulait conserver à quelqu'un la charge du service d'ost et de chevauchée, témoin cet accord signé entre le roi Louis VI et Guillaume de Soisy qui, tout en donnant l'église de Soisy à l'abbaye Saint-Jean de Sens, se réservait certains droits sur les hommes de l'Eglise (2).

Tout cela tendit à disparaître et plus tard lors des grands démêlés de Boniface VIII et de Philippe le Bel, lorsque le roi fit ordonner, en 1303, dans une assemblée de prélats et de barons que tous les gens d'Eglise de son royaume l'aideraient dans la guerre de Flandre « de tant de soldats pour une telle quantité de terres », il exempta toutefois les prélats qui avaient payé la dîme, de venir en personne à l'expédition de Flandre ou d'y envoyer : voilà comment le paiement des dîmes prenait la place de la milice des prélats.

Quant aux clercs et aux moines, les canons de l'Eglise leur interdisaient le port d'armes même pour repousser un agresseur, ils en punissaient l'usage par des peines plus ou moins graves, une amende, la perte du

(1) Voyez Cartulaire de l'Yonne, tome I, p. 297 dans Quantin.

(2) « Je, Louis, roi de France, et Guillaume de Soisy donnons au monastère de Saint-Jean de Sens l'église de Soisy et toutes ses dépendances, sauf les coutumes : or les hommes de l'église demeurant dans le château viendront avec nous à l'ost et à la chevauchée. Voyez : Revue historique, 1890, page 313, article de M. Prou.

privilège clérical, l'excommunication; à plus forte raison la guerre devait-elle leur être étrangère. Malheureusement cette exemption particulière pour les clercs du service de la chevauchée n'eût pas toujours une valeur absolue. Les conciles sont cependant formels (1), mais le roi en général refuse d'accepter leurs décisions. On voit du reste des curés donner pour ainsi dire le mauvais exemple, aller à la guerre avec leurs paroissiens, des abbés y conduire leurs moines; aussi le pouvoir royal en profite-t-il pour généraliser parfois la règle et faire de cet acte moins que facultatif un devoir vraiment obligatoire. Louis le Pieux écrit à l'évêque de Toul en ces propres termes : « Nous te mandons et ordonnons que tu veilles avec grand soin à ce que tous abbés, abbesses, clercs et vassaux... se trouvent prêts à partir si bien que, l'ordre du départ leur arrivant le soir, ils partent le lendemain matin (2). »

La question resta longtemps pendante et au ^{xiii}^e siècle encore, Philippe Auguste était en conflit sur ce point avec le chapitre de Reims. « On ne trouva rien de mieux, dit M. Viollet, que de se référer aux termes généraux et aux usages français; c'était écarter la difficulté mais non la résoudre, car ces usages eux-mêmes étaient mal définis et contestés (3). »

Notons enfin pour terminer qu'au point de vue mili-

(1) Notamment le concile de Clermont en 1095.

(2) Luchaire. Institutions françaises sous les Capétiens 2^e p. livre I^{er}, p. 230.

3; Viollet. Histoire du Droit français, liv. II, chap. III, p. 275.

taire, les ecclésiastiques eurent dans les guerres féodales un privilège qui leur fut commun aux femmes, aux pèlerins et aux mineurs : celui de la sauvegarde. Tandis qu'en règle générale les parents seuls des adversaires peuvent obtenir la neutralité à condition de renier le belligérant, de se faire « assurer » par son adversaire, les ecclésiastiques ont tous la sauvegarde et ne peuvent être compris dans les hostilités.

Plus tard les parents des belligérants seront embrassés dans la guerre jusqu'au quatrième degré mais ne pourront être attaqués que quarante jours après l'ouverture des hostilités ; c'est ce qu'on appellera « la quarantaine le roi, » en fait les clercs sont soustraits d'une manière quasi-absolue, et pour eux on pourra dire que la quarantaine est infinie.

§ 3. — FAVEURS SPÉCIALES (Dons etc.)

Les lois de Constantin et de ses premiers successeurs avaient donné aux particuliers l'entière liberté de consacrer à Dieu leurs biens en les donnant à perpétuité aux églises et aux monastères, aussi les donations que reçurent les abbayes et les évêchés furent-elles considérables dans les premiers siècles de la chrétienté.

Les lois franques garantirent à l'église l'intégralité de toutes ses propriétés, elles déclarèrent que l'église

ne pourrait les perdre que par prescription ou aliénation; bien plus, elles facilitèrent à l'église l'acceptation de nouveaux dons par une faveur toute spéciale : il fut permis aux rois et aux particuliers de transmettre leurs biens par donation, par testament, par vente ou par échange aux évêques et aux abbés, et de doter de nouvelles églises avec l'agrément épiscopal. Tous les chefs d'établissements religieux ont le droit d'acquérir des biens de toute nature par tous les modes et tous les procédés, sans limite ni contrôle. Cette faculté d'acquérir ainsi sans entraves de nouveaux biens constituait bien certes une des faveurs spéciales accordées à l'église, et lorsque M. Esmein parle du patrimoine des clercs il nous déclare qu'il comprenait principalement trois choses : des biens acquis déjà, le droit de percevoir la dime, *et la faculté d'acquérir librement* (1).

Les conciles de Lyon en 547 et de Paris en 615 décidèrent même que les libéralités faites aux évêques et aux clercs pour leurs églises seraient valables même si les formalités exigées par les lois civiles n'avaient pas été observées; mais ici le pouvoir résista, il n'admit pas cette règle impérieuse et le Capitulaire de 819 vint déterminer minutieusement les formes à observer dans le cas de libéralités pieuses qui ne seraient susceptibles d'exécution désormais si ces formalités avaient été remplies (2). Nombreuses furent alors les donations :

(1) Esmein. Histoire du Droit, 2^e partie, ch. IV. p. 263.

(2) On a prétendu à ce propos, dit M. Glasson, que ce Capitulaire de Charlemagne renouvelé par ses successeurs avait limité la capacité de

ceux-ci donnaient à l'évêque mais seulement pour l'époque de leur mort, ceux-là pour s'assurer la sécurité abandonnaient d'ores et déjà leurs biens aux abbés, biens dont ils demandaient en même temps la concession en précaire. Tout cela était sanctionné par le pouvoir central.

Mais d'autres faveurs furent encore accordées à l'Eglise par les Rois ; telles sont celles qui ont trait aux testaments laissant quelque bien aux « personnes cléricales. » — Comme ceux des évêques et autres ecclésiastiques étaient en général dressés au profit de l'Eglise, leurs proches parents tâchaient de les faire déclarer nuls par l'omission de quelque formalité ; mais le roi approuva les décisions du deuxième Concile de Lyon qui, pour remédier à ces supercheries ordonna que ces sortes de testaments faits par des clercs « ne laissassent pas d'être exécutés, puisque la dernière volonté du défunt y était manifeste, nonobstant que toutes les conditions de lois n'y eussent pas été scrupuleusement observées. » Le concile de Reims fit une ordonnance importante et semblable pour les dons ou successions qu'abandonnaient aux évêques ceux qui n'étaient en rien leurs parents, « soit qu'ils les laissassent aux évêques

l'Eglise de recevoir à titre gratuit, ou plutôt l'avait soumis au consentement de l'héritier présomptif à la donation, ou tout au moins à sa présence à l'acte ; le Capitulaire de 819 ne parle en rien de cette obligation, et la capacité de l'Eglise ne reçut aucune restriction de ce chef. (Voyez Glasson, Droits et Institutions de la France, tome III, 3^e p. ch. XII p. 651.

conjointement avec leurs églises, soit aux évêques seuls ! (1) »

On peut juger sous Louis-le-Débonnaire de la liberté grande et entière dont jouissaient alors les testateurs de laisser leurs héritages à l'Eglise, par le formulaire des donations des vivants qui se trouve dans les capitulaires de Charlemagne. Du reste le « testament de Charlemagne » témoigne que c'était la coutume généralement observée par les fidèles, par les laïques, de laisser toujours une partie assez considérable de leurs biens aux pauvres et aux églises lorsqu'ils fixaient leurs dernières volontés (2).

Le système de l'Eglise est simple : faciliter les acquisitions, augmenter le patrimoine, entraver les aliénations par tous les moyens possibles : le pouvoir royal marcha à ce point de vue dans les vues de l'Eglise ; il défendit à celle-ci d'opérer une vente quelconque de ses propriétés ; le patrimoine ecclésiastique devenait inaliénable (3). La propriété foncière une fois dans les mains de l'Eglise n'en sort plus, c'était être d'accord avec les prétentions du quatrième concile de Carthage de l'an 398 qui déclare aux canons 31 et 32 que l'évêque ne peut aliéner sans l'autorisation des clercs, et avec celles encore plus sévères du concile d'Agde de

(1) Thomassin. Discip. de l'Eglise. Tome III, III^e partie, livre I^{er}. ch. xxii, p. 144.

(2) Il y avait même un chiffre adopté : *tertia consueto christianitatis more in usum erogaretur*.

(3) Sauf dans certains cas cependant, par exemple : pour causes pies, pour le rachat des captifs.

l'an 506 au canon septième qui décident que l'évêque ne pourra désormais aliéner sans l'approbation de deux ou trois évêques comprovinciaux ou voisins. Au reste, le pouvoir civil respectant et promulguant cette règle ne faisait pas œuvre nouvelle. Au Bas-Empire l'empereur Léon écrivait dans un rescrit célèbre : « de même que l'Eglise est la mère immortelle de la religion et de la foi, ainsi son patrimoine doit rester à l'abri de toute atteinte » et plus tard Justinien alla jusqu'à défendre d'aliéner les vases, les ornements sacerdotaux et les objets nécessaires au culte.

Il en fut de même sous la monarchie franque : le patrimoine ecclésiastique est protégé d'une manière toute spéciale (1). L'échange seul est permis, encore nécessite-t-il une preuve écrite (2). Citons enfin trois capitulaires de Charlemagne : le premier de l'an 803 défend sous des peines très graves de revendiquer auprès du Roi les biens des clercs, le second déclare que les donations faites aux ecclésiastiques leur sont irrévocablement acquises « car il est impossible de laisser les puissances de l'ordre spirituel soumises aux caprices des puissances de l'ordre temporel » ; le troisième enfin, défend aux clercs d'un rang inférieur, de consentir des

(1) Deux capitulaires de Dagobert défendent les aliénations : le roi exige des possesseurs la preuve de leur acquisition.

(2) « Que nul prêtre, que nul pasteur n'aliène une terre si ce n'est contre une autre terre, un esclave si ce n'est contre un autre esclave, et s'il a fait cet échange (*concanbium*) qu'on dresse un écrit pour éviter le procès et l'injuste dépossession du clerc.

aliénations ou des hypothèques, sans l'autorisation épiscopale.

Il y avait là une protection des biens de l'Eglise qui semblait efficace, mais les ordonnances du Roi n'étaient pas toujours écoutées et suivies dans la pratique, et Montesquieu dans un passage très concis et très dogmatique fait bien remarquer que « si les clercs recevaient tout ce qu'il faut que dans les trois races on leur ait donné tous les biens du royaume ; le Roi, la noblesse et le peuple trouvèrent le moyen de leur ôter tout cela. » Les églises si richement dotées eurent à traverser des temps difficiles et durent soutenir de longues luttes pour conserver leurs privilèges et leurs biens. Au temps de Clovis on convoitait déjà les biens ecclésiastiques et le concile de Clermont de 535 prie le roi Théodebert de ne plus laisser faire de spoliations. — Nous ne ferons pas l'historique de toutes ces déprédations accomplies soit par Dagobert I^{er}, soit surtout par Charles Martel : après ces vols et ces rapt, les rois de la deuxième race voulurent rendre un peu de leur prospérité aux établissements ecclésiastiques et la liberté de donner et de tester en faveur des églises et des monastères fut formellement stipulée ; bien plus, « les rois et le corps du peuple s'engagèrent par les lois les plus solennelles à ne jamais démembrer, en faveur des laïques, sans l'aveu des puissances ecclésiastiques, les biens que les évêchés avaient conservés et ceux qu'ils pourraient acquérir (1) ».

(1) M^e de la Lézardière. Théorie des Institutions de la Monarchie. Tome II, 1^{re} partie, livre IV, p. 61.

En 877 c'est Charles le Chauve qui confirme les dons faits aux clercs et les déclare irrévocables, il menace de sa colère les envahisseurs des biens de couvents et de monastères ; deux ans après, c'est Louis le Bègue qui ordonne aux Rectores Ecclesiarum de posséder les biens de l'Eglise « sine ulla contradictione. » Plus l'Eglise était exposée, plus le principe de l'inaliénabilité était proclamé.

Nous devons citer ces faits, puisqu'en théorie du moins, les clercs quant à leurs patrimoines jouissaient d'un régime de faveur ; on considérait leurs biens d'après le concile d'Orléans de 528, comme des « Res divini juris (1). »

La législation relative au partage des propriétés ecclésiastiques, à l'administration et à l'emploi des revenus des églises « portant sur des intérêts civils directement soumis à l'intérêt politique » (2), étaient naturellement du ressort de celle-ci. Mais il arriva encore qu'à ce point de vue cette législation civile dans l'empire franc se conforma principalement aux dispositions et aux règles du droit canonique. L'empire laissa toute liberté à l'Eglise sur ce sujet, elle pourra user des anciens canons ou en établir de nouveaux.

Une des faveurs dont pût enfin encore jouir le clerc, fut de conserver entre ses mains les terres qu'il possédait « avec la propriété pleine et entière, ne payant de redevance à personne » ; c'est ce que l'on appelait le

(1) Glasson. Droit et Institutions de la France. III^e p. Ch. XII p. 659.

(2) Lézardière. op. cité. Livre IV n^e partie. p. 51.

franc alleu ecclésiastique ou encore la tenure en franche aumône (1). Cette tenure différait du fief ordinaire en ce qu'elle n'obligeait le clerc ni à la foi ni à l'hommage, ni au service militaire, mais seulement à des prières pour le repos de l'âme du concédant. Je dis qu'il y avait là une faveur spéciale faite à l'église en ce sens, qu'il y avait décharge pour celui qui tenait en franche aumône de tout service terrestre et temporel ; c'était un dégrèvement de toutes les formalités et de toutes les obligations qui pesaient sur un laïque à qui on avait inféodé des terres : le monastère, la corporation religieuse, l'abbé, le prieur, n'étaient redevables que de la récitation de quelques prières, la célébration de quelques messes pour l'âme de leur bienfaiteur et celles de ses descendants. — Cette faveur en entraînait une autre : si le tenant refuse de s'acquitter des prières et des messes, le seigneur ne peut pas reprendre son domaine, il ne peut que se plaindre à l'ordinaire.

Notons qu'il en était tout autrement de la tenure par service divin, où l'obligation du tenancier était indiquée en détail ; il ne devait plus désormais célébrer des messes, mais tant de messes, à telles fêtes, faire telle aumône aux pauvres de telle contrée, etc., il y avait là alors une obligation bien nette qui, si elle n'était pas accomplie, pouvait entraîner le tenancier infidèle à comparaître devant la justice laïque pour manquement à ses obligations (2).

(1) Esmein. Histoire du Droit.

(2) Cette distinction est montrée par un jugement de l'assise tenue à Caen en 1157 où il fut décidé que si un particulier a donné un bien à

Tout ceci est bien particulier à l'Eglise, dit M. Glasson (1) ; la tenure en franche aumône ne pouvait être établie en faveur d'un laïque, du moins dans ce cas elle l'aurait été à titre de fief simple, la terre aurait perdu son privilège et l'acquéreur aurait dû féauté (fidélité) au seigneur.

§ IV. — DROIT D'ASILE

Nous n'avons presque rien dit de l'Immunité, non pas qu'elle ne constituât souvent pour le clerc un ensemble de faveurs et d'avantages particuliers : on pourrait au contraire constater ce qu'un privilège local et spécial à une maison religieuse, à un évêché déterminé, pouvait ajouter aux privilèges généraux de l'Eglise; mais l'immunité n'était pas spéciale aux évêques et aux abbés, elle fût bien souvent concédée à des laïques. Aussi ne rentre-t-elle pas beaucoup dans le cadre de notre étude qui ne s'occupe que des privilèges des clercs et de l'Eglise en général (2).

une abbaye, il n'en peut retenir que des prières, à moins qu'il n'ait obtenu du duc une charte spécifiant ce qu'il veut retenir.

(1) Glasson. Droit et constitutions de l'Angleterre, tome II, liv. II, ch. IV, p. 220

(2) Cependant, si nous pouvions nous étendre sur ce sujet, il serait facile de montrer de nombreuses différences entre l'immunité laïque

Toutefois, il est une faveur spéciale dont jouissait l'immuniste ecclésiastique : je veux parler du Droit d'asile. C'était en quelque sorte un droit d'intercession accordé au prêtre : c'était donc pour lui un privilège, un droit qui lui était conféré, droit dont il faut dire quelques mots qui nous serviront par là même de transition à l'étude du *Privilegium fori*.

Le Droit d'asile existait déjà sous l'empire romain où l'esclave maltraité pouvait trouver refuge à l'Eglise (1). Les barbares comme les Romains usèrent de ce droit et le reconnurent : Saint-Augustin nous rapporte même que lorsque les premiers se fûrent emparés de Rome, ils proclamèrent asile la basilique des Saints Apôtres. « Ce refuge dit encore Sozomène, empêcha Rome de périr entièrement et elle se repeupla de ce qu'avait laissé l'asile. (2) » Toutefois si nous recherchons en quoi consistait ce « droit d'asile, » nous verrons qu'à l'origine du moins il ne conférait aucune faveur au réfugié. Le malheureux y était censé venir demander l'intercession de l'évêque ou du prêtre : le fait engendra le droit et le pouvoir civil semble accepter l'asile pour quelques per-

et l'Immunité ecclésiastique et de prouver que là encore le désavantage n'était pas pour l'Eglise : les formules de l'Immunité ecclésiastique sont d'ailleurs beaucoup plus détaillées que celle des laïques autant qu'on peut le juger par celles léguées par Marculfe. Voyez à ce sujet : Laferrière, Histoire du Droit, 3^e vol., liv. IV, ch. viii. Revue historique, 1883, tome XXII, article F. de Coulanges, p. 255. Flach. Origines de l'ancienne France, tome I^{er}, liv. II, ch. ix. Tanon. Histoire des Justices de France, ch. I^{er}, § 2.

(1) Code Th. De his qui ad Ecclesiam confugiunt, IX, 43.

(2) Voyez Wallon, le Droit d'asile. p. 50 et suivantes.

sonnes à la fin du iv^e siècle. Sous les rois francs, maintenu par un édit de Childebert, le Droit d'asile ne souffre plus d'exceptions et s'étend à presque toutes les catégories de coupables ; ajoutons que les églises se multipliaient de tous côtés, que le droit d'asile s'appliquait maintenant au-delà des limites mêmes du sanctuaire (1) et l'on comprendra le nombre de fois où le prêtre avait à intervenir : c'est le prêtre seul qui doit livrer le débiteur au créancier, l'esclave au maître, le meurtrier aux parents du mort et c'est lui aussi qui, en les livrant fixe les conditions : la peine de mort n'entre point dans les expiations du meurtre : la vie devra être laissée au coupable. Quant à l'esclave et au débiteur, le clerc ne se contente pas d'une vague promesse, il fait convenir du châtiment, il fait arrêter devant lui le paiement accordé pour la dette et le délai de l'acquittement.

L'effet du Droit d'asile tendait en effet à protéger l'innocence et à substituer à la peine civile de la mutilation ou de la mort une pénalité charitable, une expiation canonique et religieuse : « item dois sçavoir que l'Eglise qui est ordonné estre refuge aux délinquants qui y veulent prendre refuge, le Prince y peult estendre grâce, car mieux vault le pécheur vivre que la rigoureuse damnation sans amender à partie, et ainsi le veut le texte de la Bible. (2) »

C'était l'intercession érigée en droit en faveur de l'ec-

(1) Il s'appliquait à un « circuit sacré », c'est-à-dire à un espace de trente pas autour de l'édifice religieux : *salvitas, immunitas*

(2) Bouteiller. *Somme rurale*, livre II, titre 9, p. 737.

clésiastique : la loi des Albanais était formelle à ce sujet et celle des Bava-rois porte en termes exprès « si coupable se réfugie à l'Eglise, que personne n'ose l'en arracher par force, dès qu'il en aura passé le seuil, jusqu'à ce qu'il interpelle le prêtre ou l'évêque. »

Les lois civiles adhèrent donc encore ici aux demandes exprimées par les synodes : le Concile II de Mâcon avait déclaré « que si les Princes de la terre ont voulu que leurs statues fussent un refuge, à plus forte raison la maison et le Palais du Roi Immortel ; » et le Concile IV d'Orléans « excommunia et mit à la mort de la pénitence ceux qui arracheraient à l'Eglise les misérables qui y avaient eu recours (1). »

Les faits du reste donnaient bien souvent aux ecclésiastiques l'occasion de sévir car ils se défiaient fréquemment — avec juste raison — de la promesse qu'on leur faisait : c'était une chose légère qu'une promesse pour ces grands seigneurs impies « ou qui, encore, dit Grégoire de Tours, lorsqu'ils prétendaient y être fidèles, les excitait le plus souvent à des raffinements de cruauté », ce qui donnait aux clercs une sorte de droit de contrôle (2).

Le Droit d'asile ainsi concédé aux églises comme

(1) Thomassin. Discip. de l'Eglise, tome II, partie 2, liv. 3, ch. 97,

2. Témoin ce fait puisé chez Grégoire de Tours : un serf de Rausching et une jeune compagne de son esclave, épris l'un de l'autre, étaient venus demander à l'église la bénédiction de l'amour qui les unissait. Le maître accourt et demande que vite on excuse et qu'on lui rende ses esclaves. « Vous savez la vénération qu'on doit aux églises

autrefois aux temples païens fut une occasion d'amener dans les causes pénales l'intercession de l'évêque : c'était un privilège spécial à la qualité épiscopale — *intercessio episcopalis* — et distincte de ses autres attributions.

Cette « intercessio » qui survécut à l'organisation créée par l'empire s'exerçait surtout dans la sphère municipale et permit aux évêques d'agir avec efficacité partout où ils trouvaient un devoir à remplir.

CHAPITRE III

LE PRIVILÈGE DE JURIDICTION

§ I. — ORIGINES DU PRIVILÈGE DE CLERGIE

S'il est une règle importante dans nos sociétés modernes c'est ce principe que nul ne peut se faire justice soi-même, c'est qu'il est de toute nécessité que, grands ou petits, premiers magistrats du pays, ou citoyens du dernier échelon de la société nous allions devant une justice égale et commune à tous pour revendiquer nos droits et émettre nos prétentions.

de Dieu, dit le prêtre : vous ne pouvez les reprendre que sous la promesse de respecter leur union. Je le jure, répartit le comte, je ferai en sorte de les réunir pour toujours. En effet, il les fit enterrer vifs dans le même tronc d'arbre Grég. Tours, V, 3.

Mais il était loin d'en être ainsi au Moyen-Age, et parmi les nombreux privilèges dont jouissait à cette date le corps ecclésiastique il faut citer en première ligne « le Privilegium fori » c'est-à-dire la possibilité pour lui de se faire juger devant ses propres tribunaux.

L'Eglise, on peut le dire, a eù trois sortes de compétence : en outre de sa juridiction spirituelle elle a possédé une juridiction en matière temporelle, qui n'avait pour titre à l'origine que la confiance des fidèles ; puis une juridiction véritable qu'elle tenait du pouvoir civil ; des circonstances diverses que nous avons déjà examinées rendirent cette dernière juridiction fort importante et ce sont ses vicissitudes, son accroissement, son apogée, sa décadence et sa ruine qui forment ce que l'on entend d'ordinaire par la Juridiction ecclésiastique. Cette troisième absorba la juridiction arbitrale et se mêla bien souvent à la compétence spirituelle : elle forma alors la Juridiction ecclésiastique *lato sensu* ; c'est elle que l'Eglise considéra comme le plus précieux de ses droits, c'est à son extension qu'elle consacra tous ses efforts, c'est aussi sur ce point que devaient l'attaquer la féodalité et la royauté, et l'on peut dire que les progrès ou la décadence de la puissance ecclésiastique coïncident avec l'extension et la décadence de sa juridiction.

Au reste, rien d'étonnant que l'église du Moyen-Age puisse posséder une juridiction ainsi personnelle, à cette époque où pour ainsi dire chaque classe de la société possédait la sienne. Il y a partout une juridic-

tion particulière, individuelle et domestique : au ^{xii}^e siècle à Saint-Quentin il est dit « que le clerc sera justichié per son mestre, et le sergant au clerc par le clerc, le chevalier per son seigneur, le sergant au bourgeois par le bourgeois », à tel point qu'aujourd'hui certains auteurs prétendent « que ce privilège du clerc de ne répondre en matière civile comme défendeur, en matière pénale comme accusé, que devant un tribunal composé de clercs constitue en réalité une justice personnelle » (1) et qu'on peut en trouver l'origine dans le fait des « immunités personnelles ». Dès lors la Justice ecclésiastique ne dériverait pas de l'autorité publique démembrée, ni des prérogatives de la propriété foncière, elle résulterait des relations personnelles qui existaient entre deux hommes. Il y a là un point de vue véritablement neuf émis par M. Flach : « le clerc est justiciable de son évêque au même titre que le vassal est justiciable de son suzerain féodal, le fidèle de son seigneur, l'homme propre de son maître ;..... on a eu tort de considérer, continue M. Flach, ce privilège comme une sanction donnée par les rois de la première et de la deuxième race, aux décisions des conciles qui proclamaient l'incompétence des tribunaux séculiers pour connaître des causes des clercs ; ni à l'époque mérovingienne, ni sous Charlemagne et ses premiers successeurs un for privilégié n'est encore acquis aux clercs. » La Justice personnelle pour M.

(1) Flach. Origines de l'Ancienne France, livre 2, chapitre xi, page 287.

Flach a été appliquée au clergé comme elle l'a été aux membres de la famille, aux serviteurs et aux recommandés « c'est, dit-il, (page 297) par le Droit de protection reconnu à l'évêque sur le clerc que s'établit et se développe la justice du premier sur le second. » Et cependant, cette prétention sur l'origine du privilège clérical est-elle exacte ? Nous ne le pensons pas et d'éminents auteurs sont pour nous (1). — Il est certain que c'est encore aujourd'hui une des questions les plus délicates et les plus difficiles à résoudre que de savoir fixer exactement quelle était sous les Mérovingiens et les Carolingiens l'étendue du privilège de Juridiction. M. Flach prétend que le clerc jouissait comme subordonné ecclésiastique des mêmes avantages judiciaires dont jouissaient comme subordonnés laïques le vassal ou le recommandé. En réalité, les tentatives que fait l'Eglise au début du Moyen-Age pour défendre aux clercs de plaider devant les tribunaux séculiers, pour défendre aux laïques d'y citer les clercs, pour défendre enfin aux juges de connaître des procès où un clerc était partie n'étaient pas choses nouvelles. L'Eglise n'avait pas pu sans doute faire admettre ses prétentions dès l'origine : les clercs étaient dans la Monarchie franque bien souvent soumis encore à la Juridiction laïque ; ou plutôt comme dit Cujas, si l'Eglise avait un *judicium*, une *judicatio*, une *audientia*, elle n'avait pas une *jurisdictio* parfaite « parce que les juges ecclé-

(1) Nouvelle Revue historique de Droit, 1886, tome 10, p. 637, article M. Esmein.

siastiques pouvaient ouïr les parties, décider leurs différends, mais non leur faire droit absolument en réduisant les jugements à effet. »

Mais il y avait déjà un progrès sensible en comparaison de la situation qui lui avait été faite par les constitutions des empereurs romains en vigueur dans la Gaule au moment de l'invasion germanique, et qui ne reconnaissaient à l'évêque qu'un rôle plutôt restreint pour tous les litiges qui n'étaient pas du domaine exclusif de la religion, qui ne rentraient pas dans la catégorie des « *causæ ecclesiasticæ*. »

Oui, en réalité, au milieu des doutes et des divergences on peut affirmer que le privilège de Juridiction dont jouit le clerc sous la monarchie franque n'est pas certes aussi étendu que celui qui lui sera offert vers le ^{xii}^e siècle, « mais il n'est pas exact de dire, écrit M. Esmein, que ce qui a étendu le Privilège de Clergie c'est le principe de la justice personnelle, en réalité c'est une idée plus large, celle que l'Eglise était un corps inviolable, une société parfaite, ayant par suite le droit naturel et exclusif de juridiction sur ses membres. » L'Eglise est sans doute une société spirituelle et la puissance que l'on doit lui reconnaître doit être toute spirituelle, ses droits et ses attributions sont spirituels ; toutefois elle forme une société visible, agissant dans le monde : il en résulte que la puissance ecclésiastique ne peut s'exercer que par des actes extérieurs : d'où les droits qu'elle peut revendiquer d'établir comme elle l'entend sa discipline intérieure, de déposer ses ministres, d'imposer des pénitences et

de retrancher de son sein ceux qui sont rebelles à ses ordres.

Cette extension du privilège de clergie, elle est dûe à la situation qui existe alors, elle découle des faits qui s'accomplissent : la faiblesse de l'Etat, la guerre, le péril et l'instabilité partout, le calme, la sécurité et l'immuabilité dans l'Eglise, à cette série d'évènements et de résultats que nous avons rapidement mentionnés dans notre première partie.

La force croissante de l'Eglise est le résultat de tous ces faits : dès lors, on commence à comprendre que la société ecclésiastique forme une société particulière et qu'elle a le droit de se régir d'une manière particulière : cet avis déjà exprimé par les apocryphes *Benedictus Levita* et *Pseudo-Isidore* passe définitivement dans le Droit lorsque les Papes du ^{xii}e siècle parvinrent à donner son extension la plus large à la compétence de la Juridiction ecclésiastique (1). —

Mais alors on se heurtera peut-être à une autre objection : Non, dira-t-on, le privilège clérical n'existe pas ; les clercs forment dans l'Etat, un ordre particulier, distinct, comme les nobles, il est tout naturel que cet ordre possède sa juridiction particulière : c'est purement et simplement l'application du Prin-

(1) De même que l'on pourrait se reporter à un rescrit de Charles le Simple adressé aux officiers judiciaires de l'évêché de Narbonne (dans Bosquet, IX, 479) si *aliquæ vero querimonie adversus illos (clericos) exortæ fuerint, in præsentiam suorum episcoporum veniant et ibi de his canonice atque legaliter judicentur, quia juxta sanctiones legum indignum est ut homines judicant Deos.* »

cipe du Jugement par les Pairs (1). En réalité, il faut encore repousser cette idée et cela en s'appuyant sur les faits : l'objection garde toute sa valeur sans doute si nous considérons les contestations qui s'élèvent entre clercs, mais le raisonnement devient tout à fait inexact lorsque nous voyons les tribunaux ecclésiastiques connaître des contestations qui font venir des laïques à leur barre. Le privilège de clergie, comme nous le verrons, est invoqué même lorsque l'adversaire du clerc est un laïque : il aurait fallu alors conformément aux prescriptions de Charlemagne, composer un tribunal mixte, tandis qu'au contraire l'Eglise dans ces cas va finir par se déclarer compétente elle toute seule ; il y avait donc là un privilège et non pas l'application du droit commun.

Il s'agit de voir maintenant les débuts de ce privilège clérical et ses diverses extensions jusqu'à l'époque de son plein développement c'est-à-dire au ^{xii}e siècle.

§ II. — DROIT ROMAIN

Si l'on discute aujourd'hui pour savoir au juste quelle était l'étendue du Privilège de Juridiction dont jouissait le clerc sous la Monarchie franque, la question n'est pas moins irrésolue pour l'époque de l'empire romain.

(1) Etablissements dits de Saint-Louis, I, 76.

Avant la conversion de Constantin, si l'Eglise vivait dans le secret des catacombes, elle y jouissait en revanche du plein exercice de ses droits, et les épîtres des apôtres (1), les écrits des premiers Pères attestent des condamnations prononcées par les chefs des églises contre les hérétiques, schismatiques et autres coupables. Cette Juridiction de l'Eglise ne se borna pas, même pendant la durée des persécutions, aux seules matières spirituelles : la confiance des fidèles n'avait pas tardé à investir les évêques du droit de prononcer sur des affaires purement temporelles.

Les chrétiens, quel que fût leur désintéressement, pouvaient avoir entre eux des contestations : la nécessité de recourir aux tribunaux publics les exposait ou à dévoiler leur qualité de chrétien ou à éprouver des dénis de justice de la part des Magistrats qui d'avance leur étaient peu favorables : de plus, ils avaient en horreur toute participation à un culte exécré et ne voulaient en rien paraître à un tribunal laïque, en présence des divinités païennes au milieu des emblèmes dont le tribunal du magistrat romain était entouré (2). D'autre part, les ministres qui les dirigeaient ne négligeaient aucun moyen d'entretenir la concorde entre eux et ils se portaient volontiers juges de leurs différends.

Ce fut à l'origine première, l'assemblée des fidèles qui fut juge des contestations et qui réprima les délits pouvant se commettre dans son sein, comme cela nous est

(1) Notamment celles de Saint-Paul ; les écrits de Tertullien et de Pline ; les *Constitutiones Apostolicæ*, livre II, ch. xvi, 33.

(2) Voyez Lehuéron. Histoire des Carolingiens, livre II, ch. ix, p. 500.

rapporté par la lettre de Pline sur les chrétiens ou l'apologétique de Tertullien. Puis le pouvoir de répression passa de l'assemblée des fidèles à l'évêque. Mais à cette date les jugements épiscopaux n'étaient que de simples arbitrages, ne pouvant avoir aucune sanction civile : ils n'étaient obligatoires que dans le for intérieur et l'unique peine de ceux qui y contrevenaient et refusaient de s'y soumettre (fait très rare à cette époque de foi fervente) devait être une exclusion de la communauté dont on refusait ainsi de suivre les règles.

Après la conversion de Constantin les choses changèrent : l'empire devenu chrétien prêta aux canons l'appui des lois civiles : « le pouvoir du glaive se chargea de faire exécuter les sentences du pouvoir des clefs(1). » Les décisions des évêques furent réglées et sanctionnées par les constitutions impériales : ce fût le fondement de la Juridiction temporelle de l'Eglise et une loi que Selden croit être de 331 publiée par Sirmond comme appendice au code Théodosien (2), porte que les sentences des évêques seront observées inviolablement, quel que soit l'objet du litige : possession ou propriété, quelque soit l'âge des parties, et quelle que soit la nature de la cause à juger par le Droit civil ou par le Droit prétorien. Le litige commencé devant un autre juge pouvait être porté au tribunal de l'évêque

(1) Nouvelle Revue historique de droit, 1883, tome VII, article M. Beauchet, p. 402.

(2) Constitution au Dux Ablavius dont l'Eglise invoqua l'autorité durant tout le Moyen-Age.

sur la demande d'une partie, malgré la résistance formelle de la partie adverse (1); enfin il était décidé que les sentences des évêques parviendraient aux préfets du prétoire et aux magistrats pour recevoir leur exécution. Désormais, la juridiction disciplinaire de l'Eglise se manifestait au grand jour, elle recevait pour ainsi dire la sanction impériale : « de plus, la juridiction arbitrale complétait son organisation, l'appel contre les sentences de l'évêque était porté au synode provincial, et un droit d'appel s'élaborait au profit de la papauté. » (2)

Cette loi de Constantin qui, du reste, a été discutée longtemps, et reste considérée par certains auteurs comme apocryphe (3), ne fut qu'éphémère, et, en 398, Arcadius et Honorius réduisaient le jugement des évêques à une simple entente intervenue entre les deux parties. La novelle de Valentinien III, de 452, « de episcopali audientia » voulant faire cesser les controverses élevées sur le jugement épiscopal proclama ce principe : « contra episcopos et presbyteros forum legibus non habere. »

Cependant les conciles commençaient à revendiquer pour les clercs le *privilegium fori*. Dans le but d'éviter les procès publics, toujours plus ou moins scandaleux,

(1) Et si quis ad legem christianam negotium transferre voluerit et illud iudicium observare, audiat, etiam si negotium apud iudicem sit inchoatum.

(2) Esmein. Histoire du Droit, I^{re} partie, ch. 4, p. 150.

(3) Voyez les recherches de M. Hœnel s'appuyant sur des passages de Sozomène, de saint Ambroise et d'Eusèbe qui démontrent l'authenticité, malgré les attaques de Godefroy Nicéphore.

l'Eglise prescrivit à ses clercs, au concile de Chalcédoine, en 451, de faire l'évêque juge de leurs différends, ou du moins de se soumettre à l'arbitrage des prêtres choisis par les parties. La même remontrance fut reproduite dans les Gaules, à l'ouest et au midi : nous trouvons le concile de Vannes (465) qui interdit aux ecclésiastiques la faculté de se présenter devant les tribunaux séculiers pour les questions de propriété, et le concile d'Agde, de 506, qui portait prohibition générale aux clercs de citer quelqu'un devant un juge séculier sans l'autorisation de l'évêque.

Ce fut Justinien qui le premier donna satisfaction aux revendications des conciles; il confirma d'abord la constitution d'Arcadius, puis l'on vit apparaître pour la première fois le privilège clérical dans la novelle 79: l'empereur y défend de traduire les moines cloîtrés devant les autorités civiles, afin de ne pas les distraire de leurs « religieuses dévotions ; » et comme Justinien parle de « monachi, » on a bien compris qu'il voulait embrasser ici les religieux et les religieuses à la fois; puis dans la novelle 83 il étend à tous les ecclésiastiques ce même privilège. Enfin à la demande de Mennas, archevêque de Constantinople, il décrète la novelle 123 où il décide que quiconque veut intenter une action contre un clerc ou un moine, doit d'abord s'adresser à l'évêque, supérieur du défendeur ; dans le cas où la cause présentant certaines difficultés, l'évêque refuserait, on irait alors au juge séculier, toutefois « *velociter litis decidere, ut non propter hujusmodi causas de sacris amoveatur obsequiis* » Quant à l'évêque lui-même, il

ne pouvait jamais être cité devant le juge séculier, sans une autorisation impériale ; des peines sévères étaient prononcées contre ceux qui contredisaient à cette prohibition. Les cleres ne seront cités enfin dans les provinces que devant le gouverneur et à Constantinople, que devant le *Præfectus urbis*. Ajoutons qu'il n'y avait rien là d'obligatoire pour eux : « *licentiam omnes habere, his, quæ pro se introducta sunt, renuntiare.* »

Tel était le privilège dont jouissait le clerc en matière civile : quant aux affaires criminelles, il faut laisser de côté les délits et crimes ecclésiastiques où la compétence devait être essentiellement religieuse : mais pour les autres matières on croit assez généralement que les cleres ne purent jouir à ce sujet d'un for privilégié sous Constantin (1) : les membres du clergé ne relèvaient de l'évêque qu'au point de vue de la juridiction disciplinaire et des manquements aux devoirs ecclésiastiques (2). En 355 Constantius et Constans accordèrent aux évêques le privilège de ne pouvoir être jugés que par leurs pairs, mais les autres cleres, « *inferioris gradus* », restèrent soumis à la juridiction séculière pour les délits civils : au reste ce privilège ne fut qu'éphémère et Valens et Valentinien II, en 376 décidèrent de maintenir la compétence ecclésiastique pour les délits relatifs à la religion seuls. — Après quelques constitutions d'Arcadius,

(1) Un procès célèbre fut ainsi intenté sous Constantin à l'évêque d'Alexandrie Athanase et cela devant les juges séculiers.

(2) La Nouvelle de Valentinien III *De Episcopali audientia* suppose encore les évêques comparaissant en matière criminelle devant les tribunaux.

d'Honorius et de Théodose le Jeune (412) qui semblent aujourd'hui assez contradictoires (1), Justinien confirma dans les nouvelles 83 et 123 déjà citées, cette distinction entre les délits ordinaires et ceux qui ont un rapport avec la religion, toutefois il ajoute que quiconque se portera accusateur d'un ecclésiastique devra le poursuivre devant le tribunal épiscopal, si celui-ci reconnaît qu'il s'agit d'un crime ecclésiastique, il jugera lui-même et châtiara le délinquant, lui appliquant les peines prescrites par les canons; s'il reconnaît au contraire que le crime est civil et s'il trouve le clerc coupable, il le dégradera puis le renverra au juge séculier pour que celui-ci s'en saisisse et le juge selon la loi civile. — Si l'accusateur préférerait s'adresser d'abord au juge laïque, celui-ci, si la plainte lui paraissait fondée, devrait communiquer les pièces du procès à l'évêque qui dégradera le coupable et le remettra ensuite au juge séculier.

En résumé, la Juridiction épiscopale s'appliquait comme juridiction publique à tout ce qui concernait la religion et les « causes ecclésiastiques », à tous les procès civils qui concernaient les clercs; alors la compétence cléricale était le droit commun pour les choses et les personnes du clergé; elle était réelle et personnelle. Les contestations entre les clercs pouvaient être jugées par l'évêque ou les synodes diocésains; mais pour les causes mixtes — entre un clerc et un laïque — le demandeur laïque avait le droit de choisir sa juri-

(1) Voyez article de M. Esmein. Nouvelle Rev. historique de Droit, 1889, t. 13, p. 309.

diction soit civile soit épiscopale; quant au clerc demandeur l'Eglise lui avait conseillé de se soumettre à la justice ecclésiastique. — En matière criminelle, la compétence cléricale était assez restreinte, comme nous venons de le voir, il faut dire en revanche que l'Eglise intervenait déjà dans l'administration de la justice criminelle par un usage et une institution qui devaient exercer une grande influence dans les temps postérieurs sur la procédure et les poursuites criminelles : la purge par serment et le droit d'asile.

Pour le droit d'asile dont nous avons déjà parlé, il fut reconnu dans les lois théodosiennes et les conciles des Gaules : une constitution d'Honorius et Théodose de 419 voulait même que l'inviolabilité de l'asile fut respectée, sous peine de sacrilège, à une distance relativement éloignée, hors les portes de la basilique, et les conciles d'Orange et d'Arles de 441 et 452 défendaient de ne jamais sous aucun prétexte livrer ceux qui s'étaient réfugiés « *ad Ecclesiam* (1). » Quant à la purge par serment, l'usage s'introduisit au début du V^e siècle de renvoyer les parties, en cas d'absence de preuves, à se purger par serment sur les reliques des saints martyrs ; l'accusateur pour soutenir l'imputation, l'accusé pour justifier son innocence.

(1) C'était là chose grave quand on songe que le Droit d'asile s'étendait à tous « sauf les personnes que tenaient enserrées un service public : les curiales, les débiteurs du fisc, les ouvriers des manufactures impériales. » Esmein. *H^{is}toire du Droit*. 1^{re} partie. Ch. iv, p. 150.

§ III. — MONARCHIE FRANQUE

A. — PREMIÈRE PÉRIODE

A l'origine, lorsque les barbares envahirent la Gaule, ils y trouvèrent la Juridiction épiscopale établie telle que l'avait organisée la Novelle de Valentinien III ; les innovations de Justinien n'avaient pas encore pénétré dans l'Occident, mais sous les Barbares la compétence ecclésiastique ne tarda pas à s'étendre et les droits de l'Eglise à se renforcer ; la société ecclésiastique va tendre à acquérir une véritable juridiction qui va exclure l'action des pouvoirs séculiers ou qui au moins concourra avec elle et cela grâce aux concessions expresses du pouvoir royal, concessions qui devaient paraître très naturelles dans un système politique où les dignitaires de l'Eglise étaient en même temps les fonctionnaires de l'Etat.

L'Eglise conquiert donc peu à peu son indépendance et elle ne voulut reconnaître d'autre juridiction que la sienne sur les affaires qui ne concernaient que ses membres. Les causes spirituelles lui étaient naturellement réservées et le concile d'Agde en 506 frappait avec juste raison d'excommunication « le clerc qui pour se soustraire aux peines canoniques recourait à la

protection laïque, et le juge qui s'immisçait dans la connaissance d'une affaire spirituelle (1). » —

Pour les causes temporelles si la contestation s'élevait entre deux clercs, la discipline ecclésiastique obligeait les plaignants à soumettre leur différend d'abord à l'évêque qui jugeait lui-même ou les autorisait à se pourvoir devant le juge laïque. — Si dans un différend entre clerc et laïque, le clerc était demandeur, il ne pouvait pas forcer son adversaire à comparaitre devant le tribunal épiscopal, mais nous avons vu que le concile d'Agde de 506 lui imposait le devoir de soumettre sa demande à l'examen préalable de l'évêque ; si le laïque était demandeur, la même obligation s'imposait au clerc (d'après ce qui résulte d'une lettre synodale des évêques de la province de Tours de l'année 453). L'Eglise, dit Pardessus, intéressée à ce que les membres du clergé conservassent le respect et la confiance des peuples, en ne formant pas et en ne soutenant point de contestations injustes, était évidemment dans son droit lorsqu'elle imposait ces obligations aux clercs.

Au reste même dans la justice qui devait être rendue entre laïques, la compétence de l'Eglise s'accrût ; si

(1) Notons à propos de cette sanction un décret de Childebert de 595, qui attache à l'excommunication les effets que le législateur moderne a réunis sous le nom de Mort civile, c'est-à-dire l'incapacité aux charges publiques et l'ouverture de la succession de l'excommunié : « Qui vero episcoporum suum noluerit audire, et excommunicatus fuerit perennem condemnationem apud Deum sustineat, et insuper de palatio nostro ut omnino extraneus et omnes facultates suas parentibus legitimis amittat qui, noluit sacerdotes sui medicamenta sustinere. »

l'on s'attache aux textes de lois et, comme disent les théoriciens, aux principes, la compétence de l'évêque demeure toujours purement facultative entre laïques et en matière civile, mais si on descend des principes aux faits on ne tarde pas à s'apercevoir qu'à l'époque mérovingienne l'évêque est souvent le véritable juge au civil ; telle était notamment la prétention d'un évêque de Lyon dès le ^{vi}^e siècle ; au ^{vii}^e siècle, Léger, archidiaque de Poitiers, connaissait la loi civile et on le traitait de « *terribilis sæcularium judex* » ; que dire alors des évêques ? Si ce n'est qu'ils commençaient à absorber toute juridiction.

Mais au point de vue criminel, les dépositaires du droit de Justice et le Roi lui-même étaient autorisés à poursuivre les clercs prévenus de crimes, et la *lex Romana Wisigothorum* reproduit la constitution de 376 aux termes de laquelle les clercs criminels autres que l'évêque doivent être déférés au juge civil.

Mais la question de savoir quel fut sur ce point le système adopté au juste à l'époque franque a été bien longtemps obscure, elle vient d'être éclaircie par M. Nissl qui a consacré à ce sujet une remarquable monographie « *der Gerichstand des Clerus in frankeschen Reich.* » La conclusion qui se dégage de cette œuvre veut que l'évêque ne soit pas jugé par les tribunaux ordinaires : il est accusé devant le Roi sur une dénonciation ou d'après la clameur publique, puis traduit devant une assemblée d'évêques qui examine sa conduite et le congédie absous ou dégradé. De tout cela résultait dans l'ensemble une sorte de procédure mixte

à laquelle prenaient part avec des rôles divers le pouvoir séculier et le pouvoir ecclésiastique (1). Au premier appartenait l'instruction préparatoire, la convocation du synode, l'accusation, enfin s'il y avait lieu l'application de la peine de mort ou d'une peine afflictive plus douce; la déclaration de culpabilité était réservée au second et M. Nissl termine heureusement ces développements sur ce point « Neque cuiquam licet episcopum damnare nisi canonico episcopum iudicatum iudicio. » Il arrivait sans doute quelquefois que le tribunal devant lequel comparaisait l'évêque était composé de grands laïques et d'ecclésiastiques, mais il ne faut pas se laisser tromper par cette composition, car ce sont alors ces derniers seuls qui décident « secundum canones » sur l'application de la peine ecclésiastique, et les grands laïques n'interviennent que pour statuer sur l'application des pénalités civiles accessoires. Ce point a été bien mis en relief par M. Sohm. En application de ces idées, Grégoire de Tours nous raconte que Salome et Sagittaire, évêques de Gap et d'Embrun sous le roi Gontran, furent traduits devant un concile national par le Roi lui-même, et que Childebert ayant convoqué un concile pour juger l'évêque Egidius, celui-ci fut chassé de l'épiscopat par le jugement de tous les évêques (2). Plus tard en 580 Chilpéric

(1) Voyez Nouvelle Revue historique de Droit, 1887, tome 11, article de M. Esmein sur Nissl, page 402.

(2) M^{lle} de la Lézardière. Lois politiques de la Monarchie, tome III, livre 4, p. 25.

poursuivit Prétextat évêque de Rouen, devant une assemblée de prélats (1) et Grégoire de Tours lui-même accusé de diffamation par Frédégonde fut poursuivi devant le concile de Brienne. Du reste dans ces assemblées de prélats tout le monde n'était pas admis à déposer contre l'évêque accusé, ainsi les dénonciateurs de Grégoire de Tours ayant paru gens de basse condition, *inferiorus gradus*, la preuve qui résultait de leur témoignage fût déclarée insuffisante et le prélat fut admis à se justifier en disant successivement la messe sur trois autels comme pour prendre à témoin de son innocence les saints dont les reliques reposaient sur les autels.

Enfin notons une discussion qui s'est élevée sur la portée du jugement de condamnation, on dit souvent que la prononciation des peines canoniques ne s'opposait pas à ce que le juge séculier s'emparant à son tour du prélat dégradé, ne le jugeât et ne lui appliquât des peines publiques : la dégradation d'Egidius que nous citons plus haut fut suivie d'une nouvelle condamnation à l'exil après le jugement du Concile, on croit plutôt aujourd'hui contrairement à cette opinion et à celle exprimée à plusieurs reprises par Mademoiselle de la Lézardière que le jugement du concile était définitif et excluait en principe toute ingérence ultérieure du juge séculier ; si on frappait postérieurement les évêques sous les Mérovingiens « c'était moins en leur qualité d'évêques condamnés par un concile qu'en

(1) Grégoire de Tours, livre 5, ch. xix.

celle de rebelles; la royauté frappait alors en eux un adversaire politique dont elle réprimait la rébellion, » les peines sont la conséquence de la sentence prononcée par le juge ecclésiastique et non point une décision spéciale du juge laïque (1).

Les prêtres et les diacres jusqu'en 614 furent soumis à la même juridiction criminelle que les laïques, ils étaient astreints à la répression pénale de l'Etat et les peines déterminées pour les Crimina par les lois (et non les peines fixées par le droit canonique) leur étaient applicables. Mais à partir de l'édit de Clotaire II (614) la règle suivie par les évêques leur devint commune. Il faut ajouter que l'Eglise n'avait guère cessé de revendiquer le privilège de juger elle-même tous les clercs criminels ou du moins s'était toujours opposée à ce qu'ils fussent livrés à la justice civile, « *in scio Episcopo* »; cela est notamment exprimé par le concile d'Orléans de 514, le deuxième concile de Mâcon et les synodes d'Auxerre de 578 et de 585. Quelques conciles de Gaule et celui de Paris en 614 font défense d'une manière générale aux juges de « *distringere* » (2) les clercs « *sine scientia Pontificis* » c'est-à-dire d'employer contre eux les voies de contrainte ordinaires et de les « *damnare* » c'est-à-dire de les

(1) Beauchet Organisation judiciaire en France, 1^{re} partie, ch. iv, p. 110.

(2) Le mot « *distringere* » désigne tout acte de contrainte, d'autorité, de réquisition.

Voyez De Rozière formulaire, 20; Plinie, Constitutions Apostoliques, I, II, ch. xvi et xxxiii.

condamner à des peines afflictives. Ce système fût admis sous les Carolingiens par plusieurs édits royaux et impériaux ; il caractérise la deuxième partie de l'époque franque quoique Clotaire II qui vécut jusqu'en 628 fasse partie de la famille mérovingienne.

Notons que dès le milieu du vi^e siècle la royauté avait ouvert dans l'ordre purement séculier une assez vaste carrière à l'autorité épiscopale. On voit cette dernière siéger à tous les plaids royaux et s'asseoir même à côté des comtes au tribunal ordinaire.

Une constitution de Clotaire que l'on place vers 560 accorde même aux prélats un droit de réforme et de cassation sur les sentences des juges laïques : nous avons déjà cité cette idée empruntée à Baluze (1). Nous n'insisterons pas sur ce développement de la justice purement laïque ; disons simplement que l'évêque en vint à dresser son tribunal vis à vis de celui du comte. La cité désormais contient deux personnages : le comte qui représente le roi et qui détient la force armée, l'évêque qui représente la religion et qui possède avec la force morale la popularité ; sans compter qu'il arrivait bien souvent que le roi, à la sollicitation d'un évêque, accordait à un clerc ou à un abbé un diplôme où il était dit que le fonctionnaire royal n'avait plus droit de juger ces bénéficiaires ; plus que cela, l'exemption bien que sollicitée individuellement par un homme était accordée généralement à sa terre, il en résultait

(1. Si iudex aliquem contra legem injuste damnaverit in nostri absentia ab episcopus castigetur.

qn'elle s'étendait à tous les êtres humains qui habitaient les territoires épiscopaux ou abbatiaux et qu'abbés et évêques avaient pour justiciable la nombreuse population de toute une série de domaines.

B. — *DEUXIÈME PÉRIODE*

L'édit de Clotaire II de 614 ouvre dans la Monarchie franque une deuxième période au point de vue du pouvoir juridictionnel de l'Eglise; sans doute nous sommes encore sous les Mérovingiens mais c'est une date si importante pour la compétence ecclésiastique et c'est un acte qui a donné lieu à tant d'études récentes que l'on peut prendre cette année 614 comme point de départ d'une seconde époque.

C'avait été jusqu'alors en effet par pure déférence pour l'Eglise que les rois soumettaient à des assemblées de prélats le jugement des évêques prévenus de crimes de droit commun, ce n'est qu'à partir de cet édit de Clotaire II que les évêques pourront désormais « réclamer » le jugement de leurs pairs.

Clotaire II dans sa constitution de 615 rendue sur la proposition du concile de Paris tenu en 614 défend aux clercs de se placer au mépris de l'évêque sous le patronage des laïques et aux laïques de les y recevoir. Un second pas est accompli, le concile de Paris aurait voulu « que le clerc ne fut jamais jugé par le tribunal civil

sans que l'évêque en fut prévenu, sine scientia pontificis ; qu'aucun laïque n'eut la hardiesse d'emprisonner d'interroger ou de condamner un clerc sans l'autorisation de l'évêque ou du prévôt de l'église (1). »

Le Capitulaire de Clotaire II sanctionna ce vœu et il astreignit le juge qui avait reconnu le clerc coupable d'un crime capital à le renvoyer à l'évêque pour qu'il fut au préalable soumis aux disciplines de l'église, dégradé de son office, exclu de la communion des fidèles. Malheureusement le texte de cette constitution de Clotaire II est si obscur qu'il a donné lieu à des interprétations très divergentes.

« Ut nullum iudicium de qualibet ordine clericus de civilibus causis, præter criminale negocia, per se distingere aut damnare præsumat nisi convictus manifestus, excepto presbytero aut diacono... Qui convicti fuerint de crimine capitali juxta canones distringantur et cum pontificibus examinentur. » Donc aucun juge laïque n'aura le droit d'arrêter et de condamner un clerc, en quelque matière que ce soit, à moins de flagrant délit et encore cette exception ne s'appliquera-t-elle pas aux prêtres et aux diacres ; les clercs accusés de crimes capitaux seront arrêtés conformément aux canons et jugés par les évêques.

(1 Termes mêmes du Concile : Guyot. Somme des Conciles, tome I^{er}, 1^{re} partie, ch. xix, p. 397. Ut nullus iudicum neque presbyterum neque diaconum vel clericum aut junioris Ecclesiæ sine conscientia pontificis per se distingat aut damnare præsumat : Quod si fecerit ab ecclesia cui injuriam inrogare dignoscitur tamdiu sit sequestratus quamdiu reato correat et emendet.

La conclusion qu'en tire M. Glasson (1) est l'incompétence absolue de la justice laïque dans tout procès civil entre clercs ; l'évêque est le véritable juge : cela résulte a contrario du texte de l'édit.

En outre lorsque le procès s'élève entre un clerc et un laïque, on constituera un tribunal mixte conformément au chapitre v (2).

La critique allemande qui s'est beaucoup occupée de l'interprétation de ces textes est elle même divisée, mais un de ces plus nobles représentants M. Sohm émet un avis tout à fait opposé à l'opinion précédente : pour lui le tribunal ecclésiastique ne peut connaître des affaires civiles intéressant les clercs que comme simple conciliateur : l'évêque est resté un simple arbitre volontaire, mais en droit la compétence des tribunaux ordinaires est restée entière, en un mot le tribunal ecclésiastique n'a aucune juridiction en matière civile.

En matière criminelle les auteurs sont encore plus divisés, les uns attribuent à l'Eglise seule le jugement des clercs, d'autres enseignent que le clerc est jugé et condamné par le pouvoir séculier mais renvoyé au juge ecclésiastique pour l'application des peines canoniques, d'autres enfin avec M. Sohm distinguent entre l'instruction et le jugement attribuant celle-là au juge laïque et celui-ci à l'évêque.

(1) Glasson. Droit et Institutions de la France, tome III. chap. xii. page 662.

(2) Ch. v de l'édit *Quod si causa inter personam publicam et hominibus ecclesiæ steterit pariter ab utraque partem præpositi ecclesiarum et iudex publicus in audientia publica positi eos debeant judicare.*

L'étude de la portée exacte de l'édit de Clotaire II demanderait de très larges développements ; bornons nous à émettre simplement l'opinion qui semble aujourd'hui la plus vraisemblable.

1° Un procès civil est-il engagé entre deux clercs : c'est le tribunal épiscopal qui est compétent.

2° Si la contestation s'élève entre deux évêques, c'est le métropolitain ou un synode des évêques de la province qui tranchera le conflit ; du reste la règle n'était pas générale et de même que nous aurons l'occasion de voir dans la suite des monastères exempts, il y avait aussi des évêques exempts c'est-à-dire soustraits à l'autorité du métropolitain et soumis directement alors au Saint-Siège « *episcopi immediate subjecti Romanæ Sedi.* »

3° Enfin y a-t-il procès entre un clerc et un laïque : un tribunal mixte devait être composé, constitué des représentants du pouvoir séculier et du pouvoir religieux, mais sous la présidence du *judex publicus*, c'est-à-dire du comte., On doit de plus, dit le texte, juger « *in audientia publica,* » en d'autres termes c'était le tribunal ordinaire du *pagus* présidé par le comte qui connaissait de l'affaire mais aux *rachimbourgs* laïques se joignaient des clercs « *pariter præpositi ecclesiarum et judex publicus in audientia publica positi debeant judicare.* » M. Beauchet appuie cette opinion de nombreux arguments tirés du texte lui-même par exemple de l'expression : *per se distringere* (1). Au reste on reconnaît que dans un

(1) Beauchet. Organisation judiciaire en France. 4^e p., chap. IV, p. 100.

grand nombre de documents de l'époque franque le comte et l'évêque interviennent côte à côte dans les procès entre clercs et laïques; sans doute ces faits existaient avant l'édit de Clotaire II et Grégoire de Tours nous montre Lendast, comte de sa cité épiscopale, siégeant à son tribunal cum senioribus vel laicis, vel cleris, mais ils figurent alors comme de simples citoyens : désormais ce qui existait en fait, la constitution de Clotaire l'a consacré en droit, modifiant alors le titre en vertu duquel les clercs siégeaient comme juges ecclésiastiques à côté des laïques.

4^o Quant à la compétence criminelle au sujet des clercs, M. Nissl la retire à la Juridiction ecclésiastique, s'appuyant sur ce fait que le concile de Paris avait voulu soustraire les clercs à la libre action des juges tant au civil, qu'au criminel, et qu'en faisant droit à cette demande en ce qui concerne les causes civiles, l'édit avait réservé au contraire l'action criminelle aux juges. D'après M. Glasson au contraire, l'édit de Clotaire d'abord à l'égard des évêques ne crée pas la compétence des tribunaux d'église en matière criminelle, il la reconnaît au contraire comme préexistante et nous avons vu, en effet, qu'avant l'édit de 614 les évêques accusés de crimes étaient déjà déférés à des synodes ou à des conciles; ce qui était tacite devient explicite et formel. Mais M. Glasson prétend aller plus loin et il montre qu'avec l'édit de 614 les clercs ne seront plus arrêtés, ni jugés par le comte sauf le cas de flagrant délit (cette exception du reste ne s'appliquant pas aux prêtres, ni aux diacres).

Il y a là une divergence d'opinions manifeste et qui ne laisse pas que d'embarrasser, toutefois, il semble assez juste de déclarer le comte compétent : aux termes mêmes de l'édit, la mission du juge séculier est de convaincre le clerc de « crimine capitali » ; c'est seulement lorsque le clerc a été « convictus » à la suite de cette procédure préparatoire, qu'il est envoyé devant le juge ecclésiastique par le pouvoir séculier, pour que son procès soit instruit secundum canones. Du reste, comme le remarque M. Esmein (1), cette opinion qui est celle de M. Nissl, paraît assez vraisemblable, étant donné que l'expression : nisi convincitur manifestus ne vise point comme on l'a cru souvent, le cas de flagrant délit : et alors l'édit de Clotaire protège cependant les clercs et augmente les droits de l'Eglise, puisque tout en réservant aux juges la cause criminelle qui concerne un clerc, il l'entoure de deux garanties : la première, c'est que l'ecclésiastique ne sera pas condamné sans une procédure régulière et probante : nisi convicitur manifestus (2), la seconde, c'est une condition exceptionnelle qui est faite aux clercs et aux diacres : excepto præsbytero et diacono : ici c'est l'évêque seul qui a le droit de districtio : cela est admis par la force des choses, puisque le juge séculier est désaisi. On étendra aux prêtres et aux diacres, d'après M. Nissl, les règles déjà appliquées aux évêques et indiquées plus haut : si une instruction

(1) Esmein, Nouvelle Revue historique de Droit, 1887, tome 11, p. 402.

(2) Ce sens paraît établi par la comparaison avec d'autres textes, la *lex Romana Visigothorum* en particulier.

préparatoire établit contre eux des charges faisant croire à un crime, ils seront traduits devant un synode et jugés par les évêques qui le composeront « qui convicti fuerunt de crimine capitali juxta canones distringantur et cum pontificibus examinentur. » Du reste, qu'il s'agisse d'un simple clerc, d'un prêtre ou d'un diacre, le jugement est prononcé « cum pontificibus » car le juge séculier serait incompétent pour juger secundum canones.

En résumé, les évêques sont jugés par leurs pairs, les autres membres du clergé : clercs, diacres et prêtres sont jugés par un tribunal ecclésiastique, mais tandis que pour les clercs le juge séculier a le pouvoir de districtio, pour les prêtres et les diacres au contraire, ce pouvoir appartient à l'évêque : seuls, tous les clercs de degrés inférieurs resteront en matière pénale, soumis aux juridictions séculières.

Que sont devenus tous les principes de l'édit de Clotaire II, à l'époque Carolingienne ? Les réponses sont les plus divergentes : les uns disent que les capitulaires sont en contradiction les uns avec les autres, témoins celui de 769, qui permet au comte de juger un clerc avec l'autorisation de l'évêque, et celui de 789, qui dit au contraire en termes absolus, que le clerc ne « pourra être jugé que par les clercs seuls ; » on dit souvent que les tribunaux ecclésiastiques ne sont pas encore reconnus d'une manière générale, comme juridiction compétente pour trancher les procès des clercs : ce ne seraient que de simples conciliateurs et non des juges véritables. On prétend plutôt aujourd'hui que la

Juridiction ecclésiastique fonctionnait régulièrement sous les Carolingiens : elle était du reste déjà à cette date reconnue en Angleterre, il devait en être de même dans l'empire de Charlemagne. En tous cas, si bien souvent les capitulaires se bornent à reproduire les principes posés sous la période Mérovingienne, il est permis d'ajouter que leur exécution fût probablement beaucoup mieux assurée.

Avec l'évènement des Carolingiens, en effet, les rapports de l'Eglise et de l'Etat revêtent un caractère nouveau; les deux pouvoirs semblent s'unir et se confondre dans leurs attributions respectives : la loi, comme nous avons déjà eu l'occasion de le voir, est à la fois civile et ecclésiastique, les deux puissances se prêtent mutuellement le concours de leur autorité. La Juridiction ecclésiastique devait naturellement profiter de ces bonnes dispositions du pouvoir à son égard et recevoir des développements considérables. La participation des évêques à la puissance législative dans les assemblées de la nation et dans les conseils royaux sous les souverains de la première Race, avait fait faire quelques pas importants à l'Eglise : sous les souverains de la seconde Race, c'est l'emploi d'une procédure plus savante et moins rigoureuse, qui va garantir les plaideurs contre les dangers de l'arbitraire.

Ce fut surtout l'appui des rois Carolingiens qui favorisait l'Eglise. En effet, le premier des rois de la seconde race sanctionne d'abord dans son Capulaire de 755 la défense faite par l'Eglise à ses clercs de recourir au juge séculier sans l'autorisation de l'évêque; Charle-

magne, en 774, fait la même injonction aux juges séculiers, et le célèbre Capitulaire de 789 s'exprime en ces termes : « item ut clerici si culpam incurrerint apud ecclesiasticos judicentur, non apud sæculares (1) » et plus loin : « ut si clerici inter se negotium aliquod habuerint, a suo episcopo disjudicentur, non a sæcularibus. » M. Sohm a beaucoup critiqué ce texte, ne voulant y voir que le canon d'un Concile : en réalité on sait que si les assemblées convoquées par Charlemagne étaient ecclésiastiques il est vrai, en grande partie, la présence du Roi, la volonté y manifestée par le souverain, s'imposaient à tous ; en réalité la loi civile s'est placée au même point de vue que l'Eglise, admettant les règles adoptées par celle-ci. Du reste on ne peut voir une décision synodale dans un Capitulaire comme celui de Mantoue, de 787, où il est dit expressément : *Volumus primo ut neque abbates, neque presbyteri..... ad publica vel sæcularia judicia trahentur vel distringantur, sed a suis episcopis adjudicati justitias faciant.* »

La sanction de cette prescription était l'anathème : les tribunaux séculiers ne devenaient donc compétents que « jussu episcopi, pontificis jussu. »

Les progrès de la juridiction ecclésiastique s'étendirent encore : la juridiction épiscopale embrassait alors tous les intérêts civils des clercs, toutes les causes qui concernaient leurs personnes, leurs propriétés, leurs conventions. Le Droit carolingien étendit cette portée :

(1) Voyez Baluze. I^{re} partie, p. 56.

un capitulaire de 794 rendu en assemblée nationale à Francfort, organisa la justice criminelle des évêques à deux degrés : l'évêque devait exercer la justice en premier ressort dans son diocèse, et s'il n'y avait pas soumission à sa sentence, le métropolitain prononçait au deuxième degré : le capitulaire de 794 ajoutait qu'en cas de procès mixtes, les comtes siègeraient dans la cour métropolitaine. Le roi du reste, en tous les cas, pouvait évoquer l'affaire et se réserver la décision suprême ; la sanction de cette justice, d'après les conciles, était l'excommunication.

Disons de suite que ce capitulaire de 794 est venu trancher un autre point délicat, et cela en faveur de l'Eglise : les précédents ne s'étaient nullement expliqués sur le flagrant délit : fallait-il ici permettre au comte d'arrêter et de juger ? fallait-il déclarer la juridiction d'Eglise compétente seule dans ce cas comme dans les autres ? Ce fut cette dernière solution qui prévalut et qui fut admise par le capitulaire de 794 : le clerc sera donc conduit devant son évêque.

1. En matière civile, si la contestation s'élève entre un clerc et un évêque, l'affaire doit être portée au synode de la province : c'est du moins ce qui résulte d'un capitulaire de Benoît Lévite (1). Lorsqu'il y avait contestation entre deux clercs, l'évêque était compétent.

Dans le cas d'un procès mixte, le capitulaire de Francfort, que nous citions plus haut, décide que le

(1) Ce jugement du tribunal synodal est aujourd'hui discuté.

comte et l'évêque jugeront de concert (1) : du reste, cette présence de l'évêque à l'audience n'est point purement honorifique, comme on l'a prétendu, et les diplômes de cette époque montrent que le comte et l'évêque siègent au même titre : les procès-verbaux des plaids carolingiens attestent que l'évêque prend une part aussi active que celle du comte à l'instruction et à la formation du jugement (2). Mais un capitulaire de 801 alla plus loin et décida qu'aucune action personnelle contre un abbé, un prêtre, un diacre, un sous-diacre et un clerc ne pourrait être intentée devant le juge séculier : que seul l'évêque devrait en connaître.

En matière réelle, soit qu'il s'agisse de la propriété personnelle du clerc ou du bien qu'il tenait de l'Eglise, toute action intentée devant le juge séculier devait être renvoyée par lui devant l'évêque. Si celui-ci croyait devoir s'abstenir de trancher le différend, la cause était de nouveau renvoyée devant le comte qui la tranchait de concert avec le délégué, « l'advocatus » de l'évêque. C'était la consécration du privilège de clergie tel qu'il fut admis lors de son plein développement.

Ajoutons que lorsque le laïque plaide contre un évêque, la contestation est, d'après l'édit de Pistres, de la compétence du tribunal du Roi. Cette décision a été longuement discutée, ainsi qu'un autre point : celui de savoir qui était compétent en cas de différend entre deux évêques : les capitulaires que nous possédons sur

(1) *Episcopus et comes simul conveniant.*

(2) Voyez le plaid tenu à Ausonne en 918.

la matière, sont en désaccord entre eux : les uns attribuent compétence à l'empereur seul, ceux-ci à un synode d'évêques, ceux-là à la seule autorité du Pape. On pense plutôt aujourd'hui ajouter foi à la première opinion et donner compétence au juge séculier, car les textes qui accordent la connaissance de ces conflits à l'autorité religieuse sont tous dûs au diacre Benoît, et par suite ne peuvent inspirer que peu de confiance.

Du reste toutes les idées précédentes, sont exprimées mais aussi peu clairement dans des capitulaires postérieurs, notamment celui de 813.

2. En matière criminelle, le principe semble toujours être que les membres du clergé inférieur seront jugés par le tribunal épiscopal et les évêques soumis à un synode ; celui-ci quoique tenu en la présence du Roi, n'en conserve pas moins son caractère ecclésiastique, aussi les chroniqueurs distinguent-ils en conséquence au plaid royal le « *judicium Francorum* » auquel prennent part les grands ecclésiastiques et les grands laïques, du « *Judicium Episcoporum* » rendu par les évêques seuls sur un de leurs collègues. Ainsi, en 847, il s'agissait de juger le roi Bernard d'Italie et ses complices accusés de haute trahison ; Louis-le-Débonnaire tint une assemblée à Aix-la-Chapelle, Bernard fut jugé par le *conventus Francorum* et ses complices de *ordine ecclesiastico*, par un synode qui appliqua les lois ecclésiastiques (1).

(1) Voir pour plus de détails un synode tenu en 853 où deux moines accusés de haute trahison sont jugés selon la règle de saint Benoît, déposés et relégués dans un cloître.

Charles le Chauve après avoir cité en son palais Hincmar de Laon dans une affaire criminelle, le renvoya au jugement des évêques sur la réclamation d'Hincmar de Reims. Les récits de la vie de Louis le Pieux par Thégan et l'astronome rapportent que ce prince ayant découvert une conspiration dans laquelle avaient trempé des laïques et trois évêques, les premiers furent condamnés à mort par l'assemblée générale, pour les évêques ils furent simplement déposés par les autres prélats, leurs pairs.

Telle est la solution qui semble s'imposer, et cependant quelques auteurs à la tête desquels se trouve M. Lœning, ne sont pas de cet avis et prétendent que s'il n'y a pas de discussion possible en ce qui concerne les évêques, du moins les clercs étaient-ils justiciables des tribunaux séculiers en matière criminelle : il est vrai que les deux capitulaires de 809 et 813 dûs à Charlemagne admettent le cumul des deux juridictions, mais on ne peut en induire une règle générale. La pratique judiciaire du reste n'apporte que bien peu d'exemples et on ne peut non plus se ranger à l'avis de M. Caillemet et s'appuyer essentiellement sur l'aventure de Florus et Moduin (1) où le premier personnage commentant les constitutions impériales dresse acte d'accusation contre Moduin, évêque de Lyon au IX^e siècle qui se montre plus dévoué aux tribunaux séculiers qu'aux tribunaux ecclésiastiques.

(1) Mémoire de l'Académie des Lettres de Lyon, t. XXI et voyez la réponse dans Beauchet. Organisation Judiciaire livre II, ch. iv, p. 376.

On voit l'obscurité qui règne sur cette époque carolingienne au point de vue de la Juridiction ecclésiastique, de son étendue et de sa portée. Rien d'étonnant, on se trouve dans une période de formation et de transformation; on ne peut s'attendre à trouver dans ce temps-là des lois toujours obéies, des systèmes complets et suivis; on ne fait que constater des courants d'opinion qui sont souvent contraires, se heurtent et se contrarient; il est incontestable ainsi que dans le temps même où le courant religieux était assez puissant pour soumettre à la Juridiction de l'Eglise les laïques criminels, il y eut cependant plus d'un clerc qui fut livré aux tribunaux séculiers.

Ajoutons en terminant, que pour la compétence des causes criminelles, M. Nissl dont nous avons déjà eu l'occasion de parler ainsi que de son savant ouvrage : « Der Gerichstand des Clerus in frankischen Reich » présente aujourd'hui une théorie toute nouvelle. D'après lui, clercs et évêques sont mis sur le même pied d'égalité et ce n'est pas à la qualité de la personne accusée qu'il faut s'attacher, mais à la cause qui est en jeu. M. Nissl avec le capitulaire de Mantoue de l'année 787 (1) distingue trois sortes de causes : les *causæ de possessione*, ce sont les procès qui concernent les immeubles ; ici les tribunaux séculiers sont compétents sauf peut-être un essai de conciliation devant l'évêque et la faculté pour l'ecclésiastique de se faire représenter par l'advocatus épiscopal; « lorsqu'une seule partie était

(1) Boretius. Capitularia. I. 196.

ecclésiastique, l'autre étant laïque, les capitulaires invitèrent l'évêque à prendre part au placitum du comte » ; — pour les *causæ de statu* c'est-à-dire concernant les droits des personnes et des familles, la compétence était encore laïque ; — ce ne serait que pour les *causæ civiles* proprement dites « de persona » que l'Eglise aurait acquis pleinement la Juridiction sur ses membres ; du reste ces *causæ civiles* embrassaient une catégorie énorme d'affaires : *causæ pecuniariæ*, *minores causæ*, *causæ privatæ* aboutissant à une composition en argent etc. (1). Pour ces causes, l'édit de Clotaire II aurait accordé à l'Eglise tout ce qu'elle avait demandé car M. Nissl ne trouve pas une objection dans le fait souvent pratiqué par le tribunal du Roi de juger lui-même ces causes, déclarant que la justice royale agissait alors comme la plénitude de la Juridiction à l'égard des laïques et que le Monarque franc ne faisait en cela que continuer la tradition romaine (2).

En résumé, si l'édit de Clotaire II et plusieurs capitulaires carolingiens semblent accepter la loi de l'Eglise et défendre aux juges civils de statuer sur les procès entre clercs, le capitulaire de Charlemagne introduit des distinctions suivant les catégories d'affaires et il semble que ce capitulaire du VIII^e siècle, nous présente l'état bien vrai des choses sous les deux premières races.

(1) Pour plus de détails voir la très intéressante notice publiée par M. Esmein sur Nissl 1887, dans la nouvelle Revue historique de Droit t. 11, p. 403.

(2) Voyez la chose jugée dans le Droit de la Monarchie franque, article Esmein, Nouvelle Revue historique de Droit. 1887. p. 349.

Mentionnons une question qu'il est bon de signaler, car elle n'est pas sans intérêt : la justice ecclésiastique, telle que nous venons de la voir, était-elle souveraine et sans appel dans la limite de sa compétence ? Il est certain que l'Eglise fit les plus grands efforts pour conquérir ce privilège et pour rompre le lien qui la rattachait encore sur ce point à la juridiction séculière : aussi défendit-elle aux clercs de porter leurs plaintes en appel devant le Roi, alléguant l'autorité des canons et le mépris qui en rejaillirait sur le tribunal et l'autorité de l'évêque. Mais ces prétentions ne purent se soutenir aussi longtemps qu'il resta aux Carolingiens une seule ombre d'autorité : Charlemagne relevait les appels des cours ecclésiastiques et les jugeait ; il exigeait aussi que les abbés et les évêques fussent présents aux plaids des Missi qu'il envoyait dans les provinces ; ses successeurs, y compris l'incapable Charles le Chauve lui-même, continuèrent de réclamer la connaissance des appels des cours ecclésiastiques, surtout lorsque c'était un laïque qui appelait, et de les juger en dernier ressort, concurremment avec l'autorité des supérieurs ecclésiastiques. Aussi a-t-on dit avec juste raison que l'Eglise libre et indépendante par sa base se rattachait à son sommet au pouvoir politique : elle n'était pas tout à fait indépendante, mais elle était prépondérante partout

APPENDICE. — LES EXEMPTIONS

Il est bon maintenant de signaler de quelques traits la situation monacale

La profession religieuse établie dans l'Eglise gallicane depuis le début du IV^e siècle s'y était maintenue sous l'empire franc : les fidèles de l'un et l'autre sexe qui avaient embrassé la vie religieuse étaient réunis dans divers monastères immédiatement gouvernés par des abbés ou abbesses perpétuels qui ne régissaient chacun qu'un seul couvent. Tous ces monastères, ainsi que leurs supérieurs, étaient directement soumis à la juridiction de l'évêque diocésain qui avait droit et devoir de veiller sur la conduite de toutes les personnes religieuses de son diocèse et de les obliger d'observer les devoirs de leur état. Ce fut le concile de Chalcédoine qui, le premier, statua sur la situation des moines, à l'instigation de l'empereur Marcien : *Quædam capitula sunt quæ ad honorem vestræ reverentiæ vobis servavimus* (1). Un monastère ne sera désormais construit, dit le concile de Chalcédoine, sans le consentement de l'évêque diocésain, et les moines demeureront en tout soumis à l'autorité épiscopale. L'empereur Justinien dans sa nouvelle soixante-sept ajouta que ceux qui auraient une action à intenter contre un moine en préviendraient l'évêque,

(1) Richer. Traité de la mort civile, III^e part., liv. I^{re}, p. 383.

comme le supérieur de l'un et l'autre. Il suppose comme une règle constante que tous les moines sont soumis à la juridiction ecclésiastique de l'évêque : *cui horum unusquisque subjaceat* (1); et se rapportant à l'année 560, Fleury écrit : les abbés seront soumis aux évêques qui les corrigeront s'ils manquent contre la règle, et les assembleront une fois l'an (2). L'autorité des évêques sur les moines et la nécessité pour ceux-ci de leur obéir : tels sont les principes généralement reçus dans tout l'occident ; la plupart des nombreux conciles qui se tiennent notamment au IX^e siècle décident unanimement que les moines restent soumis à l'autorité de l'évêque : *secundum canonicam auctoritatem*.

Mais à mesure que les années s'écoulent, l'autorité de l'abbé s'accroît : l'évêque n'est pas le seul personnage ecclésiastique qui soit investi de la juridiction sur les laïques ; ce droit appartient aussi aux abbés. Quant à l'origine de cette juridiction reconnue ainsi à ces dignitaires des abbayes, c'est là une question qui se confond avec celle de l'origine des justices seigneuriales elles-mêmes : les mêmes causes qui ont amené la fusion de la propriété et de la souveraineté entre les mains des seigneurs ont dû produire le même résultat à l'égard des abbés, possesseurs de vastes domaines ; « *ut habeant ecclesiæ earum justitias tam in vita illorum qui habitant in ipsis ecclesiis quamque in pecunia et substantiis eorum,* » dit Boretius (3).

(1) D'Héricourt. Les ecclésiastiques, I^{re} partie, ch. xi, p. 257.

(2) Fleury. Histoire ecclésiastique, tome VII, liv. xxxi, p. 155.

(3) Boretius. I^{re} partie, p. 528.

Il y avait là une justice toute personnelle, en même temps qu'elle était territoriale.

Ce n'est pas uniquement au point de vue de la juridiction qu'ils peuvent exercer sur les laïques qu'il faut considérer les religieux : le privilège du for est commun au clerc et au moine (1) en ce sens du moins que le moine comme le clerc échappe à la juridiction laïque... Mais relève-t-il de la juridiction de l'évêque ou de celle de l'abbé ? C'est le point qui nous intéresse spécialement en ce moment.

Nous touchons par là-même à une des plus grosses et des plus épineuses questions du Droit Canonique : la question des exemptions qui a donné lieu à tant de discussions entre le clergé séculier et le clergé régulier. — On appelle exemption le privilège qui rattachait directement à la Cour de Rome un couvent en l'exemptant de la juridiction de l'évêque ou comme on disait « de l'ordinaire » : on comprend de suite que cette exemption était fort mal vue de l'évêque. — Les auteurs ne sont pas bien d'accord sur l'époque exacte où les moines commencèrent à demander et à obtenir des exemptions totales de la juridiction des évêques : ce fut surtout au cours du quatrième siècle que les fondateurs d'ordres et de monastères tentèrent de réclamer ces faveurs, non pas qu'ils voulussent se soustraire à l'autorité des évêques sur les moines, mais ils se proposaient de procurer à ceux-ci une plus complète tranquillité, de maintenir une discipline plus régulière et plus intégrale,

(1) Voyez Etablissements dits de Saint Louis, I^{er}, 89.

et d'échapper aussi — il faut bien ajouter ce motif très intéressé — aux divers prétextes qu'invoquaient quelquefois les évêques pour s'emparer des revenus et s'approprier la meilleure partie du temporel des monastères (1). C'était là le motif principal, et il est souvent très nettement exprimé, par exemple dans les exemptions accordées par Charlemagne à l'abbaye de Saint-Gall, ou par Charles le Chauve à Sainte-Colombe de Sens (2). Nombreux étaient, en effet, les droits perçus par les évêques et imposés par eux lors de la dédicace d'une église, ou des visites qu'ils accomplissaient dans les divers sanctuaires de leur région, ou encore à l'occasion de la consécration des saintes-huiles. « Quoique ces tributs, dit Thomassin, aient été proscrits par des conciles comme simoniaques, cependant ils étaient enracinés par l'usage et au lieu de les retirer d'un coup et les supprimer, » il y eut des monastères et des fondateurs qui obtinrent des privilèges pour s'en exempter, privilèges accordés quelquefois par le Roi lui-même dans des lettres de protection et de sauvegarde. De sorte que les exemptions dont vont jouir les monastères et contre lesquels les évêques protesteront n'auront eu pour origine première que les abus et les exactions de ces derniers : c'est ce qu'exprimait Talon, avocat général, dans un savant

(1) Voyez Concile de Tolède du IV^e siècle dans Fleury, *Hist. ecclésiastique*, tome VIII, page 193 et suiv.

(2) Cette idée se trouve exprimée dans l'épître XII de S^t Grégoire ; du reste les formules des privilèges qui nous ont été conservées par Marculfe sont une preuve que ces exemptions n'avaient point d'autre objet alors que celui-là.

plaidoyer qui nous a été conservé, lorsqu'il disait que dès les premiers siècles de l'Eglise « où les évêques se tenaient resserrés dans les bornes que les conciles leur avaient prescrites, on ne connaissait point le nom de franchise, de liberté, d'exemption qui ont commencé à s'introduire lorsque les évêques ont voulu joindre la puissance temporelle à la puissance spirituelle. . . . »

Alors que primitivement l'abbé devait être élu par les moines, en fait l'évêque maintenant abusait bien souvent de son autorité pour s'attribuer ce droit; aussi fut-il décidé (1) que les fondateurs pourraient obtenir comme un privilège pour les religieux le droit d'élire leurs abbés. — En présence des nombreux droits, impositions et redevances que les frères devaient payer surgissent des privilèges spéciaux qui accordent aux moines une décharge complète des redevances temporelles et qui défendent même aux évêques l'entrée dans le monastère sans nécessité « parce que en ce cas ils avaient coutume, dit l'auteur des Lois Ecclésiastiques, de mener à leur suite un grand nombre d'officiers et sous faux prétexte de visiter ils exigeaient des droits onéreux. » Il y eut là en fait et en droit des faveurs et des exemptions partielles accordées aux moines, mais on peut dire que jusqu'alors elles n'attaquaient en rien l'autorité épiscopale.

Les choses n'en restèrent pas là, les conciles d'Arles en 453, de Carthage en 525 et en 535 déclarent que les

(1) Voyez article de M. Boutaric, nouvelle Revue historique de Dro 1883, tome VII, p. 443

moines dépendent de l'abbé seul : que, sauf pour les ordinations et les consécérations d'oratoires, les couvents ne relèvent pas de l'évêque. En fait ce qui était ainsi dénoncé d'une manière si formelle ne fût ni appliqué, ni reconnu par l'autorité épiscopale; cela ne fit que l'amener à accorder aux monastères des privilèges d'exemptions de plus en plus nombreux. Thomassin nous en donne des exemples : tel est le privilège accordé, en 566, par Saint Germain, évêque de Paris, à l'abbaye de Saint-Vincent et Sainte-Croix, couvent qui devint plus tard la célèbre abbaye de Saint-Germain-des-Prés (1); telle l'exemption accordée, en 696, à un autre monastère par l'évêque de Chartres.

Au reste, le couvent ne recevait pas seulement ce privilège d'exemption de la main des évêques, mais il en était gratifié par le Roi lui-même (2), et plus souvent encore par le Souverain Pontife. Celui-ci se regarde, en effet, maintenant comme l'évêque universel, pouvant ôter aux premiers pasteurs une partie de leurs troupeaux pour s'en attribuer à lui-même le gouvernement : nous citerons à titre d'exemples l'exemption accordée pour les établissements d'Autun par le Pape Grégoire le Grand en 602, celle accordée par le Pape Adéodat, en 670, au monastère de Saint-Martin de Tours.

(1) La situation de l'abbaye de Saint-Germain des Prés fut toujours privilégiée depuis cette date, et elle demeura exempte de la juridiction épiscopale jusqu'au xviii^e siècle (Voyez Tanon, *H^{is} des Justices de France*, ch. VII, § 4.

(2) Clotaire III exempte, en 839, l'abbaye de Saint-Germain d'Autun.

A ce point de vue, Rome ne fit qu'étendre par la suite les privilèges d'exemption qu'elle accorda désormais de plus en plus nombreux, à tel point « qu'une formule qui était la conséquence naturelle de la situation faite aux couvents fut bientôt insérée dans les actes » ; par cette clause, le monastère en question était soumis directement à l'autorité du Saint-Siège *omisso medio* (1) ; il ne relevait que de Rome et l'abbé s'intitulait souvent « *Alodiaris Sancti Petri*, » comme Geoffroi, l'abbé de la Trinité de Vendôme (2).

On était loin maintenant des exemptions, simples précautions prises pour la conservation du temporel : les moines par des gradations insensibles les avaient étendues de plus en plus ; les exemptions partielles étaient devenues totales, il y avait là un affranchissement complet du clergé régulier à l'égard de l'évêque ; Saint Bernard dans son épître 42 veut qu'on l'appelle plutôt une émancipation qu'un privilège « *spoliante ecclesias, emancipentur, rediment se, ne obediant*. » Ce mot, dit Richer, convient parfaitement ici par analogie à l'émancipation légale qui exemptait le fils de famille de l'autorité paternelle, qui lui donnait une liberté entière et le mettait dans la jouissance de tous ses droits (3).

Il y eût des abus ; s'il arrivait qu'un abbé par sa

(1) Viollet, *Institutions de la France*, tome I^{er}, liv. III, ch. III, p. 370.

(2) Luchaire : *Institutions de la France sous les Capétiens*, livre III, ch. I, p. 118.

(3) Richer, *traité de la Mort civile*, 3^e p., livre I^{er}, ch. I, p. 583.

naissance ou par son mérite s'acquerrait des privilèges particuliers, les Moines les faisaient passer au Monastère entier et les rendaient perpétuels et réels; qu'une exemption fut accordée pour un laps de temps fixé d'avance à un monastère à cause « de la tyrannie ou de l'avarice » d'un évêque oppresseur, les moines la changent en une exemption permanente; si la dévotion particulière d'un fondateur l'a porté à mettre telle ou telle abbaye sous la protection directe du Saint-Siège, l'abbé convertira bien vite ce droit de protection en un droit de Juridiction, abusant ainsi d'un motif de piété pour se soustraire à l'autorité de l'évêque. Tels sont les abus qui commencent à paraître vers le onzième et le douzième siècles et qui établirent désormais un dualisme rigoureux entre le clergé régulier et le clergé séculier; ce ne devait pas être une des moindres causes qui firent déchoir vers le treizième siècle la puissance de l'Eglise et diminuer l'étendue de ses privilèges.

Notons du reste qu'à cette époque ce ne sont pas seulement les couvents, mais les Chapitres qui obtiennent des exemptions fréquentes, car eux aussi constituaient une sorte de communauté et il était naturel et en quelque façon nécessaire d'y donner autorité et juridiction au chef sur ses membres. Ces exemptions dans les chapitres se multiplièrent surtout vers l'an 1277, au dire de Thomassin.

§ IV. — LE MOYEN-AGE (apogée)

A. — *LES CAUSES ET LES PRÉCÉDENTS*

Malgré les nombreuses questions controversées que nous avons étudiées précédemment il n'est pas moins vrai que la Juridiction ecclésiastique s'étendait progressivement. Bien plus, à certains points de vue ces controverses étaient favorables à l'église (1).

La juridiction ecclésiastique progresse donc journellement et cela par de nombreux motifs qu'il est nécessaire maintenant d'exposer brièvement.

C'est d'abord grâce aux principes féodaux qui sont maintenus et répandus partout ; l'Eglise a fait comme tout le monde a fait autour d'elle, elle a voulu se protéger et protéger les siens contre les abus de la justice privée, l'évêque a lutté d'accord avec les clercs pour écarter toute justice étrangère, pour les assimiler à sa familia et à ses vassaux ; ou bien il a lutté contre eux

(1) Nous avons vu par exemple : Clotaire II qui en vient à dire que si le comte juge mal, sa sentence sera redressée par l'évêque : article vague qui prête à tous les conflits (F. de Coulanges. *Institutions Politiques*, tome VI, livre I^{er}, ch. iv ; or les conflits tournèrent bien souvent au profit du plus fort des deux qui était l'évêque ; dès que le jugement du comte pouvait être révisé par l'évêque, la juridiction du comte qui était celle du Roi n'avait plus d'autorité.

lorsqu'ils voulaient se dérober à sa sujétion, recourir à la justice du dehors et chercher un autre protecteur que leur protecteur officiel; et Fleury plus tard en constatant la déchéance de la juridiction ecclésiastique s'exprimait en ces termes : « ce qui doit consoler les évêques de voir leur juridiction réduite à des bornes si étroites, c'est que, dans son origine, elle ne consistait pas à faire plaider devant eux, mais à empêcher de plaider ailleurs (1). » Quelle garantie pouvaient offrir dans leurs cours de justice des seigneurs illettrés qui confiaient souvent la décision d'un procès à des inférieurs par dédain ou par ennui ! L'ignorance était le partage commun des laïques, les seuls lettrés de ce temps étaient les ecclésiastiques. Les tribunaux d'Eglise présentaient l'image d'une justice plus indulgente et plus éclairée; à la renaissance du Droit Romain ce furent les clercs qui se donnèrent avec le plus d'ardeur à l'étude nouvelle et leur élan fut tel que le pape Alexandre III au concile de Tours en l'année 1165 se crut obligé de défendre aux moines de désertir les monastères pour aller au devant des enseignements du Droit Civil. On réunissait alors les Décrétales des Papes comme jadis on avait codifié les constitutions impériales, si bien que l'Eglise, la seule puissance dont l'action s'exerçât avec efficacité dans toute l'Europe sans s'arrêter aux limites d'une seigneurie ou d'un royaume, se trouvait en possession d'un corps de lois supérieures à toutes les lois de cette époque, œuvre législative que les décisions des

(1) Fleury. Institution au Droit ecclésiastique, 3^e partie, ch. xiv et xv.

Papes ne cessaient de modifier ou de compléter *ad utilitatem omnium* (1).

Nous savons de plus, combien la masse des propriétés ecclésiastiques s'accrût sous la monarchie carolingienne : les recueils, les diplomata, les chartæ nous montrent combien les rois concédaient facilement à des établissements religieux des portions plus ou moins considérables du domaine, inséraient dans ces concessions la défense aux juges ordinaires d'exercer des actes de juridiction dans les possessions ainsi données, d'appeler en jugement devant eux, et de poursuivre les hommes qui en dépendaient. On ne s'en tint pas là : les rois accordent aussi l'immunité, l'affranchissement de la juridiction commune à des propriétés qu'ils n'ont pas données : c'est ce que constatent les formules *iv* et *xxxv* du livre premier de Marculfe, or il y avait là une faveur accordée spécialement à l'Eglise (2).

L'évêque immuniste désire acquérir sur les domaines qu'il obtient le droit de juridiction que les juges du fisc exerçaient précédemment, le roi accorde ce privilège, et l'évêque jouit dès lors de la juridiction sur les « *illorum homines commanentes tam ingenui quam servientes de qualibet natione,* » sur tous ceux que lui-même immuniste admet à un titre quelconque à résider sur ses terres.

(1) Fournier, *Les officialités au Moyen-Age*, 2^e p. ch. II, p. 94.

(2) Car on ne connaît pas de diplômes qui aient pu faire bénéficier les laïques d'un semblable privilège. Voyez Pardessus, *Loi salique*, Neuvième dissertation, section 6 p. 383 ; et Montesquieu, *Esprit des lois*, Livre XXX, ch. xxii.

Il y eût de plus des établissements ecclésiastiques qui furent propriétaires de justices ne différant en rien par leur origine et leur nature des juridictions seigneuriales. Toutefois dans la lutte qui s'engagea plus tard entre ces justices et les baillis après l'an mil, tout porte à croire qu'elles furent moins attaquées que les laïques, soit parce que la manière dont la justice était administrée dans ces tribunaux appartenant aux établissements ecclésiastiques donnait un grand appui moral aux efforts des juges royaux pour substituer des règles avouées par la saine raison à l'arbitraire et aux abus trop fréquents dans les justices purement laïques, soit parce que les rois se considéraient comme les protecteurs et les conservateurs des biens et droits de l'Eglise.

Du reste ce fut grâce à la Royauté aussi que l'augmentation de la puissance ecclésiastique au point de vue juridictionnel pût se réaliser ; la juridiction épiscopale dit Thomassin (1), s'augmenta moins par la poursuite des évêques que par la volonté des rois de la terre qui ne croyaient pas pouvoir confier leur autorité et leur juridiction à des personnes plus aptes et plus capables. Nous avons vu avant l'époque proprement dite du Moyen-Age, Charlemagne attribuer aux évêques un pouvoir général de surveillance sur les juges séculiers, les chargeant de porter à sa connaissance les méfaits dont ces derniers pouvaient se rendre coupables ; plus tard Louis le Débonnaire recommande également aux

(1) Thomassin, Discip. de l'Eglise, tome II, 2^e partie, livre III.

comtes de rendre à leurs évêques respectifs des témoignages d'honneur et de leur prêter un secours toujours plein de bienveillance. Louis II et Charles le Chauve chargent les évêques de leur signaler également les négligences des comtes dans l'administration de la justice et de veiller à ce qu'ils remplissent exactement tous leurs devoirs de protection envers les églises, les veuves et les orphelins.

Telle était l'attitude du pouvoir royal à l'égard de l'Eglise. Ajoutons que c'était également avec l'approbation et même sur l'invitation formelle du Roi que l'Eglise exerçait sa juridiction disciplinaire dans les *causæ synodales* (1) : la répression ecclésiastique devait renforcer et doubler la répression civile.

Le roi ne favorisait pas moins l'Eglise d'une manière pour ainsi dire indirecte, par exemple pour l'exécution des jugements qu'elle rendait. On continuait d'appliquer les idées de Charlemagne et de ses contemporains. La sanction de la justice ecclésiastique, d'après les conciles, était l'excommunication : un juge dit Frodoard, qui prendra sur lui d'intenter une action à un clerc à l'insu de l'évêque et sans sa participation sera privé de la communion (2). Or Charlemagne ne s'était pas borné à respecter l'excommunication dans sa sphère de spiritualité, il l'avait confirmée dans l'ordre temporel,

(1) Voyez Esmein. Histoire du Droit ; et le livre de Régino, abbé de Prüm. *Regionis abbatis Dumiensis libri duo de synodalibus causis et disciplinis ecclesiasticis*.

(2) Frodoard, histoire de l'église de Reims, dans le général Favé. *Les Francs*, p. 644.

« si quelqu'un a été excommunié par son évêque, dit un capitulaire de 801, qu'il ne soit reçu par personne avant de s'être présenté à son premier pasteur pour la satisfaction due à raison de sa faute ; que celui qui communiquera sciemment avec lui sache qu'il est lui-même excommunié (1). » Ce n'était pas seulement au point de vue de la force des jugements que le pouvoir royal accordait sa sanction, M. Lehuéron dans son *Histoire des Carolingiens* nous cite un capitulaire de 803 adressé aux Bavares qui investit l'Eglise du Droit de juridiction « sur la vie de tous ceux qui dépendaient de son pouvoir » ; c'est ce qui permettra à l'Eglise de revendiquer bientôt les causes des pauvres, des veuves, des orphelins, des croisés et des voyageurs (2).

Enfin la juridiction ecclésiastique s'étendit par elle-même, sans le secours royal, par la bonne volonté de ceux qui y recouraient. On a vu que dans le Droit Romain tel que le constate le *Breviarium*, les évêques avaient le pouvoir de juger toutes les contestations que le consentement des parties leur soumettait. Mais ce qu'on aurait pu prendre au début pour une exception devint bientôt la règle générale, la confiance des Romains dans leurs évêques était immense et justement méritée, ils avaient trouvé en eux de puissants médiateurs au moment de l'invasion et ne cessaient d'éprouver les effets de leur admirable charité, quels ne dûrent pas être les

(1) Laferrière. *Histoire générale du droit français*. Tome III, liv. IV, ch. VIII, p. 432.

(2) Lehuéron. *Histoire des Carolingiens*. Livre II, ch. IX, p. 503

motifs de leur conserver cette confiance sous l'administration des Francs ?

Les parties laïques qui voulaient faire trancher leurs différends, pouvaient choisir le tribunal ecclésiastique ou le tribunal séculier. Mais les Rois faisaient un usage détestable de leur justice; les récits du XI^e et XII^e siècles montrent les abus auxquels se livraient les souverains, accusant par exemple pour un rien, tel ou tel sujet du crime de lèse-majesté, que le Roi toujours se réservait de juger seul, sans le concours d'aucun grand seigneur. D'autre part, les plaideurs avaient un grand intérêt à préférer le tribunal religieux, à raison des garanties qu'il leur présentait au point de vue de la composition, comme au point de vue de la procédure. A l'origine, le Mallum avait été composé de rachimbourgs, qui n'étaient que des hommes de guerre, « plus habitués à respecter les droits de la force que ceux de la justice. » Aussi vit-on des lois qui leur prescrivaient de siéger sans armes et à jeun; il n'en était pas de même des tribunaux ecclésiastiques où siégeaient les clercs, encore tout imprégnés de l'étude du Droit Romain, et dont les connaissances en droit canonique leur permettaient de trancher beaucoup de cas difficiles « c'est bien, dit Loyseau (1), la dévotion et la piété des Français qui a excédé toujours celle de toutes les nations, » qui les a portés aux tribunaux ecclésiastiques, mais ajoute-t-il « item parce qu'il est à

(1) Loyseau, Traité des Seigneuries.

croire qu'on avait meilleure justice des juges d'Eglise, tant à cause de leur sainteté qu'à cause aussi de leur suffisance, n'y ayant presque anciennement en France qu'eux qui fussent lettrés, d'où vient que nous appelons encore clerc celui qui est lettré. »

Le concile de Dalmatie tenu en 1199 par les légats du Saint-Siège, défendait aux laïques d'entreprendre de juger les clercs parce que leur manière de juger était d'ordinaire « barbare et superstitieuse, » ne consistant que dans les épreuves trompeuses du fer et de l'eau : ce que le concile de Dalmatie disait, les laïques le pensaient bien et c'est ce qui attirait au clergé l'immense majorité des plaignants. C'était un avantage pour les parties que d'être assurées d'un examen plus scrupuleux de leur affaire, et de ne pas être soumises aux formes de procédure adoptées par les lois barbares, formes qui devenaient du reste de plus en plus arbitraires. Deux autres attraits : la gratuité de la justice et la possibilité d'obtenir des dépens n'étaient pas sans influence sur l'esprit des parties : pendant longtemps, les tribunaux ecclésiastiques rendirent la justice gratuitement ; les capitulaires avaient même défendu aux évêques de recevoir des présents : de plus, pour la condamnation aux dépens, ce n'était en rien une cause d'éloignement, c'était un attrait pour les plaideurs, car chacun aspirait à les obtenir à son profit. Quant aux amendes et aux confiscations, l'Eglise en gardait les deux tiers et abandonnait un autre tiers à ses avoués, qui avaient alors intérêt à conduire les plaideurs hésitants, venant les consulter, devant les tribunaux de l'Eglise. Ce ne

sera qu'en 1324, sous le roi Charles le Bel, que la même idée sera admise devant les tribunaux séculiers.

Enfin une dernière cause de préférence pour les tribunaux ecclésiastiques : c'était la facilité d'y avoir recours, facilité qui venait pour les parties de la permanence de ce tribunal, tandis que ceux des rachimbourgs et plus tard ceux des seabini (1) ne tenaient leurs placita que de temps en temps seulement...

B. — LA SITUATION AU MOYEN-ÂGE

Toutes ces raisons firent grandement progresser la Juridiction ecclésiastique et lorsque nous parvenons au XII^e et au XIII^e siècle nous la trouvons à son apogée.

Au XII^e siècle, l'évêque exerce sa juridiction soit par l'intermédiaire d'un « vidame » ou avoué s'il s'agit de sa compétence féodale, soit par lui-même dans le synode diocésain s'il s'agit de sa compétence épiscopale. — Au XII^e siècle la même distinction existe : l'évêque rend la justice comme prélat et comme baron, il tient les plaids de la justice séculière et ceux de la chrétienté ; il préside deux cours, la cour temporelle et la cour spirituelle. L'évêque est représenté dans sa cour féodale par le bailli et le prévôt : quant à la juridiction spirituelle elle avait été

(1) Capitul. missorum de 809 (ch. xxi) et 817 (ch. xxiv).

d'abord exercée par l'archidiaque, puis elle le fût à partir du XIII^e siècle par l'officialis ou official. Une savante hiérarchie du reste, permettait des appels multipliés : de l'évêque on appelait à l'archevêque, de celui-ci au métropolitain, toujours au Pape (1) : l'ordre des procédures civile et criminelle à suivre devant la Juridiction ecclésiastique fût tracé par un nouveau recueil de Droit canonique composé vers 1150 par Gratien, simple moine bénédictin qui emprunta des fausses décrétales le privilège des appellations au Pape et de l'immunité des clercs et fit sortir la procédure de ses formes puériles et de son rigorisme exagéré. Il y déclarait formellement les clercs non justiciables des tribunaux laïques soit au civil, soit au criminel. La suprématie du Pape était consacrée ; celui-ci crée des juges conservateurs choisis par lui ou par son ordre, dispensés des formes ordinaires de la procédure, chargés de réprimer et de prévenir les violences et les injustices ; or, ces termes, comme le remarque M. Glasson, les rendaient compétents dans toutes les affaires (2).

En fait, à cette date, les tribunaux ecclésiastiques se multiplient sur tous les points et sous tous les noms : les officiaux, les vice-gérants, les délégués, les subdélégués, les commissaires, etc., couvrent successivement la France de leur réseau judiciaire, « c'est la vérité, dit Loyseau, qu'à succession de temps la justice ecclésiastique s'est nouvellement accrûe en France. » Tandis

(1) Esmein. Histoire de la procédure criminelle 2^e p. ch. 1^{re}. p. 18

(2) *Conservator est iudex delegatus a Papa ad tuendum aliquos contra manifestas injurias seu violentias, judiciali non utens indagine.*

que les Justices seigneuriales étaient peu à peu désertées, au contraire la foule se précipitait vers « les cours de chrétienté », comme on les appelait.

Le privilège de clergie, le *privilegium fori*, atteignait son maximum d'extension, de compétence. — « On le doit rendre à sainte Eglise de quelque meffet que il face » lit-on dans les Etablissements dits de Saint Louis à propos du clerc; et Bouteiller ajoutait : « tu peus et dois scavoir que clers a voulu la loy escrire, à fin qu'ils soient aultrement traictez que ne sont les lais par le privilège de leur tonsure, qui les exempte de juge lay et veut qu'il ne soit traictez que par l'Evesque dessous qui y sont demeurans, et qui en a à cognoistre seul et pour le tout, soit pour cas civil, soit pour cas criminel; c'est à scavoir charte perpétuelle (1). » — Le privilège de clergie embrassait alors tous les degrés du clergé régulier et du clergé séculier jusqu'aux chantes. Les clercs au XIII^e siècle sont exempts du for séculier d'une manière générale et soumis au for ecclésiastique.

Si l'on fait abstraction des questions concernant la foi et la discipline religieuse sur lesquelles le droit de l'Eglise ne saurait être un objet de doute, on peut attester avec Beaumanoir dont l'ouvrage est peut-être le plus remarquable d'une époque qui a produit des Jurisconsultes éminents, qu'à la Juridiction ecclésiastique appartient exclusivement le droit de statuer sur les contestations entre clercs, relatives à des actions personnelles et mobilières et même à des actions immobilières « lorsqu'elles

(1) Bouteiller. Somme Rurale. Livre II Tome VII, p. 715.

concernent leurs bénéfices (1) », « actions qui poeunt movoir entre clercs, des immeubles, de catix et d'actions personnels et des biens qu'ils ont de sainte Eglise. » Les biens meubles des clercs ne peuvent être saisis par la justice séculière : *mobilia sequuntur personam* ; en cela il y avait des progrès, car ces principes n'avaient pas toujours été reconnus même au XIII^e siècle, au dire de Paul Fournier.

A l'égard des contestations qui s'élèvent entre clercs et laïques : si le clerc était défendeur, le juge ecclésiastique était compétent, on ne pouvait contraindre le clerc à plaider devant les tribunaux séculiers ; même s'il s'agissait d'engagements qui eussent été contractés sous « le scel royal » la même règle était applicable d'après les ordonnances de 1290, 1299 et de 1302 ; mais si le clerc était demandeur, l'article 7 de l'ordonnance du 29 novembre 1274 nous apprend que le laïque assigné par le clerc devant la Juridiction ecclésiastique avait le droit de demander le renvoi de l'affaire au juge séculier.

Enfin dans les causes criminelles, un clerc ne pouvait jamais être traduit devant la Justice séculière, si cette dernière l'avait fait arrêter, elle devait le remettre à la Juridiction d'Eglise pour qu'il fût dégradé. Le clerc, cité devant le Juge laïque avait le droit et le devoir même de décliner la compétence de ce juge ; en un mot la personne du clerc ne pouvait être l'objet d'une citation réelle, c'est-à-dire d'une arrestation, si ce n'est dans

(1) Tout cela résulte aussi de Beaumanoir. Ch. xi, § vii p. 160, des Coutumes de Beauvoisis ; on trouve aussi des dispositions semblables dans une ordonnance de février 1363

quelques cas spéciaux : rapt, homicide, incendie, brigandage et « autres crimes énormes », et alors pour être rendue sans retard au Juge d'Eglise qui la dégradait.

Dans toutes les affaires où un clerc est intéressé, pourvu que ce clerc vive suivant son état, c'est-à-dire ne soit ni marié, ni commerçant, ni dépouillé de son caractère sacré, le clerc ne peut être saisi par la Justice séculière : tel était le principe qui avait été fixé par l'article 2 d'une loi de la fin du règne de Philippe-Auguste connue sous le nom de Concordat et qui fut adoptée par le Roi, les barons et les prélats; par le chapitre LXXXIV du livre premier des Etablissements dits de Saint-Louis et par l'article premier de l'ordonnance du 9 mai 1302 (1), tels sont les usages dont les barons de Normandie constataient encore l'application en 1205 dans un document qu'ils adressèrent au roi Philippe-Auguste (2). L'ordonnance de 1315 s'exprimait également dans les mêmes termes « nulz cleres ne nulle personne de sainte Eglise ne doit estre prise et arrêtée si elle n'est prise en présent mesfait ou s'il n'est suivi à haron. Et lors doibt-il estre rendu à sainte Eglise si elle le requiert. »

Mais le privilège de clergie recevait d'autre part à cette date une extension très grande du fait de l'augmentation à l'infini du nombre des clercs. « Car, dit l'abbé Fleury dans son septième discours sur l'Histoire

(1) Tout cela résulte aussi de Beaumanoir, ch. XI, § 7 et § 40.

(2) On y remarque que le clerc condamné par l'Eglise pour crime énorme était dégradé et exilé; s'il revenait en Normandie et commettait un crime nouveau, il était puni par la justice laïque.

Ecclésiastique, depuis qu'on eût méprisé les sages dispositions du Concile de Chalcédoine contre les ordinations sans titre, les évêques firent autant de cleres qu'ils le voulaient, sans choix et sans limite. A mesure que la société s'échappait des liens de la féodalité, tout le monde voulait participer au privilège clérical et se placer sous la Juridiction ecclésiastique. L'Eglise n'était pas avare de ses faveurs : il suffisait d'être clere pour être son justiciable et même pour être clere il n'était pas nécessaire d'entrer dans les ordres sacrés ou même dans les ordres mineurs, de renoncer au mariage, etc., il suffisait d'être tonsuré ; la tonsure emportait en effet la Juridiction cléricale.

Bien plus, il suffisait que dans un procès où il y avait plusieurs personnes en cause, il se trouvât un clere pour que la Juridiction ecclésiastique réclamât l'affaire « par le moyen de la connexité » dit Loyseau : « si de plusieurs coempteurs, co-héritiers, co-débiteurs, il y en avait un qui fut clere ou garant on joint des autres, ils disaient que ce privilégié attirait devant eux toutes les autres parties. »

L'Eglise étendit le privilège personnel de la cléricature aux veuves, aux orphelins, aux pauvres dont les évêques s'étaient constitués les défenseurs. Les tribunaux ecclésiastiques revendiquaient même comme un monopole le droit de juger les « miserabiles personæ » dont ils se partageaient jadis les causes avec les tribunaux laïques. Au nombre aussi des moyens d'encouragement aux croisades se trouvait le droit pour les croisés de n'être soumis qu'aux tribunaux religieux. L'Eglise

enfin, comme le dit Fleury, avait étendu son droit sur les pèlerins et il n'y avait pas jusqu'aux lépreux qui ne fussent du ressort de la Juridiction cléricale comme séparés des hommes par l'autorité de l'Eglise « preuve, ajoute l'historien, que l'esprit du christianisme trouvait le moyen de sanctifier de cette sorte la théocratie judiciaire ! » Ajoutons du reste avec Beaumanoir ce qu'il importe de bien noter : « que touit li cas où il pot avoir gages de bataille ou péril de perdre vie ou membre, doivent estre justicié par la laie justice, ne s'en doit sainte Eglise meller, excepté les personnes clercs, liquel demeurent en toz cas en la juridiction de sainte Eglise. » (1).

Ce n'était pas seulement au point de vue des personnes — *ratione personæ* — mais également au point de vue des objets du litige — *ratione materiæ* — que l'Eglise demandait à implanter sa juridiction. Nous serons brefs sur ce point que nous ne voulons esquisser que pour montrer la puissance juridictionnelle de l'Eglise. La Juridiction ecclésiastique concentrée et fortifiée dans l'institution de l'officialité ne s'étend pas seulement en effet au monde des clercs et des moines qui peuplent les églises, les chapitres et les abbayes ; non contente de connaître toutes les causes où sont impliqués quelques-uns de ses membres, l'Eglise intervient encore dans les démêlés des laïques : sa compétence s'applique à toutes les causes qui de près ou de loin intéressent la religion, or au Moyen-Age la religion

(1) Beaumanoir. Coutumes du Beauvoisis, ch. xi, § 27, p. 168.

touche à tout et pénètre tout : c'est ainsi qu'elle réclamait beaucoup d'accusés laïques (les accusations d'hérésie, d'apostasie, de sorcellerie, d'adultère et d'usure); toutefois dans beaucoup de ces cas l'Eglise jugeait, mais ne condamnait pas, car c'était, nous l'avons dit, un principe de Droit Canon que l'Eglise ne pouvait prononcer de peine capitale : « la justice spirituel ne doist ne lui metre à mort » : elle n'avait alors qu'à livrer le coupable au bras séculier.

Si nous songeons qu'à cette juridiction civile et criminelle venait encore s'ajouter pour l'Eglise la juridiction gracieuse, on reconnaîtra que les barons laïques eurent du moins à leur point de vue plus d'une fois l'occasion de se plaindre des « empiètements continus et sans bornes de la puissance ecclésiastique ».

Toutes ces prétentions étaient sanctionnées par les peines les plus sévères et l'Eglise faisait si grand cas du privilège de clergie proprement dit qu'elle interdisait à ses clercs d'y renoncer : aussi était-il défendu aux membres du clergé d'une manière très expresse de commettre des délits dans les forêts du Roi, car par exception les causes concernant « le fief laï » et les délits forestiers étaient de la compétence séculière : « nisi pro foresta et laïco feudo (1). » — Si le clerc ne voulait pas profiter de son privilège, et contrevenait ainsi à la loi de l'Eglise, on considérait qu'il y avait pour elle frustration dans cette diminution de l'étendue

(1) Ce n'était pas la seule exception à l'application du Privilège de Clergie; on peut en dire autant en général de ce qui a trait aux Res feudales vel censuales.

juridictionnelle; « ne gravamen aliquid sancta patiat^{ur} Ecclesia, nullam jam laïcis in clericos esse volumus et censem^{us}, » avait dit le concile de Melsi en 1090; et Innocent III écrivait à l'archevêque de Paris que pour les affaires temporelles elles-mêmes, un clerc ne pouvait se soumettre volontairement au juge laïc parce qu'il y avait là un privilège « de tout le clergé » auquel un particulier ne pouvait renoncer (1). On allait même jusqu'à dire que le clerc commettait en cela une faute dont il ne pouvait recevoir le pardon que de l'évêque.

Quant aux juges séculiers qui passaient outre à la loi de l'Eglise, qui arrêtaient les clercs ou qui ne les rendaient pas à la justice ecclésiastique, ils encouraient ipso facto les peines de l'anathème et de l'excommunication, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire (2); le concile d'Avignon de 1279 ordonna même de promulguer très solennellement cette dernière sanction, cierges allumés et au son des cloches; si après trois dénonciations publiques de l'excommunication, le clerc retenu injustement n'était pas restitué à l'Eglise, le lieu de sa détention était frappé d'interdit (3). Les mêmes idées furent exprimées encore dans le concile de Rouen de 1299, dans le synode de Bayeux de 1300 et le concile tenu à Compiègne en 1301, l'année suivante.

M. Fournier, dans son savant livre sur les Officialités au Moyen-âge, nous rapporte plusieurs anecdotes qui

(1) Voyez aussi le Concile de Laval de 1242.

(2) Voyez Concile de Bourges de 1274 et celui de Saumur de 1276.

(3) Fournier, Officialités au Moyen-âge, 2^e part., ch. 1^{er}, p. 64.

nous démontrent comme étaient sévèrement punies les violations du privilège de clergie par les juges laïcs.

En 1244, c'est le bailli et le prévôt d'Amiens qui ont arrêté, maltraité et pendu cinq clercs : « l'évêque les condamne en réparation à porter sur leurs épaules les corps au cimetière et à faire amende honorable nu-pieds et les mains liées dans toutes les cathédrales des provinces de Reims, Rouen, Paris et Orléans (1). En 1265, au Mans, sous l'épiscopat de Geoffroy Freslon, c'est un gentilhomme, Mathieu Papelon, qui fait emprisonner un clerc coupable d'avoir commis un vol sur ses terres, et après l'avoir fait juger par sa cour, lui fait couper le pied : l'évêque condamna les juges à payer au clerc mutilé une pension assez considérable, à lui fournir annuellement neuf livres de cire et à faire amende honorable dans une procession solennelle. — Quelquefois, c'était le Parlement qui punissait les coupables : témoin le procès des juges de Tournay en 1225, celui des échevins d'Abbeville en 1311, celui enfin du bailli d'Amiens qui fit arrêter, en 1327, un clerc nommé Hugues Lefebvre précédemment absous par l'official de Térouanne : en dépit des monitions de l'official, le bailli d'Amiens fit pendre son prisonnier et le Parlement, saisi de l'affaire par l'official, ordonna au bailli de faire dépendre le corps et d'en ressaisir l'évêque en fait ou en effigie, sans compter la forte amende qu'il infligea au bailli (2). — En 1315, les clercs complices d'Enguerrand

(1) Fournier, *Officialités au Moyen-âge*, 2^e part., ch. 1^{re}, p. 64 et suiv.

(2) Fournier, *Officialités au Moyen-âge*, 2^{re} part., ch. 1^{re}, p. 72.

de Marigny furent, non pas jugés par le Parlement, mais livrés à l'official de Paris : plusieurs arrêts rendus au ^{xiii}^e siècle sanctionnent ce principe de l'immunité des clercs et font sévèrement appliquer les règles qui constituaient « le privilège de clergie ». (1)

L'Eglise désormais savait revendiquer ses droits ; mais par là même se creusait de plus en plus profond le fossé qui séparait les deux justices séculière et ecclésiastique. A l'origine, elles devaient s'aider et se prêter main forte, « voir est que toutes les fois c'on fet tort ou injure à sainte Eglise et sainte Eglise ne le pot amender de soi, justice laïe doit prester et aidier, comme le fil doist fere à sa mère, car tout crestien et toute crestienne sont fil ou fille de sainte Eglise et sont tenu à sainte Eglise garder et garantir toutes les fois que elle en a mestier (2). » Désormais il n'en était plus ainsi, les abus qui s'étaient commis de part et d'autre et surtout au sein de la juridiction ecclésiastique allaient faire déchoir celle-ci et restreindre les Privilèges des clercs.

(1) On voit les progrès qu'avait faits l'Eglise pour se faire respecter. Jusqu'au XI^e siècle, on trouvait encore parmi les articles des coutumes royales d'Angleterre que saint Thomas de Cantorbery combattit avec tant de vigueur quelques-uns d'entre eux qui assujettissaient les clercs aux justices séculières.

(2) Beaumanoir, Cout. du Beauvoisis, livre I, ch. xi, § 27, p. 468.

APPENDICE

LA JURIDICTION ECCLÉSIASTIQUE EN ANGLETERRE

Nous ne ferons pas à propos du *Privilegium fori*, le plus important des privilèges que nous venons de voir entre les mains des clercs, de longs développements de législation comparée ; mais il nous semble qu'un rapprochement s'impose cependant et qu'il ne serait pas mauvais de mettre sous les yeux du lecteur quelques mots très brefs sur la situation existant à ce point de vue en Angleterre également au ^{xiii}^e siècle.

Là aussi l'évêque est à la fois prélat et baron et à ce double titre peut exercer deux sortes de Juridictions. Comme en France, les tribunaux ecclésiastiques anglais ne jugèrent d'abord que les affaires tenant au pouvoir spirituel et concernant les clercs (1) ; ceci nous est très manifestement montré par les diverses dispositions du Concile tenu en 1080 à Lillebonne ; mais comme en France, aussi de plus en plus la Juridiction ecclésiastique s'étendit. Les croisades furent une des principales causes qui amenèrent cette extension : l'habileté et l'énergie des Papes, la négligence des souverains et aussi leur crainte de l'excommunication expliquent aussi, dit M. Glasson, ces usurpations des Juridictions ecclésiastiques : de sorte que comme sur le continent toutes les

(1) Glasson. Droit et Institutions de l'Angleterre, tome II, 2^e partie, ch. v, p. 389.

causes qui présentaient quelque rapport avec les questions spirituelles furent attribuées aux « tribunaux cléricaux » ; le pouvoir royal aida l'Eglise et une charte de Guillaume-le-Conquérant voulût qu'on excommuniât celui qui, appelé jusqu'à trois fois devant la Justice d'Eglise, ne s'y présentait pas : le juge d'église avait même le droit de s'adresser au chériff pour mettre en prison le récalcitrant. Le privilège clérical se développe largement, ce « *Benedict of clergy* » que les constitutions de Clarendon reconnaissent officiellement et qui fut confirmé dans une assemblée tenue en 1276 à Northampton!

Toutefois, il est incontestable que si le pouvoir du clergé fût immense au Moyen-âge en Angleterre, jamais les justices ecclésiastiques n'y purent jouir de la faveur qu'on leur accordait en France. Il y avait à cela plusieurs raisons et la principale était qu'en Angleterre les tribunaux d'Eglise trouvaient devant eux des juridictions royales fortement établies et dont l'origine remontait aux premiers jours de la conquête normande ; de plus, ajoute M. Glasson, les rapports entre les divers ordres : clergé, royauté, lords et communes furent de bonne heure sagement pondérés ; la force de la Royauté empêchait le clergé de réaliser son vœu de dominer les autres, et d'un autre côté le clergé anglais en cherchant à l'aide de privilèges et de dispenses à se séparer de la nation se sentait isolé et s'apercevait qu'il s'affaiblissait en faisant le vide autour de lui (1) ; la masse de

1) Glasson. Droit et Institutions de l'Angleterre, tome II, 2^e partie, ch. v, p. 390.

la nation en particulier ne professait aucun respect pour le Droit Romain, elle n'avait d'attachement que pour la loi commune qui était appliquée dans les tribunaux royaux.

De même qu'en France, il se glissa de nombreux abus dans l'application du privilège clérical, ce qui fit édicter à Edouard I^{er} dans un statut de Westminster, que l'on ne renverrait les clercs devant l'évêque qu'après une enquête, si celle-ci trouvait le clerc coupable, ses biens étaient confisqués au profit du Roi et quant à sa personne elle était renvoyée devant le tribunal épiscopal. Sauf cette modification, le privilège clérical fut respecté, mais disons pour être à peu près complet sur ce point qu'il n'était accordé, au dire de Mathieu Paris, qu'à ceux qui portaient habituellement « tonsuram clericalem » et que les clercs mariés ou bigames, c'est-à-dire mariés à des veuves ou en secondes noces, n'en jouissaient pas.

En résumé, on peut dire que si le rôle de la Juridiction ecclésiastique n'a jamais été dominant en Angleterre jusqu'à se développer d'une façon semblable à la Juridiction ecclésiastique française du xiii^e siècle, il faut ajouter que les juridictions de l'Eglise d'Outre-Manche ont occupé jusqu'à nos jours une place prépondérante dans l'organisation judiciaire du pays, tandis que nous allons bientôt constater en France non seulement leur décadence mais leur chute et leur disparition complète.

TROISIÈME PARTIE

ABUS ET DÉCADENCE DES PRIVILÈGES

CHAPITRE I^{er}

SITUATION GÉNÉRALE DE L'ÉGLISE AU XII^e SIÈCLE

Avant d'étudier la décadence proprement dite des privilèges des clercs il est bon d'embrasser d'un rapide coup d'œil la situation de l'Eglise et de l'Etat au XII^e siècle. Ce tableau nous dévoilera les causes et les motifs qui ont entraîné la chute des privilèges (1).

Au XII^e et au XIII^e siècle nous sommes en effet à une époque toute décisive, à une de celles que l'on qualifierait volontiers aujourd'hui de « tournant de l'histoire » (2).

La royauté est faible, l'Eglise est puissante et domine

(1) Voyez F. de Coulanges, la Monarchie franque, ch. I^{er}; Garnier, traité de l'Origine du Gouvernement français.

(2) Idée émise au concile de Worms en 1122 : au Pape l'investiture par la crosse et par l'anneau, emblèmes de la puissance spirituelle; au Roi l'investiture par le sceptre, symbole du pouvoir temporel.

un peu partout, mais la situation va changer, les rôles vont s'intervertir et dans tous les faits qui surviennent on peut voir le germe du conflit qui éclatera en 1300 entre Philippe-le-Bel et Boniface VIII. L'autorité royale s'était déchuë elle-même en accordant des immunités ; par ces dernières les corporations religieuses, les seigneurs ecclésiastiques devenaient de véritables souverains locaux, percepteurs dans leur intérêt personnel des revenus du fisc ; « seigneurs puissants et riches, beaucoup d'évêques deviennent alors étrangers aux intérêts spirituels » (1). De là vont naître des conflits très graves ; les papes réclament pour les évêques l'indépendance tout en voulant garder les bénéfices temporels, les princes ne peuvent se résoudre à renoncer à tous leurs droits sur leurs vassaux. Un premier conflit s'éleva donc entre la Royauté et le Clergé, la première commence à reconquérir sa force et son pouvoir et le second sent comme la féodalité laïque le poids d'une autorité qui devait aller toujours croissant jusqu'à la fin du XIII^e siècle pour aboutir au despotisme de Philippe le Bel (2).

Quoique la lutte engagée par le pouvoir contre le Monachisme fut moins vive que celle livrée à l'Épiscopat, le Roi cherche cependant à dominer l'Eglise

(1) Schmidt, *Eglise d'occident au Moyen-Age*, 1^{re} p. ch. II, p. 34.

(2) Ceci se remarque dans l'histoire de l'impôt : l'Eglise est d'abord soumise à quelques taxes sous prétexte de payer les frais des croisades, puis pour contribuer aux dépenses des entreprises non religieuses patronnées par la Papauté, enfin pour subvenir aux besoins du Gouvernement sous l'adversaire de Boniface VIII.

régulière comme l'Eglise séculière et à la situation précédente qui mettait « l'Etat dans l'Eglise » il veut opposer la formule contraire « l'Eglise dans l'Etat. »

D'un autre côté les seigneurs laïques n'avaient pas vu de gaieté de cœur les progrès faits par le pouvoir ecclésiastique ; quoique à demi-voilée, sourde et cachée la lutte n'en existait pas moins entre le comte et l'évêque, le châtelain et l'abbé, cette rivalité dans le partage de la souveraineté, de la propriété et des droits lucratifs y attachés était un fait quotidien, un élément presque normal de la vie à cette date, aussi lorsque « la commune » va surgir au milieu de ces démêlés, le baron s'empressera d'utiliser contre l'ennemi commun, c'est-à-dire le seigneur d'Eglise, cette force nouvelle et cet auxiliaire inattendu.

La lutte qui existait ainsi entre les seigneurs laïques et ecclésiastiques descend dans les couches plus inférieures de la société. La protection, dit M. Flach, pour avoir un rôle salulaire a besoin d'un contre poids, sans cela elle se retourne contre elle-même. Or toute proportion semblable a disparu dès le XI^e siècle, les grands laïques et les seigneurs ecclésiastiques se sont substitués au Roi comme protecteurs de la masse du peuple, mais qui va les tenir à leur tour en échec ? Il y a lutte, les avoués soi-disant défenseurs des abbayes par exemple, commettent des exactions sans nombre, ils contraignent les hommes à moudre le blé à leurs moulins, lèvent des taxes arbitraires (1).

(1) L'avoué de l'abbaye de Saint-Mihiel emprisonne et torture les hommes du pays pour leur extorquer leur avoir ; son fils fait pis

Il serait impossible d'énumérer tous les points du territoire où l'on vit un évêque, un abbé, un chapitre en lutte avec les bourgeois des cités et les paysans des villages. La plupart de ces épisodes se ressemblent par le détail : du côté du peuple, le refus d'impôts et les émeutes, du côté du seigneur ecclésiastique l'excommunication, l'appel au Roi : « des deux parts usage alternatif de la violence et de la ruse, cruauté dans l'attaque comme dans la répression, perpétuelle violation de la foi jurée (1). »

Malheureusement pour l'Eglise, ce n'était pas seulement du dehors qu'elle pouvait craindre les attaques ; la lutte se déchainait également dans son sein et nombreux furent les conflits qui y éclatèrent. Malgré les efforts de quelques rois, malgré le zèle des conciles et l'obstination de beaucoup d'évêques pour faire prévaloir la monarchie dans le gouvernement de l'Eglise, le privilège se constituait partout, c'est-à-dire des situations particulières dans un ordre de choses qui ne voulait s'appuyer que sur des maximes générales (2).

Il n'y a pas seulement séparation, mais antagonisme entre les deux factions de la société ecclésiastique : séculiers et réguliers se trouvent en concurrence sur tous les points où existent côte à côte un monastère, un chapitre et une cure paroissiale. Dès lors plus de ces unions qui existaient jadis entre l'évêque et l'abbé,

encore, sa tyrannie est arrivée à un tel excès que les paysans préfèrent abandonner terres et maisons.

(1) Clamageron. Histoire de l'Impôt, Livre II, ch. vii, p. 488.

(2) Lehuéron. Histoire des Carolingiens.

plus de ces traités de confraternité conclus entre monastères et chapitres (1).

Entre réguliers et séculiers la séparation est désormais un fait accompli. — M. Luchaire (2) dans son étude sur les Capétiens nous montre les empiètements de toute espèce par lesquels les moines ne craignaient pas d'entamer le domaine de l'Eglise séculière; il nous représente les abbés se faisant donner par les Papes le pouvoir de baptiser et de confesser; les chanoines des abbayes comme ceux de Prémontré remplissant toutes les fonctions sacerdotales et prenant possession des Droits paroissiaux.

Rome du reste par son attitude n'était pas sans exciter les conflits; elle voit par exemple dans les Dominicains et les Franciscains des hommes très savants, capables de prêcher la foi et de réfuter les hérésies, elle leur accorde des dispenses considérables et des privilèges (3).

Au reste, les moines non contents souvent d'user de leurs faveurs en abusaient réellement; de là s'établit entre les deux clergés une hostilité qui débute au XII^e siècle, mais qui s'étend de plus en plus jusqu'à la

(1) Tels que ceux qui unissaient jadis les moines de Saint-Vaast d'Arras aux chanoines de la cathédrale de la ville ou le chapitre de Saint-Hilaire de Poitiers à l'abbé de Montierneuf.

(2) Luchaire. Institutions politiques sous les Capétiens. III, 4.

(3) Ainsi que des exemptions fréquentes des dîmes : Innocent II affranchit de cette obligation toutes les abbayes de l'ordre de Cîteaux; Calixte II accorde la même faveur aux moines de Cluny, beaucoup d'exemptions existaient même sans titre comme le constate le Concile de Londres de 1175.

fin du Moyen-Age. Bien plus, unis pour la défense de leurs intérêts communs, les deux ordres ne l'étaient plus quand il s'agissait de leur influence respective. Il y avait entre eux une jalousie ardente ; pour se disputer les fidèles l'un se vantait ou rabaisait l'autre (2).

En 1256 et 1278, les généraux de divers ordres publièrent en vain des exhortations à la concorde sans réussir à faire cesser la rivalité (1). — M. Compain, dans une biographie qu'il nous a donnée de Geoffroi, abbé de la Trinité de Vendôme, nous a laissé le type de l'abbé militant, jaloux au suprême degré de l'indépendance de son monastère, ennemi acharné de l'autorité épiscopale ; toute son administration en particulier ne fût qu'une longue lutte contre l'église séculière.

S'il y avait des abus du côté des monastères, il faut être juste et dire que les évêques bien souvent n'hésitaient pas à accabler les moines de visites onéreuses, à imposer des serments d'obédience aux abbés — *obedientiæ cartula* — serments qui ressemblaient par trop à des hommages féodaux ; Saint Anselme écrivant à Urbain II au sujet de l'abbaye du Bec, lui signale ces « évêques qui prenaient à tâche non pas tant

(1) L'historien Orderic Vital raconte par exemple, que Robert, abbé de Molésine ayant fondé cet abbaye où il fit observer la règle de Saint-Benoît ne put ébranler la conviction de ses moines qui se flat-
taient comme Cluny de réclamer dîmes et offrandes. Robert se retira
et alla fonder l'abbaye de Cîteaux où l'on fit profession de ne point
recevoir de dîmes de l'Eglise ; alors Cluny et Cîteaux furent toujours
aux prises sur ce sujet prétendant les uns et les autres que leur con-
duite était louable et nécessaire.

(2) Schmidt. Histoire de l'Eglise d'Occident. 2^e p. ch. III, p. 149.

d'entourer les monastères d'une affection paternelle que de les accabler sous le poids de leur domination. » Ives de Chartres tout zélé qu'il est pour les intérêts de l'épiscopat, adresse de vives réprimandes à l'évêque de Beauvais qui violait les privilèges de l'abbaye de Saint-Quentin et la grevait d'exactions de toute espèce ; or les faits de cette nature ne sont pas rares dans l'histoire ecclésiastique du Moyen-Age (1). Excès de pouvoir des évêques, efforts continus des moines pour repousser toute ingérence de l'évêque dans les abbayes, persistance non moins opiniâtre de l'épiscopat à revendiquer les droits reconnus à l'autorité diocésaine ; au total conflits permanents dans chaque diocèse, tel est le spectacle qui s'offre à nous.

Ce n'était pas tout : au milieu du trouble de l'époque présente, les immenses domaines des corporations religieuses avaient besoin de défenseurs, c'étaient les avoués. Malheureusement au XII^e siècle, les avoués sont si peu défenseurs de l'Eglise que celle-ci est obligée d'en créer d'autres pour contenir les abus et les exactions des premiers ; les avoués pullulent : avoués inférieurs, avoués supérieurs, sous-avoués enveloppent comme d'un réseau toutes les possessions ecclésiastiques. « *L'epistola Fulcardi abbatís Henrico imperatori* » nous rapporte qu'on en vit jusqu'à sept dans un

(1) Sans compter d'autres nombreux abus : ainsi sous les premiers Capétiens on allait quelquefois jusqu'à mettre à la tête des abbayes pour jouir de leur temporel, des abbés laïques (Luchaire. *Institutions Monarchiques sous les Capétiens*. Tome II. p. 83).

seul village (1); or tous ces gens vivent sur les ressources des couvents et les ruinent ; toutes les chartes de cette époque retentissent de récriminations contre les avoués. Des procès sont engagés bien souvent pour ce motif et le Roi est obligé d'intervenir « *plerumque terrena advocatio ecclesiarum magis fuit oppressio!* » L'avouerie terrestre c'est la ruine des Eglises et on ira jusqu'à comparer les avoués à ces loups ravisseurs qui fondent sur les bergeries (2). M. Flach nous a transmis bien des documents qui nous montrent cette lutte intérieure, c'est l'anarchie qui se déchaîne au sein des couvents ou dans leurs rapports avec leurs soi-disant protecteurs (3).

Rien d'étonnant alors à voir les laïques protester et se révolter, frappés de la discordance qui existait quelquefois entre le caractère sacerdotal et la conduite de beaucoup de ceux qui en étaient revêtus. Rien d'étonnant à voir diminuer tout amour et tout respect pour l'Eglise alors si divisée, de voir à son tour celle-ci déchoir et ses faveurs se restreindre.

Mais après cet exposé général, il faut prendre quelques-uns des privilèges que nous avons étudiés précédemment, constater les abus qui existaient en chacun

(1) *Modo habentur in villas sancti Petri multi advocati.*

(2) Flach, *Origines de l'ancienne France*. Tome I. liv. II. ch. xxv. p. 437.

(3) Voyez les démêlés de l'abbaye de Saint-Amand avec son avoué Anselme de Bourchaing ; l'abbé de Saint-Mihiel est obligé d'adresser aussi une supplique à l'archevêque de Trèves et une autre au Saint-Siège contre ses avoués.

d'eux et voir comment ils furent réformés, et comment ils évoluèrent.

CHAPITRE II

LES DIVERS PRIVILÈGES

§ I. — LES DIMES

Nous avons constaté précédemment les nombreux abus qui existaient dans l'institution de la Dîme au ^{xii}^e siècle. Ives de Chartres a excellemment représenté dans une de ses lettres combien il était surprenant que les Religieux eussent tous les avantages et toutes les douceurs du temporel de l'Eglise en se déchargeant de tout le travail et de toute la fatigue du soin des âmes sur les clercs.

D'autres abus se produisaient : lorsque les évêques appelaient auprès d'eux dans leurs cathédrales des prêtres de la campagne, directeurs d'une paroisse, ceux-ci se faisaient remplacer par des vicaires qui avaient alors droit à une portion de la dîme, mais les curés primitifs et non résidents en percevaient toujours la plus grande partie : la prétention de leurs successeurs qui se donnaient encore le nom de curés primitifs engendra de nombreux conflits sur la quantité de la dîme qui devait rester aux desservants et que l'on appelait « portion

congrue. » Du reste, il en était de même de tous les revenus de l'Eglise : « les seigneurs font élever une chapelle comme aujourd'hui on construit une maison de rapport ou un établissement industriel, ils y placent un desservant qui y touche des émoluments nets et qui doit leur remettre le surplus des produits de l'exploitation : dîmes, droits de sépulture, offrandes volontaires, droits sur les mariages ou les relevailles deviennent des droits fiscaux que les seigneurs achètent, usurpent, vendent, cèdent, inféodent » (1). La dîme est passée par ce fait de l'église paroissiale à l'église seigneuriale, exploitée plutôt que desservie.

Je ne parlerai pas des abus qu'engendrait la dîme au point de vue de la perception et en conséquence de l'antipathie et de la haine que professaient pour elle les populations. Un mot suffit pour rappeler ce point.

Le grand abus ce sont les Dîmes inféodées, ce sont celles tenues par les laïques en fief soit de l'Eglise, soit du Roi, soit de quelque seigneur particulier, dîmes qui deviennent patrimoniales et héréditaires. On les appelle aussi Dîmes laïques et Dîmes militaires parce que, tout à fait à l'origine, elles étaient données à des officiers militaires en récompense de leurs services (2). Dans l'origine, dit Guérard (3), la dîme était un droit purement ecclésiastique, exercé par le clergé seul, mais les seigneurs ayant usurpé ce droit ou l'ayant reçu en fief

(1) Flach. Origines de l'ancienne France, tome I^{er}, liv. II, ch. xvii page 335.

(2) Guyot. Répertoire de Jurisprudence. Article Dîme. page 4.

(3) Guérard. Prolégomènes du Cartulaire de Saint Pierre de Chartres.

donnèrent naissance à ces dîmes inféodées ou seigneuriales c'est-à-dire sorties des mains de l'Eglise et possédées par des laïques. Du reste la chose se renouvela plus tard en plein Moyen-Age et Pierre Damien nous représente « l'étrange calamité de sainte Eglise » et des évêques de son temps qui ne paraissent en public qu'avec une multitude de vassaux et d'officiers armés auxquels ils donnaient en fief les dîmes ecclésiastiques « pour en être assistés dans leurs besoins. » Opprimée pour ses nombreux biens collectifs, l'Eglise voulant avoir des défenseurs transporta partout en Languedoc comme en Bretagne, à des seigneurs puissants et à titre de fief une partie de la dîme : les seigneurs la recevaient en échange de leur service d'ost et de chevauchée et la cédaient souvent eux-mêmes à titre d'arrière-fiefs. Cette inféodation de la dîme quoique déjà très ancienne se fit au XII^e et XIII^e siècles sur une très grande échelle et vraiment on peut dire que fût énorme la masse des dîmes inféodées à cette époque; un abbé de Figeac est cité par le savant M. de Marca comme ayant inféodé soixante églises à un homme de guerre du pays de Rodez (1).

Le concile de Reims en 1148 ordonna aux laïques la restitution des dîmes; et le concile de Latran en 1179 en prohiba l'établissement pour l'avenir. Ces canons ne furent pas observés et Philippe-le-Bel réclama en 1305 du pape Clément un bref de dispense qui confirma alors pour les laïques la faculté de retenir et de vendre les dîmes inféodées.

1) Voyez de Marca. Histoire du Béarn, livre V, ch. III, n° 5.

Il est vrai que les communautés, les églises obtinrent souvent le rachat ou l'abandon d'une grande masse de ces dîmes : le roi lui-même donna l'exemple et renonça à celles qu'il possédait comme propriétaire domanial. En 1229, il sanctionna avec Blanche de Castille au traité de Meaux la disposition par laquelle le légat du Pape stipulait le retour aux églises languedociennes de toutes les dîmes inféodées ; et par une ordonnance de 1270 il reconnût à tous les laïques le droit de restituer à l'Eglise, à titre onéreux ou à titre gratuit et sans avoir à payer aucune indemnité pour abrègement de fief, les dîmes restées entre leurs mains.

Ce fut une des libertés dont put jouir l'Eglise Gallicane que de ne « retenir dismes en fiefs par gens purs laïcs (1). » La dime inféodée eût en France jusqu'en 1789 une importance considérable puisqu'à cette date (1790) son capital égalait encore la somme de cent millions.

La dime était de tous les impôts de l'ancien Régime un des plus mal assis et un de ceux qui donnaient lieu aux plus nombreuses récriminations et aux plus vexatoires contestations ; elle écrasait les petits propriétaires et détruisait l'agriculture. Au reste comme le remarque Henri Martin, à la veille de la Révolution les curés sentaient qu'ils avaient tout à gagner « de l'application de l'idée de justice qui régnait dans les réclamations des Etats de 1789 » ; ils comprirent que c'était l'opulence des prélats qu'on voulait attaquer et à

(1) Pilhou. Libertés de l'Eglise Gallicane, § 74.

cause « de leur antipathie, ils furent les premiers à se désister ».

Disons pour terminer sur ce point que l'abolition de la dime fut décrétée (4 août 1789) sous la condition que désormais l'Etat se chargerait des frais du culte.

§ II. — EMPÊCHEMENTS PARTICULIERS ET IMPOTS

Ce fut également dans la « Direction des Testaments » pour employer une expression de l'auteur des Lois Ecclésiastiques que l'autorité des évêques et des curés commença à être battue en brèche. Là aussi du reste il y avait des abus : l'avidité de quelques clercs était la cause de cette réaction.

Innocent III avait déjà condamné l'avarice des Curés qui contraignaient ceux voulant entrer dans l'ordre de Cîteaux à faire auparavant un testament. Et dans la célèbre conférence de Vincennes dont nous aurons l'occasion de reparler, les gens du Roi se plaignaient de ce que les Juges ecclésiastiques faisaient l'inventaire des biens de ceux qui mouraient intestats, mettaient en leurs pouvoirs tous les pécules de ceux-ci de quelque nature qu'ils fussent et les distribuaient à leur guise. Les avocats du Roi déposaient également d'autres faits : les évêques et les prêtres exigeaient parait-il, de faire eux-mêmes l'inventaire des biens des décédés et n'ajoutaient aucune créance aux testaments reçus par les

notaires publics s'ils n'avaient pas été approuvés auparavant par leurs officiaux. Grâce à la plaidoierie de l'évêque d'Autun et aux raisons qu'il fit valoir pour sauvegarder les droits de l'Eglise, alléguant que celle-ci ne s'occupait des testaments que pour maintenir la liberté de tester et faire acquitter les legs pieux, la solution fut ajournée. Mais la lutte reprit en 1505 lorsqu'on se plaignit au Parlement de Paris de ce que les curés de la capitale différaient d'inhumer les décédés jusqu'à ce qu'on leur eût montré le testament, dès lors le Roi résolut d'agir et des ordonnances royales vinrent peu à peu modifier l'ingérence de l'Eglise sur ce point jusqu'à anéantir tous ses droits.

Alors qu'autrefois les dotations faites à l'Eglise, à un évêque, à un abbé étaient entourées de faveurs, il n'en est plus de même maintenant. Les églises et les monastères qui avaient eu dans les Gaules depuis le célèbre édit de Constantin en l'an 321 et dans la France sous les deux premières races le droit d'acquérir librement à titre gratuit et à titre onéreux, voient soudain entraver leurs facultés. On applique alors à l'Eglise ce principe du Droit féodal déjà depuis si longtemps reconnu : un fief ne peut être aliéné ou abrégé sans l'autorisation du suzerain. Or au onzième siècle, époque à laquelle les donations se multiplient, les seigneurs non contents d'approuver une vente faite à l'Eglise ou une donation opérée en sa faveur, accordent toute autorisation pour les donations à venir. Au treizième siècle, ils ne sont plus aussi prodigues de leurs droits. La vente d'un fief à un ecclésiastique constitue pour le

suzerain une diminution de ses droits et de ses profits, car l'ecclésiastique qui est privilégié va échapper aux obligations qui atteignent les possesseurs de fiefs, et quand la cession est faite à une église ou à un évêque sous le nom d'un saint, personnalité irresponsable et immortelle, le dommage est bien autrement grave puisqu'il est irréparable. — Si dans certaines provinces on alla jusqu'à défendre à l'Eglise toute acquisition terrienne ; si beaucoup d'actes faits en particulier dans le Midi de la France sont conclus à la condition *sine qua non* que la terre ne sera aliénée « ni à un clerc, ni à un moine, ni à un Chevalier du Temple ou de l'Hôpital » on agit parfois par des voies plus douces, par des sortes de compensations. Il y eut ainsi le droit d'Indemnité perçu au profit du seigneur et qui équivalait à deux ou trois années de revenu du nouvel acquêt, c'était la compensation de la redevance qui était acquittée dans le Droit féodal et qui portait le nom de Droit de relief s'il s'agissait d'une hérédité et Droit de Quint quand il y avait aliénation (1).

L'Eglise dût encore par exemple « mettre hors de ses mains dans l'an et jour » — *extra manum ponere* — (2) le bien qui lui avait été donné, elle devait alors aliéner l'immeuble, restant propriétaire de la seule valeur, ou fournir souvent un homme vivant et mourant « sorte

(1) Voyez Dictionnaire des Finances, tome I^{er}, page 499, ce dernier droit était celui de lods et ventes s'il s'agissait de l'aliénation d'une censive.

(2) D'après Beaumanoir le seigneur mettait sous séquestre le bien acquis si l'église ne s'exécutait pas dans l'an et jour.

de vicaire qui prenait la peine de mourir à sa place (1) et au décès duquel elle devait payer un droit au suzerain. Celui-ci, comme on le voit, ne perdait plus désormais à la présence de l'Eglise sur ses terres.

Ainsi la féodalité a-t-elle essayé et réussi à soumettre l'acquisition des terres par un clerc à des conditions qui la rendaient difficile et onéreuse. Notons que l'harmonie régnait si peu dans la société ecclésiastique, l'usage féodal avait tellement pénétré partout que les églises supérieures et suzeraines appliquaient toutes ces règles à leurs églises vassales.

Du reste par la suite les choses se simplifièrent et on substitua à l'obligation de vendre le bien donné dans l'an et jour ou à celle de constituer un homme vivant et mourant le devoir pour l'Eglise de payer une certaine finance lors de l'acquisition d'un bien « pour quoy fust trouvé l'amortissement, pour ce que les gens d'Eglise acheptent vallentiers et jamais ne vendent riens. » Amortissement dit encore un auteur du ^{xv}^e siècle membre de la Chambre des Comptes « est congié et octroy que fait hault justice à personnes ou gens d'Eglise, communautés ou aultres main mortes de tenir aulcun héritage en leurs mains à perpétuité, sans ce que par icelluy hault justicier ou aultre ayant cause de luy ils peussent dorénavant estre constrains à les metre hors de leurs dites mains. » En somme, l'amortissement était le dédommagement de la perte que souffraient l'Etat et le public par la sortie de ces biens du

(1) Viollet. Institutions de la France, tome II, livre IV, ch. II.

commerce (1); l'autorisation du seigneur ainsi rendue nécessaire avait désormais une raison toute fiscale.

La conséquence naturelle qui se dégagait de la nécessité d'obtenir l'autorisation du suzerain direct fut qu'il fallut la demander à tous ceux que la hiérarchie plaçait au-dessus de celui-ci. Cela n'eut pas d'inconvénients dans les premiers temps où cette hiérarchie est mal définie, mais lorsque le pouvoir monarchique devint prépondérant, le roi, souverain fiefieux, donna à entendre que tous les amortissements devaient remonter jusqu'à lui (2) et dans l'ordonnance de Philippe le Hardi on reconnut qu'il y avait là un droit essentiellement royal « salvo jure nostro »; on y fixa pour la première fois d'une manière uniforme le taux de l'amortissement, et, en 1320, sous les règnes de Philippe le Bel et de Philippe le Long, il fut créé des officiers spéciaux chargés de faire des recherches sur les acquisitions faites par les évêques, les moines et les clercs. Une ordonnance de Charles le Bel, en 1326, en statuant à cet égard, dit que le roi a suivi en cela les traces de ses prédécesseurs, et surtout celles de saint Louis, son ancêtre (3).

Au XIV^e siècle, le droit d'amortissement appartient au roi seul, comme souverain fiefieux.

On voit que l'Eglise loin d'être exempte d'impôts,

(1) Bosquet. Dictionnaire des Domaines.

(2) Voyez arrêt du Parlement de Paris, de 1269, qui statue que lorsqu'un feudataire place un fief en mainmorte sans l'assentiment du roi, il encourt la peine de la commise.

(3) Et maxime beatissimi Ludovici proavi nostri inherendo vestigiis providere volentes.

comme nous l'avons constaté à une époque précédente, en avait à supporter au contraire de spéciaux à raison même de son caractère propre. Mais le clerc, à la date où nous nous plaçons maintenant, n'a pas à acquitter le seul droit d'amortissement; « l'histoire de l'Eglise et du clergé envisagée au point de vue de l'impôt, dit M. Viollet, est celle d'un long combat, ou mieux d'une longue et irrémédiable défaite : la quasi immunité de l'Eglise en face de l'impôt royal persistera en principe jusqu'à la fin de l'ancien régime, mais en fait disparaîtra; il y a plus, l'Eglise ici trouvera non pas un maître mais deux qui exigeront son concours pécuniaire : le Pape et le Roi (1). — Le sujet que nous avons voulu particulièrement traiter ici ne comporte pas une étude historique détaillée des impôts ecclésiastiques; il nous suffira d'en dire quelques mots. Ce fut la participation de la royauté aux croisades qui fournit à l'administration royale l'occasion de frapper le clergé. En 1188, sous le règne de Philippe-Auguste, nous voyons s'établir les Dîmes Saladines sur les biens du clergé — *de omnibus mabilibus suis et redivibus suis*. — Rigord dit que l'on convoqua une assemblée générale à Paris où se trouvèrent les archevêques, évêques, abbés et barons, et on imposa aux clercs et aux laïques une dime de leurs meubles et de leurs revenus : au reste, ses caractères étaient bien déterminés : *es tantum anno, cum assensu cleri, propter in tantum necessitatem*; la suite des faits fit voir les changements qui se

(1) Viollet. Institutions de la France, I^{re} partie, liv. IV, ch. II, p. 401.

produisirent dans ces caractères si bien spécialisés au début, et montra que l'objet des décimes fut bien plus souvent pratique que théorique : il arriva en fait que les sommes perçues par le roi furent employées à des usages bien divers.

La dime saladine ne fut qu'un précédent, et M. Gerbeaux, dans un savant livre (1), nous montre que de 1188 à 1294, l'Eglise paya au Roi neuf décimes successifs ; un quarantième en 1199 et trois vingtièmes furent en outre perçus sur les clercs au profit du Pape. Les décimes ecclésiastiques rapportaient des sommes considérables au trésor royal, mais il est difficile d'arriver sur ce point à une évaluation certaine (2) ; d'après M. Charles Langlois (3), on évaluait à 182,552 livres le produit de la première année de la décime de 1274 (4).

La conquête de Constantinople et la réunion de l'Eglise grecque furent l'occasion d'un nouveau secours et le clergé consentit encore à la moitié d'un décime : il en fut ainsi de suite, de sorte que les décimes des revenus ecclésiastiques payés par les clercs se convertirent en subsides libres pour la défense de l'Etat et pour celle de l'Eglise dont les rois assumaient la charge.

Sous Philippe le Bel il semble que les décimes aient été à peu près annuels : il est vrai qu'à cette date les

(1) Les Décimes ecclésiastiques au XIII^e siècle.

(2) Boutaric estime un décime à la valeur de 250,000 livres ; Wuitry à 525,000 livres les décimes perçus sous saint Louis.

(3) Dans son livre sur Philippe III.

(4) Voyez Wuitry. Etudes sur le Régime financier de la France, 1^{er}, p. 404, et d'Héricourt. Lois ecclés., H, 262.

besoins de la royauté sont de plus en plus étendus ; le domaine royal s'augmente, ce qui nécessite de plus grands frais (1) ; la guerre, au lieu de se faire de château à château s'opère dans des contrées souvent très éloignées, il faut solder des troupes, enrôler des mercenaires ; enfin le luxe a pénétré par suite des progrès de l'industrie et du commerce, et le roi dans sa cour est contraint à de nombreuses dépenses. « Je suis dans la détresse, écrivait Philippe à telle abbaye, à tel évêché, donnez-moi quelque secours ! » Sans cesse le monarque eut recours à ces prêts volontaires ou forcés que faisaient au trésor royal les communautés et les monastères (2).

Tout cela ne va pas sans les protestations de l'Eglise, d'autant plus que ces levées sont faites bien souvent arbitrairement, sans taux fixe : Philippe le Bel impose d'autorité et confisque le temporel de ceux qui refusent d'accéder à ses désirs, ainsi sont spoliés les temporels de l'archevêché de Tours en 1305, et des archevêchés d'Albi et de Sens un peu plus tard. Des évêques s'élèvent violemment contre ces prétentions royales : témoin Guillaume d'Angers qui blâme les gens d'Eglise « devenus, dit-il, timides comme des lièvres et niais comme des moutons plutôt que de défendre virilement les libertés ecclésiastiques. » M. Prost, dans ses *Mélanges*

(1) Voyez à ce sujet un article de M. Bourgain. *Rev. des Questions historiques*, 1890, tome XLVIII, p. 70.

(2) De là vient l'usage pour le roi de se faire avancer de l'argent par les Templiers qui commençaient à détenir entre leurs mains une grande partie des capitaux de l'Europe.

historiques (1), nous montre les exactions sans nombre commises par le pouvoir royal lors de la perception de ces décimes, « faites avec des bandes armées qui envahissaient les abbayes, les maisons des chanoines, les demeures des ecclésiastiques. » Les églises et les gens d'Eglise, ajoute l'évêque d'Angers, sont tondus jusqu'au vif de la chair : *excoriatæ et depilatæ* (2).

Le désaccord est profond et général; bon nombre de conciles réclament l'exemption de toutes ces charges. C'est d'abord le concile de Latran en 1179 sous Alexandre III qui décide que l'évêque jugera lui-même avec son clergé s'il est utile et nécessaire de contribuer de ses biens aux besoins publics; puis c'est celui de Toulouse tenu en 1229 qui permet de soumettre à la taille les biens héréditaires des clercs s'ils sont mariés ou marchands et seulement dans ces cas, « *nisi sint mercatores vel uxorati* » : enfin le concile de Latran de 1215 décide que le clergé ne pourra désormais contribuer aux dépenses communes que volontairement et avec l'assentiment du Pape, « qu'au surplus les laïques sachent, ajoute-t-il, que si lorsque leurs facultés manquent, l'Eglise daigne y suppléer par ses subsides ils doivent lui en savoir beaucoup de gré et recevoir les secours avec dévotion et avec une grande humi-

(1) Documents inédits de l'Histoire de France.

(2) *Quis posset lacrymas continere, videns sarcinas et tronsellos ac involucria pannorum, vestimentorum, linteorum, coopertiorum et aliorum utensilium que penas miseras personas ecclesiasticas non habentes quod solvant, rapiunt et per civitatis et oppida deferri faciunt cum summariis et quadrigis.*

lité (1). « Mais bientôt le pape ne défend que faiblement les églises contre les demandes de décimes sans cesse renouvelées ; bien plus il en impose lui-même pour son propre compte. Personne n'ignore que la célèbre bulle de Boniface VIII « clericis laicos » fut provoquée par la levée de deux décimes imposés au clergé de France en 1295. Loin de restreindre les obligations des cleres, le pouvoir royal alla plus loin, François I^{er} et Henri II obtinrent du Pape Léon X et de ses successeurs un octroi de nouveaux décimes. Enfin à partir du contrat de Poissy (1561) le clergé contribue aux charges publiques au moyen de *dons gratuits* dont le chiffre est fixé entre le clergé et le roi, d'abord de dix ans en dix ans, puis de six ans en six ans ; ce contrat destiné à remplacer les décimes autrefois irrégulièrement perçus s'appelait Contrat des Décimes.

Je me borne à signaler enfin le Droit de garde universelle, les Annates qui, elles aussi, constituaient un véritable impôt perçu à intervalles réguliers sur les biens du clergé. Quant aux religieux, ils étaient frappés de Mort Civile (2).

Enfin il y avait le Droit de Régale en vertu duquel le roi jouissait tant des fruits temporels des évêchés qui venaient à vaquer, que de la collation des bénéfices que l'évêque aurait eû le droit de conférer si le siège avait été occupé. On en a vu l'origine dans le testament de Philippe Auguste de 1190. Sans doute la Régale n'était pas

(1) Guyot Répertoire, article décimes tome V. p. 267.

(2) Voyez le gros traité de la Mort Civile par Richer.

récente à cette date et Hinemar mentionne déjà la main mise par Carloman sur l'évêché de Reims à la mort d'un titulaire, sans doute le roi quelquefois renonce à son droit comme Louis-le-Gros en 1121 renonce à la possession de l'évêché de Laon, mais en général l'extension et l'application du Droit royal : voilà le fait commun qui dérive de la notion nouvelle du Droit de Garde. A titre de fondateurs et de gardiens, les rois et les princes perçoivent les revenus pendant la vacance; l'évêque de Nantes s'exprime ainsi en 1269, « ay fait le serment de fidélité et subjection, à M. Jehan duc de Bretagne, à cause du temporel et régale de ladite Eglise de Nantes et comme fondateur et garde d'icelle »; la même idée est exprimée dans une autre langue en 1299 : *ratione gardæ debentur regalia*. — L'Eglise souffrit beaucoup de la Régale car les officiers royaux ne se contentaient pas de percevoir le revenu de l'évêché vacant, ils pillaient et dévastaient. Régaler, dit M. Viollet, c'était faire acte de brigandage et Jean Juvénal des Ursins dans une épître au chancelier du roi s'exprimait ainsi : « Durant la régale, on y régala si bien qu'ils ne laissèrent en l'ostel de Beauvois estant en la ville meubles quelconques et non mie les voirreries. »

En définitive, comme le dit M. Esmein, le principe se dégagait que les possessions ecclésiastiques, alors même qu'elles ne supportaient pas de charges exceptionnelles, étaient soumises comme les autres terres du royaume à la puissance royale, cela devait conduire à les soumettre à l'impôt commun à tous les habitants et à tous les citoyens.

Telle est la revanche du pouvoir civil sur le pouvoir ecclésiastique. Au reste ces réformes si arbitraires qu'elles paraissent être à beaucoup de gens, étaient jugées par quelques esprits même à cette date comme trop mesquines et trop restreintes ; au XII^e siècle Arnould de Brescia soutient que le clergé ne doit avoir en sa possession aucune propriété terrienne. Tous ces biens appartiennent au prince et celui-ci ne peut les donner qu'à des laïques ; plus tard Wiclef au XIV^e siècle enseigna la même doctrine et Jean Huss au XV^e déclara que les prêtres et les lévites ne devaient point avoir de dotation temporelle : quiconque enseigne le contraire est hérétique, déclarait-il.

§ III. — CORVÉES ET SERVICE MILITAIRE

4^o Le clerc n'est plus exempt des corvées comme jadis, ou s'il est exempt « des corvées de son corps, dit de Laurière, il faut qu'il dédommage le seigneur et qu'il subroge à sa place une personne pour les faire » ce qui est bien expliqué par l'article 7 de la coutume du Châtelet. La coutume de Nivernois porte aussi en termes exprès « quant aux corvées, a le seigneur son recours pour ses intérêts à l'encontre desdites gens de condition clercs ou prêtres ». Le clerc n'est donc pas tenu de travailler en personne, mais il est obligé de remplacer ce service personnel par la prestation de quelques deniers ou d'un autre homme. Quant aux corvées réelles atta-

chées à la glèbe nul n'en est exempt « ni les clercs, ni les forains pas même les nobles (1). »

2° On conçoit qu'en présence des luttes perpétuelles qu'avait à soutenir la royauté contre les seigneurs voisins ou contre l'étranger, elle n'hésita pas à taxer lourdement à l'intérieur du pays ceux qui par leurs domaines et leurs hommes pouvaient lui offrir les plus grosses ressources, aussi ne faut-il pas nous étonner de voir le clergé contribuer aux dépenses de la guerre par ses subsides et par sa présence même dans les rangs des combattants. Il est vrai que Philippe Auguste ayant le premier soudoyé des troupes destinées à être entretenues toujours sur pied, le clergé se trouva déchargé du service militaire personnel. Il fit même alors plusieurs tentatives pour changer le caractère de cette obligation au service de chevauchée : de ce service public il voulait faire un service gracieux, c'est ce que nous montre en particulier un procès dont M. Prou a fait l'historique et qui éclata entre le prévôt de Chateaudun et les religieux du prieuré de Saint-Martin au Val près de Marmoutiers (2).

Il y eut néanmoins plusieurs occasions où l'on exigea des clercs au moins la reconnaissance de leur obligation.

(1) On ne reconnaît plus comme fondée la prétention qu'avait émise jadis le clergé sur un point discuté celui de savoir qui pouvait exiger la corvée, alors que la possession fut-elle immémoriale était reconnue comme insuffisante pour donner au seigneur le droit de contraindre les corvéables, les clercs déclaraient qu'ils pouvaient exiger la corvée en vertu de la possession affirmant que leur vertu les mettait à l'abri de tout soupçon de violence.

(2) Article Prou, Recueil des Historiens de France, XIV, p. 240.

Il y eut mieux et même des convocations du ban et de l'arrière-ban furent faites en 1303 ; Dupuy dans son Histoire des Démêlés de Boniface et de Philippe le Bel nous raconte que ce roi « exigea le service militaire de tous les archevêques, évêques, abbés et autres prélats, doyens, chapitres, collèges et toutes autres manières de personnes d'église, religieux et séculiers, exempts et non exempts durant quatre mois. »

Que le roi fut présent, ou qu'il fut absent, les évêques et les abbés étaient obligés au service militaire personnel, ils devaient en outre équiper leurs vassaux, les conduire aux camps et les entretenir tout le temps que durait l'expédition militaire. Il y avait là un lourd devoir et peu de subsides n'est comparable à la charge de cette obligation. La chose du reste se renouvela et en 1556 le roi faisait une convocation générale n'exemptant que ces seuls commeneaux, il ordonnait que tous les autres « exempts et non exempts, privilégiés et non privilégiés reçussent la semonce ; ils devaient servir en personne ou bailler argent pour contribuer au service. »

Par la suite, il y eut de nombreuses alternatives : Henri III, en 1574, dit bien que le clergé ne devra payer « n'y contribuer aucun solde de garde, guets et sentinelle, n'y y aller » mais l'on vit cependant encore au XVII^e siècle, des membres éminents du clergé recevoir des convocations pour le ban et l'arrière-ban.

§ IV. — DROIT D'ASILE

Le privilège que possédait l'évêque en vertu du Droit d'asile appartenant aux églises, ne reçut pas moins d'atteintes que les précédents. Il faut dire du reste, qu'il engendrait alors de très nombreux abus.

Tout d'abord au point de vue des clercs, il arrivait bien souvent en pratique, que les juges d'Eglise essayaient de favoriser la fuite de ceux qu'ils avaient dégradé pour un crime grave : le Roi et les barons demandèrent en 1203, non pas que l'Eglise mit les clercs dégradés entre les mains des agents de la justice laïque, mais qu'au moins elle ne les abritât point dans les lieux consacrés où les sergents de la cour royale ou de la cour seigneuriale ne pouvaient les appréhender.

Ce n'était plus pour les laïques malheureux qui s'y réfugiaient, l'intérieur seul de l'église qui les protégeait, mais un grand espace autour d'elle, puis ce fut le cimetière, etc. : cette prérogative de l'asile, fut même attribuée aux croix des chemins « coustume est en moult de lix c'on fet crois de pierre ou de fust esquarterours des quemins ou en austres lix, hors de saincts lix qui sont dédié (1). » Une simple croix trouvée sur la route assurait donc au criminel, grâce de la vie et des membres : « si quis ad aliquam cruce[m] in via... confu-

(1) Beaumanoir, Coutumes du Beauvoisis, l. XXV, § 24, p. 370.

gerit... vel innocens liberetur (1). » Bien plus, les maisons des évêques, des chanoines, regurent aussi le Droit de refuge ; enfin on l'attacha à la personne même de l'évêque : son droit d'intercession se changeait en un droit de grâce, et l'on en donnait cette raison que l'on ne devait pas une moindre autorité et une moindre immunité aux pierres vivantes de l'Eglise qu'aux pierres mortes de l'édifice, car « ubi est Episcopus cum populo fidelium congregatus, ibi est Ecclesia. »

Il y avait là, en réalité, des exagérations, et on était loin du temps primitif, où pour être sûr d'être préservé, le malheureux criminel ne se rapprochait jamais assez de l'autel, « en baisant les marches ou en serrant la nappe. »

Mais l'abus était encore plus redoutable à un autre point de vue : le synode de Cologne en 1280 constate lui-même que des criminels assassinent dans les églises et les cimetières, dans l'espérance de l'impunité, et déclare que le droit d'asile doit recevoir des restrictions spéciales « que les canons n'ont pas prévues. » « Neporquant tex crois ne garantissent pas les malfeteurs, tant soit-il ainsi qu'il y vissent en intention d'avoir garant de lor meffect car se tex crois pooient garantir les malfeteurs, li murdrier et li robeor des quemins et li meslieu araient trop grant marcié de lor meffect et en pourraient mouet de mal estre apensement (2). » Ce qui était ainsi dit des croix des chemins,

(1) Concile de Clermont.

(2) Beaumanoir. Coutumes du Beauvoisis. ch. XXV, p. 370, § 24, et il ajoute : et se tex crolx portaient garant, ausi bien por-

s'appliquait aux églises « *Ecclesia Dei non debet esse spelunca latronum* » : en 1504, le pape Jules II mande que ceux qui sont « atteints de crime de lèse-Majesté », homicide ou vol, soient retirés de force des églises où ils se seraient réfugiés; plus tard même, on proscrivit du Droit d'asile les assassins prémédités que nous appelons de guet-à-pens (1). « Item ne doivent encore pas jouir ceux qui sous ombre de refuge d'Eglise espient et aguettent les ennemis si près de l'Eglise, et là, leur font injure grande ou petite, et puis pour toute de justice, s'en fuient et tournent incontinent au refuge de l'Eglise : sachez que tel n'en doit jouir (2)! »

Le Droit d'asile diminuait donc d'application; au reste quelle devait être son utilité à l'égard de gens enclins au vice et auxquels un délai quelconque pour s'amender pouvait être jugé d'avance totalement inutile ?

Enfin, d'autre part, nombreuses étaient à cette date les violations de l'asile : les conciles réclament (3), les rois interviennent tout d'abord en faveur de l'Eglise et lui assurent le respect de ses droits; la protection des saints lieux passe en formule dans les ordonnances, toutefois on avait soin d'y ajouter quelques restrictions

roit porter garant une crois que aucun porteroit sor li : toutefois il faut faire attention dans ce cas que un homme porte une crois pour lui : tout li seigneur doivent moult prendre garde que li pélerin ne soient pris por petite occasion, car c'est max de destorber ceus qui sont en voie de bien fere.

(1) Thomassin, *Discipl. de l'Eglise*.

(2) Bouteiller. *Somme rurale*, livre II, titre ix, p. 737.

(3) Conciles de Ruffec et de Montpellier, 1258; de Saint-Quentin, 1271.

« nisi casibus in jure pessimis » (1). Mais bientôt les faits se succèdent rapidement, les violations sont de plus en plus nombreuses, elles occasionnent des luttes et des combats (2) : en définitive on en était venu à défendre plus le privilège que le privilégié : l'idée chrétienne de l'asile, celle d'amender le coupable s'était effacée, il n'en restait que la forme, « c'est-à-dire ce que le Christianisme avait reçus des temples païens (3). » Aussi ne faut-il pas nous étonner de voir tomber dans la plus complète désuétude le Droit d'asile par l'effet de la violation et des abus dont il était l'objet : et en 1539, François I^{er} déclara dans une ordonnance que toutes personnes contre lesquelles « il y aura prise de corps décernée sur les informations faites sur le cas dont elles seront chargées et accusées se pourront quand ainsi sera ordonné par le juge prendre en franchise et en lieux saints et sacrés, sauf à les réintégrer s'il y eschet »

(1) Cela visait particulièrement les faux monnayeurs

(2) Telle la violation de l'Eglise Saint-Merry à Paris qui fut la cause de l'émeute dirigée par Etienne Marcel.

(3) Wallon. Le Droit d'asile, p. 83.

CHAPITRE III

LE PRIVILÈGE DE JURIDICTION

L'important privilège sur lequel nous avons particulièrement insisté dans notre deuxième partie a été le Privilège de Clergie proprement dit c'est-à-dire le « Privilegium fori. » Nous en avons vu les progrès successifs et la portée si étendue au seuil du XIII^e siècle : malheureusement pour l'Eglise il en fût de lui comme des autres faveurs que le clerc possédait : des abus si nombreux s'y introduisirent qu'ils le sapèrent jusque dans la base et le firent s'écrouler complètement

Toutefois, il y eut deux causes particulières qu'il est bon de mettre en relief tout d'abord par suite de leurs importantes conséquences : ce fait tout d'abord que les justiciables de l'Eglise sont de plus en plus nombreux : on fraude, on usurpe le titre de clerc pour jouir du privilège qui est attaché à cette qualité. Ce second fait ensuite que la seule sanction de l'Eglise était toute morale, l'excommunication avait été jusqu'alors respectée : aujourd'hui, il n'en est plus de même et la justice de l'Eglise restant veuve de sanction efficace n'est plus crainte et n'a plus d'effet ; les clercs vont souvent préférer se porter devant les tribunaux laïques, renonçant ainsi volontairement à leur privilège pour

bénéficier d'un jugement sanctionné plus énergiquement.

Nous ajouterons quelques mots sur les abus que créait la situation des monastères exempts et les réformes qui en découlèrent.

§ I. — USURPATION DU PRIVILÈGE

Nous avons vu que les clercs étaient soustraits presque entièrement à la Juridiction des Seigneurs aussi bien qu'à celle du Roi, et ne relevaient que des officialités ; les officiers de la justice laïque qui mettaient un clerc en état d'arrestation n'étaient, comme dit Beaumanoir, que « comme des sergents de la Sainte Eglise et devaient le restituer. »

La Juridiction ecclésiastique, nous l'avons montré précédemment, était très recherchée : « nombreux sont les avantages que l'on s'assure devant ce tribunal, » disait un faux clerc à un détenu auquel il conseillait la supercherie qui lui avait si bien réussi ; et il lui fallait valoir que les officialités ne condamnaient jamais à la peine de mort, qu'on finissait toujours par sortir de prison, soit par suite d'une longue détention, soit par la grâce d'un nouvel avènement d'un archevêque ou de quelque grand seigneur.

Rien d'étonnant alors que les malfaiteurs laïques ne tâchassent de se faire passer pour clercs et de bénéficier

ainsi du Privilège de Clergie. La chose était d'autant plus simple que le nombre des vrais clercs était considérable : comme il y en avait de plusieurs ordres et que le mariage leur était permis dans les ordres inférieurs, on en rencontrait partout, dans toutes les situations et dans tous les emplois de la vie civile et religieuse (1) : or, quoique dispensés de la tonsure et de l'habit clérical ils n'étaient pas exclus pour cela de la jouissance du Privilège de Clergie, du moins s'ils étaient mariés « cum unica et virgine. » Sans doute « il n'assiert pas à clerc qu'il veste robe roïe, ne qu'il soit sans couronne aparant de clerc, neporquant, s'il n'est ainsi, ne renonce-il pas au Privilège de clerc » dit Beaumanoir (2). (3)

Les fraudes dans ces conditions étaient bien faciles. Beaucoup sont surpris « en abit de clercs, si comme larron ou murdrier ou aultre malvese gent, si ce font fere couronne de clerc les uns as autres ou à leur barbier auquel il font entendre qu'il sont clercs (4). » Il y eût mieux et des personnes arrêtées en habits laïques se font tonsurer en prison par un barbier, revêtent en

[1] Tanon. Histoire des Justices en France, ch. VII, § 4, p. 103.

[2] Beaumanoir. Coutumes du Beauvoisis, ch. XI, § 43, p. 171

[3] Quelques auteurs ajoutent que, d'autre part, les laïques se confondaient volontiers avec les clercs, l'Eglise conseillant aux premiers de se faire tonsurer : le concile de Rouen de 1096 dit : *nu lus homo comam nutriat sed sit tonsus sicut decet christianum* : si beaucoup ne voient là que l'obligation d'avoir les cheveux tondus, d'autres y trouvent le conseil de se faire tonsurer s'appuyant de plus sur les paroles d'Eadmer au concile de Londres en 1102 qui conseille la tonsure aux laïques comme un acte de modestie. Le sens du texte est donc interprété différemment : il était bon de le signaler.

[4] Beaumanoir. Coutumes du Beauvoisis, ch. XI, § 43, p. 173.

cache l'habit clérical et obtiennent ensuite d'être réclamés par l'official. En 1302, des laïques attaquent l'abbaye de Tours, la célèbre abbaye de Saint-Martin, les coupables se font clercs et sont réclamés même par l'official de cette ville; en 1321 à Angoulême des individus arrêtés pour vol se revêtent en prison de l'habit clérical que leurs amis leur avaient fait passer et sont ainsi remis à l'évêque (1). Le registre criminel du Châtelet de Paris nous dit que ces malfaiteurs s'initiaient aux détails du cérémonial de l'Eglise « c'est ainsi que l'un d'eux assure qu'on lui a fait apprendre les Sept Psaumes et réciter sa patenôtre tellement quellement; » un autre se souvient qu'il a dit tel hymne que le clerc récitait lors de son ordination: malgré leur ignorance qui découvrait la plupart du temps leur supercherie et qui était telle « que l'accusé était obligé d'avouer qu'il ne cognoissait lettre aucune ou qu'il donnait sur la cérémonie de son ordination des détails d'une invraisemblance manifeste (2) » les prélats s'adjugeaient souvent la connaissance de leurs méfaits, car dans tous ces cas, ils étaient compétents; c'était toute justice: la présomption était pour eux; si l'accusé portait les marques extérieures de l'état clérical par exemple la tonsure, la Juridiction ecclésiastique se déclarait prête à éclaircir la situation juridique du coupable arrêté: « et s'il trievent qu'il soit clerc, ils le doivent justicier selon la forme

(1) Esmein. Histoire de la Procédure criminelle, 1^{re} p. ch. I, p. 18.

(2) Voyez d'autres exemples cités par M. Esmein. Histoire de la Procédure criminelle, 1^{re} p., ch. I, p. 18.

de sainte Eglise : c'est à scavoir en prison perpétuel ; et s'ils sont trouvé lai, par lors reconnaissance ou par aucune austre manière chertaine, sainte Eglise les doit pas rendre à la laie justice, s'ils furent pris por cas de crieme (1). » Au reste, la chose n'était pas cachée et Ives de Chartres dans une lettre marquant l'étendue de la Juridiction ecclésiastique déclare que tous les faux prédicateurs, les faux moines, les faux cleres, les fornicateurs, les adultères, les usuriers et les autres qui péchent contre le Christianisme doivent être par nous (les prélats) corrigés, c'est l'ancienne et inviolable coutume non seulement de l'Eglise de Chartres, mais de toutes les églises du Royaume, et, ajoute-t-il, nous sommes prêts à le prouver par jugement canonique.

D'autres abus émanaient à leur tour des vrais cleres, en ce sens que certains d'entre eux qui revendiquaient la jouissance du Privilège de clergie n'y avaient plus droit en bonne et saine raison d'après le genre de vie qu'ils menaient. Les cleres en effet ont envahi toutes les professions et le caractère sacré qu'ils revêtent ne les a pas éloignés des plus vulgaires métiers « jusque-là que le Concile de Vienne, dit Fleury (2) se crût obligé de leur défendre de devenir bouchers et de tenir des cabarets, et auparavant on leur avait défendu d'être jongleurs et bouffons de profession. »

Philippe-le-Bel se plaint amèrement à plusieurs reprises de la protection qu'accorde l'Eglise à ceux de

(1) Beaumanoir. Coutumes de Beauvoisis, ch. XI, § 45, p. 174.

(2) Fleury. Septième discours sur l'Histoire Ecclésiastique, p. 290.

ses fils qui se livrent au négoce ; les papes veulent exclure, sur la protestation royale, les clercs « tenant fief » de la jouissance de leurs immunités, ainsi que ceux qui se livrent à des « *negocia turpia* » (1) tels que les métiers de cabaretiers, portefaix, usuriers, etc. Mais les évêques ne se montraient guère dociles aux directions pontificales. Aussi les Rois tentèrent-ils de réagir fortement contre une telle situation, ils montrèrent aux prélats les marchands italiens et même ceux du royaume prenant par fraude les insignes de la cléricature « *quantum cumque clamet et deploret sua incommoda noster fiscus !* »

Une réaction tenta de se produire, malheureusement elle fut à peu près sans effets, tant étaient profondément enracinés les abus que nous venons de signaler. Tout d'abord sur le déclin du XIII^e siècle, une jurisprudence constante s'établit sur une lettre adressée par le prévôt au chancelier du grand conseil et qui décidait « qu'un homme naist pur lay, et qu'il doit estre tenuz et réputé toute savie pour tel s'il ne appert de lettre de tonsure, ou qu'il sache lire ou escrire. » C'était la règle de Bouteiller « item doit scavoir que s'il advient que aucun clerc soit pris par Juge lay, et durant icelle prison par cautelle il change ou müe son habit et tonsure, le Juge lay si tost qu'il aperçoit telle cautelle le peut et doit faire mettre hors tel habit et tonsure et tel en semblable habit qu'il le prit et le trova (2). » —

(1) Expressions d'Honorius III dans sa défense aux évêques de la province de Sens.

(2) Bouteiller, Somme Rurale. Livre II. t. VII. p. 715.

Puis défense absolue fût faite aux cleres de se livrer à un négoce quelconque : « item doist seavoir si clere se vist comme goliard, ribaut, coquin, bordelier, ménestrel de bouches ou austres instruments par tavernes et cabarets il n'est digne de jouir de privilège de tonsure ; » on allait même plus loin, et « s'ils s'entremettent de choses et besognes séculières, comme d'estre Procureur devant Juge lay sachez que si de leur prélat ils en sont admonestés par trois fois et par trois monitions, ils ne s'en cessent, ils doivent perdre privilège de tonsure, s'ils font ce, ils sont excommuniés et doivent perdre bénéfice de clergie (1). » Le Concile de Noyon, celui de Nîmes déclarent aux cleres mariés que pour jouir du privilège ils doivent porter l'habit et la tonsure, n'être point bigames et s'abstenir de métiers vils ; le Concile de Pont-Audemer en 1267 punit leur désobéissance en les abandonnant aux seigneurs temporels qui pourront exiger d'eux toutes les charges qu'ils réclament des laïques. Les bulles des Papes se succèdent alors fréquemment tendant toutes à s'opposer au débordement d'avarice et de dérèglement qui envahissait l'Eglise ; le principe qu'elles veulent en particulier faire prévaloir, c'est que l'Eglise doit désormais s'abstenir de défendre les cleres qu'elle considère comme indignes de participer au privilège de clergie, par exemple les cleres « bigami et negotiatores. » — En 1273 c'est Grégoire X qui invite Philippe le Hardi à

(1) Bouteiller. Somme Rurale, Livre II, t. VII, c'était la traduction du Concile de Vienne.

considérer comme de purs laïques les cleres « uxorati » et qui déclare privés du *privilegium fori* les cleres « tam bigami quam monogami » qui ont accepté des fonctions de maire ou d'échevin, de bailli ou de vicomte, etc. (1) » En 1260 c'est une bulle du pape Alexandre IV qui accorde à saint Louis le privilège de n'être pas excommunié s'il faisait arrêter et traduire devant la justice laïque des cleres mariés ou accusés d'homicide ou autre crime énorme par la clameur publique : *diffamato publice* (2).

Tous ces remèdes furent insuffisants.

§ II. — DISCRÉDIT DE L'EXCOMMUNICATION

Un autre très grave défaut qui amena la chute de la Juridiction ecclésiastique fut le discrédit dans lequel tomba la sanction à peu près unique dont pouvait disposer cette dernière, c'est-à-dire l'Excommunication.

C'est qu'aussi on en avait grandement abusé.

L'excommunication était sans doute toujours utile, aussi bien pour punir les coupables qui l'avaient encouru, que pour intimider ceux qui se sentaient portés à les imiter. Mais à l'époque où nous parvenons, ce double bénéfice n'existe plus. L'excommunication

(1) S'il s'entremettait de choses layes comme d'un office lay, doivent être par le Juge lay à ce contraint et mêmes comme lays taillés à taille (Bouteiller).

(2) Fournier, *Officialités au Moyen-Age* 2^e p. ch. 1^{er}, p. 67.

était lancée sans cesse non seulement comme punition de faits irreligieux accomplis en contravention flagrante avec la loi de l'Eglise, mais aussi comme sanction de la violation des moindres lois civiles et politiques.

Ce n'était pas seulement dans son application mais dans ses effets démesurément étendus que l'excommunication était exagérée. La loi de l'Eglise déclarait l'excommunié exclu du commerce de tout autre chrétien et quiconque enfreignait cette loi était lui-même excommunié à son tour (1). »

L'excommunication en s'étendant ainsi, en se répétant d'autre part en maintes circonstances, perdait de son efficacité.

Comme le remarque Pierre Damien dans une lettre au Souverain Pontife, toutes les décrétales prononçaient la peine d'anathème contre ceux qui y désobéissaient. « C'était tendre des pièges à ceux qui croyaient marcher en sûreté, » et on commençait à considérer qu'il valait peut-être mieux s'adresser maintenant au tribunal séculier où l'on privait le coupable de sa liberté « plutôt que d'être séparé de Dieu pour la moindre faute (2). » En fait, les nombreuses personnes excommuniées par les sentences ecclésiastiques mouraient le plus souvent sans se faire absoudre et conséquemment sans exécuter les jugements rendus contre elles.

(1) D'où il résulte, écrit Abbon, qu'il était presque impossible de trouver un homme qui ne fût pas excommunié : car qui ne s'est assis à la même table qu'un excommunié ? qui ne lui a donné le baiser de paix !

(2) Fleury, *Hist. Ecclésiastique*, t. XIII, liv. LXXV, p. 316.

Du reste, on conçoit qu'en présence de si étranges excès, le pouvoir civil lui-même, loin de prêter son appui et sa force à l'Eglise pour faire respecter sa loi et exécuter sa sanction comme avait fait le roi carolingien, ait commencé au contraire à protester contre de tels abus ; mais il proteste pour ainsi dire d'abord d'une manière négative. Le roi ne tiendra pas compte de l'anathème qui est porté quelquefois contre lui, ou plus souvent contre tel ou tel de ses sujets, « bien plus, l'examen des causes de l'excommunication pourra conduire le pouvoir civil à intervenir non pas contre l'excommunié, mais bien contre l'excommunication et en vue d'obliger à la lever (1). L'attitude de Saint Louis, lui-même, d'après Joinville (2), fut conforme à cette idée (3).

L'exemple de la résistance donné si haut fut copié par tous les grands seigneurs, « et le peuple d'un autre côté qu'exaspéraient des anathèmes abusifs, sans cesse répétés, tantôt s'emporte et bouillonne, tantôt gouaillieur

(1) Viollet, *Institutions de la France*, t. II, l. iv, ch. II, p. 293.

(2) Joinville, *Histoire de Saint Louis*, p. 140.

(3) Sire, lui dit l'évêque Gui d'Auxerre, parlant au nom d'évêques assemblés, la chrétienté se périt et fond entre vos mains. Le roi se signa et dit : « Or me dites comment cela est. » Le prélat exposa le peu d'influence de l'excommunication et ayant demandé au roi qu'il commanda à ses baillis de les contraindre à faire satisfaction à l'Eglise, le roi répondit « qu'il le ferait volontiers si on lui donnait connaissance que la sentence soit droiturière ou non », et sur le refus des prélats, le roi de son côté répondit « que tant qu'ils ne la donneraient pas il ne commanderait pas à ses sergents de contraindre les excommuniés de se faire absoudre. car si je faisais, ajouta le saint roi, je ferais contre Dieu et contre droit. »

en rit, se moque des foudres ecclésiastiques et va jusqu'à imaginer une contre-excommunication (1). » De tels incidents quoique peut-être exagérés sont significatifs et parlent par eux-mêmes : la sanction dont pouvait jusqu'alors user l'Eglise était émoussée ; elle était devenue impraticable. Elle avait cessé d'être un frein pour les hommes de mauvaise foi : il y avait pour eux au contraire une sorte de profit à perdre des procès injustes devant les tribunaux ecclésiastiques dont ils refusaient d'exécuter les jugements et bravaient les censures ; tandis que s'ils étaient condamnés par les tribunaux séculiers, la force publique faisait exécuter les condamnations par contrainte ou expropriation (2). » L'Eglise, en un mot, n'avait plus guère désormais à compter sur l'exécution rigoureuse de ses décisions.

§ III. — LES EXEMPTIONS ET LEURS ABUS

Dans un autre ordre d'idées, il y avait encore un abus qui menaçait l'existence de la juridiction épiscopale : c'était l'étendue démesurée des exemptions que le Pape accordait en affranchissant, nous l'avons vu, de cette juridiction ordinaire certains corps ou certains individus tels que des abbés, des monastères, des chapitres séculiers ou réguliers, ou que ceux-ci bien souvent s'attribuaient

(1) Viollet, *Institutions de la France*, t. II, l. iv, ch. II, p. 233.

(2) Pardessus *Essai sur l'organisation judiciaire*, 4^e p., p. 386.

à eux-mêmes frauduleusement. « Détachés pour ainsi dire de l'ordre hiérarchique, libres de toute puissance intermédiaire, ils avaient le droit de vivre alors dans une sorte d'indépendance, ne reconnaissant d'autre chef que le Pape, qui seul avait sur eux une juridiction légitime et une autorité immédiate (1) ».

Sans doute l'exemption existait déjà depuis longtemps, mais jamais elle ne s'était étendue aussi rapidement et n'avait embrassé dans sa sphère autant de gens que vers la fin du XI^e siècle; les temps malheureux du Pontificat de Grégoire VII et les fréquentes révoltes des évêques portèrent Rome à des abus; celle-ci du reste avait à cela l'avantage de propager sa domination directe et exclusive sur les abbayes, en plus du bénéfice pécuniaire que lui fournissait le cens annuel payé par le couvent exempté. Ainsi en 1090 le concile de Narbonne exempta l'abbaye de Grasse et toutes ses dépendances de la Juridiction épiscopale (2) moyennant un cens annuel; Saint-Martin de Tours, Saint Gilles près de Nîmes, le monastère de Vézelay sont bientôt en possession des mêmes bénéfices. Les libéralités des particuliers entrent également dans cette voie et souvent en fondant un prieuré ou une abbaye les donateurs ont le soin de les dédier à saint Pierre ce qui les plaçaient ipso facto dans le patrimoine de l'Eglise Romaine.

Cette exemption était aux yeux des moines considérée comme si précieuse qu'à défaut d'autorisation

(1) Guyot, Répertoire de jurisprudence, art.: Exemption, t. VII, p. 178.

(2) *Remota omni Jurisdictione diocesana vel episcopali.*

papale, ils s'en accordaient le bénéfice, allant jusqu'à fabriquer de fausses bulles pontificales (1).

Les abus n'éclataient pas seulement dans la largesse avec laquelle le Pape accordait ce bénéfice de l'exemption, mais dans la portée même de ce privilège. Ainsi en 1283 les évêques de France et l'Université de Paris s'élevaient contre le Privilège des Ordres Mendians et sur cet article principal « qu'il n'y avait pas là simplement une pure et unique exemption de la Juridiction épiscopale, mais de vrais pouvoirs accordés aux Dominicains, aux Franciscains et ensuite aux autres religieux d'exercer les fonctions hiérarchiques dans tous les diocèses. »

Les Moines ne se contentent pas de l'exemption, c'est-à-dire, somme toute, du pouvoir de se juger eux-mêmes; ils émettent maintenant la prétention de juger leurs domestiques, les laïques même habitant l'étendue de leurs domaines; ils veulent s'ériger en un tribunal rival de celui de l'évêque, avoir des officiaux, porter même des habits épiscopaux : « ils avaient tous pour maxime qu'ils ne devaient pas obéissance à l'évêque dans le diocèse duquel ils étaient. »

(1) Dans un concile tenu à Reims au début du xii^e siècle, les moines de Saint-Valéry furent tenus de justifier leurs prétentions à l'exemption et de réfuter les assertions contraires de l'évêque d'Amiens, Godefroy, qui revendiquait leur obédience, ils produisirent un acte faux, l'évêque trouva d'inspiration s'il faut en croire son biographe le moyen de révéler la fraude, il essuya avec son vêtement le parchemin que lui présentaient les Moines de façon à montrer que l'écriture était toute récente.

Voyez Nicolaus Monachus. Vita Godefroii, l. 2, ch. xii.

Ce n'était pas seulement la rivalité, c'était la lutte, ce n'était pas seulement l'indépendance et la séparation, c'était la guerre entre les deux juridictions, la juridiction du clergé séculier et celle du clergé régulier. Aussi Saint-Bernard qui vit au XII^e siècle se plaint-il amèrement de l'abus de ces exemptions, surpris que les abbés qui ne voulaient pas que les religieux manquaissent à obéir à leur commandement, se refusassent eux à obéir à leur évêque « non facile adducor licitum consentire, quod tot illicita parturit » écrit-il au pape Eugène (1). En 1175 Pierre de Blois écrivait au Pape Alexandre III sous le nom de Richard, archevêque de Cantorbéry, dont il était chancelier, que l'exemption était la véritable cause de tous les malheurs qui fondaient sur l'Eglise, qu'elle entretenait partout l'esprit d'orgueil et de révolte « et que par elle on mettait les armes à la main des enfants pour qu'ils s'en servent contre leur père. » Ce ne furent pas les deux seuls à protester ; tous les personnages qui ont écrit de leur temps et dans les siècles suivants adressèrent aux papes les mêmes plaintes.

Les conciles tentèrent de proscrire l'abus, notamment celui de Vienne en 1311, encore excité par les débordements de l'ordre des Templiers ; les annales de Reinaldus nous montrent les plaintes qu'exhalèrent les uns contre les autres les moines et les évêques. Malheureusement ces débordements ne purent être endigués, le schisme qui affligea l'Eglise pendant si longtemps

(1) De Moribus episcopi de Saint-Bernard, cap. 9.

depuis la mort de Grégoire XI jusqu'à l'élection de Martin V fut la source d'une infinité de privilèges et d'exemptions. Deux papes sont en présence, l'un siège à Rome et l'autre à Avignon et à qui mieux mieux pour se procurer la faveur des ordres entiers, des chapitres et des personnes puissantes, ils les comblent de faveurs et de privilèges : ce fut en vain qu'en 1351 les cardinaux, prélats et curés firent un grand effort à la cour d'Avignon pour porter Clément VI à casser les ordres mendiants ou à révoquer leurs privilèges, il faut attendre le concile de Constance de 1417 où le pape Martin V révoqua toutes les faveurs qui avaient été accordées depuis la mort de Grégoire XI, c'est-à-dire depuis le commencement du Schisme (1).

Malheureusement les maux qui avaient engendré l'abus restaient vivaces ; les conflits de juridiction avaient créé entre clercs et bourgeois, évêques et abbés, les haines les plus persévérantes et les plus discordantes : comment supporter, en effet, que les territoires des abbayes et des chapitres constituassent dans chaque cité de véritables lieux d'asile où les mal-fauteurs puissent trouver un refuge assuré sous le prétexte qu'ils ne dépendaient plus que du Pape ? Ces difficultés et ces débats avaient engendré des luttes véritables qui n'étaient pas sans discréditer considérablement le pouvoir de l'évêque : « la Mousse des exemp-

(1 Voyez aussi la congrégation des Prélats publiée par le pape Paul III avant le concile de Trente ainsi que ce concile, Rlcher, la Mort civile, 2^e p., p. 392

tions, disait Saint François de Sales, a fait beaucoup de mal à l'arbre de l'Eglise, » elle a enlevé à l'évêque presque tout pouvoir; sa puissance juridictionnelle en particulier en reçut un contre-coup terrible.

§ IV. — LE PRIVILÈGE DE CLERGIE PROPREMENT DIT

Tous les faits que nous venons de rapporter : l'usurpation du titre de clerc, la désuétude de l'excommunication et le fait par le pouvoir royal de priver celle-ci d'une sanction efficace, l'abus des exemptions et les attaques incessantes dirigées contre le tribunal épiscopal : tout cela, c'est l'histoire de la lutte très longue et très agitée entre les Juridictions ecclésiastiques et les Juridictions laïques seigneuriales d'abord, royales plus tard. M. Paul Fournier a conté avec beaucoup d'exactitude les péripéties de cette guerre. Le XIII^e siècle, dit-il, est une époque de luttes perpétuelles entre les deux pouvoirs et Boniface VIII pouvait à juste titre écrire à la fin de ce siècle : *clericis laicos infestos oppido tradidit antiquitas*.

A cette époque, en effet, le rôle du Roi commence à se définir d'une manière un peu plus nette; en particulier le Monarque personnifie la Justice, il est la source de tout droit. Hugues-Capet avait sans doute déjà dit que « la sublimité du Roi n'avait de raison

d'être que s'il rendait la justice à tous (1), » et telle est aussi la suprême recommandation faite par Louis VI mourant à son héritier, nous dit Suger dans la vie de Louis-le Gros. Mais jusqu'alors il y avait eu loin de la théorie à la pratique; sous Philippe-Auguste les choses changent d'aspect, les articles les plus importants des Enseignements et du Testament politique de Saint-Louis ont trait à la fonction judiciaire (2) et personne ne peut s'empêcher d'évoquer souvent la noble figure du Roi rendant la Justice sous le chêne de Vincennes.

La Justice laïque se reprend donc en quelque sorte, aidée en cela par l'influence des légistes; mais il était réservé au XIII^e siècle de voir éclater les plus gros conflits de Juridiction entre les deux Justices. Au fond le litige n'était qu'une affaire de compétence et de règlement : comme les juridictions étaient à la fois féodales et religieuses, pour séculariser le droit, il n'était nécessaire que de refouler les tribunaux d'Eglise dans les matières spirituelles, sans qu'il fût besoin de toucher à leur existence même et de les anéantir. Beaumanoir qui, comme on le sait, écrivait en 1283, tout en constatant avec fidélité les nombreuses matières sur lesquelles s'exerçait la justice ecclésiastique se rendait l'interprète des juges séculiers : « Bonne coze est et profitavle et selonc Dieu et selonc le siècle que

(1) *Juris suum cuique custodire.*

(2) Ce dernier est caractéristique : *Care fili, si contingat quod tu venias ad regnum provideas quod tu habeas ea quæ pertinent ad regem, hoc est dicere quod non declines a justitia pro aliquo quod valeat evenire.* »

cel qui gardent le justice spirituel se mellassent de ce qui appartient à l'espiritualité tant solement et laissassent justicier et exploiter a la laie justice les cas qui apartiennent à la temporalité, si que par le justice spirituel et par le justice temporel droit fut fais à cascun.. » (1) En réalité les légistes voulaient aller beaucoup plus loin et ce qu'ils désiraient surtout c'était la constitution d'une sorte d'Eglise nationale, la formation d'un clergé soumis immédiatement au pouvoir civil : cette lutte commencée par la Rome du droit contre la Rome pontificale — le mot est de Michelet — se continua pendant cinq siècles au nom des Libertés de l'Eglise Gallicane. La chose fut facilitée par les abus nombreux que nous avons constatés précédemment ; de plus les nécessités du temps et les besoins d'argent avaient forcé les Juges d'Eglise à exiger les mêmes droits pécuniaires que les Juges laïques ; la popularité avait abandonné les Officialités. Les empiètements de de la Justice civile devenaient beaucoup plus simples.

Toutefois malgré cette simplicité apparente, il ne faut pas oublier que l'Eglise était encore très forte et l'Etat relativement jeune ; des deux côtés une monarchie unique et universelle à la tête de laquelle se trouve un souverain investi de la toute puissance : le Pape et le Roi. La notion de l'Etat s'est développée sous l'influence du Droit Romain et de son côté l'Eglise n'a jamais abandonné les traditions juridiques de l'an-

(1) Beaumanoir. Coutumes du Beauvoisis, ch. XI, § 1^{er}.

cienne Rome (1). Les forces semblent égales de chaque côté ; les tendances sont opposées et les rapports sont si fréquents et si peu délimités qu'en présence des simples usages et des simples coutumes qui sont alors les seuls guides, on s'égare volontiers tantôt dans le domaine de la puissance ecclésiastique, tantôt sur le terrain de la puissance laïque. Dans ces conditions la lutte ne pouvait manquer de se produire.

Nous n'entreprendrons pas de raconter par le détail l'histoire de cette longue lutte, de ce grand conflit qui éclata entre l'Eglise et l'Etat ; ce récit a été fait tout au long, nous l'avons dit, par Paul Fournier dans son savant livre : les *Officialités au Moyen-Age*. Nous nous bornerons à rappeler quelques-uns des faits les plus importants.

La lutte n'était pas toute nouvelle au XIII^e siècle puisqu'au témoignage de l'historien Robert, Philippe-Auguste en 1180 émettait déjà l'avis que les causes séculières fussent exclusivement jugées devant sa cour royale, le Monarque entraît même en démêlé à ce point de vue avec l'archevêque de Sens. — En 1205, les évêques se disent spoliés par les barons, ceux-ci accusent l'Eglise de saper sans cesse leur juridiction. le Roi et les barons constatent que les cours de chrétienté attirent à elles les causes féodales sous ce prétexte abusif que la relation féodale a pour base la foi engagée par le vassal à son seigneur : ils entrent en lutte avec l'Eglise.

(1) Fournier. *Officialités au Moyen-Age*, 2^e p., ch. 2, p. 94.

Dès ce moment, la tradition fut établie et tous les souverains du XIII^e siècle vont s'engager dans la même voie. Saint Louis en particulier constatant les abus que nous avons signalés plus haut, obtient de la Papauté que les clercs mariés ou commerçants ne relèvent plus à l'avenir de la Juridiction ecclésiastique. — Mais les choses s'enveniment bientôt.

En 1235 quarante et un barons écrivent au Pape pour se plaindre de l'archevêque de Reims et de l'évêque de Beauvais « qui refusent d'ester à droit par devant la cour du Roi » pour affaires relatives au temporel; les mêmes barons mettent aussi en accusation l'archevêque de Tours qui interdit aux abbés et aux prieurs de sa province de plaider au temporel devant un tribunal civil. Les seigneurs se réunissent fréquemment tantôt à Redon, tantôt à Paris, tantôt à Saint-Denis; ils réclament sans cesse contre « les empiètements de l'Eglise » et se promettent mutuellement de ne plus tenir compte des excommunications, d'empêcher l'Eglise de connaître des dîmes, et de lui enlever tout droit sur les successions.

Les choses se renouvelèrent en 1246, époque où des barons français élisent quatre chefs (1) et répandent partout un manifeste d'une éloquence brève, mais où tout est fier, menaçant et hautain : nul, ni clerc, ni laïque ne pourra intenter une action devant le juge d'Eglise et ce à peine de confiscation des biens et de

(1) Les ducs de Bourgogne et de Bretagne, les comtes d'Angoulême et de Saint-Pol.

mutilation d'un membre (1). En réponse, deux bulles de Rome datées de 1247 n'hésitent pas à excommunier tous ceux qui au moyen de confédérations et de statuts empêchent les seigneurs ecclésiastiques d'exercer leur juridiction dans les causes « que leur attribuent le droit et la coutume. »

Comme on le pense, de telles mesures, loin d'arrêter les perturbateurs ne faisaient que les encourager, stimulés qu'ils étaient d'autre part par l'attitude de plus en plus énergique que prenaient les hauts princes à l'égard du Pape. Mais, au dire de Mathieu Paris, la diplomatie de Saint-Louis réussit à écarter momentanément un conflit plus violent; sans prendre parti d'une façon bien catégorique ou pour le Pape ou pour les Seigneurs, il amena une détente dans les rapports réciproques des deux camps (2).

Le calme commençait à renaitre, comme le constate une lettre d'Innocent IV adressée à l'évêque d'Orléans, en 1352 (3); les *statutarii*, comme on appelait les auteurs des statuts contraires à la liberté de l'Eglise, semblaient moins nombreux.

Beaucoup de Seigneurs n'ont pas désarmé cependant.

(1) Viollet. Institutions de la France, tome II, livre IV, ch. II, p. 313.

(2) *Quæ conspiratio vix per Regis Francorum peritiam, et papalis instigationis certas promissiones, et clerici moderamina, cujus etiam res agebatur, est sopita.* (Mathieu Paris.)

(3) La plupart des barons, dit-il, se sont désistés de leurs coupables entreprises; toutefois, dans le diocèse de Paris, les seigneurs s'efforcent encore par des ligues d'amoindrir la juridiction de l'évêque et de ses officiaux.

la lutte semble même reprendre de l'extension en 1254, toutefois le Roi usa de ménagements et négocia avec le Saint-Siège ; « la tâche lui devint plus facile même quand son ancien enquêteur, Gui Fourquois fut monté sur le trône pontifical sous le nom de Clément IV : les lettres de ce pontife font preuve des efforts répétés qu'il fit pour maintenir et développer des relations pacifiques avec la France (1). »

Malheureusement ce ne fut là qu'une trêve ; les barons dont beaucoup étaient restés sourdement fidèles à leurs prétentions, reprennent bientôt leur attitude arrogante, et les sévérités que déploient les conciles de Valence, de Saumur, de Cognac ou d'Embrun ne sont pas faites pour opérer un rapprochement. Les clercs du reste n'hésitent pas à se défendre en se coalisant, en se liguant à l'exemple des barons et des seigneurs : de part et d'autre on se préparait au combat, et les nombreux épisodes que nous relate M. Fournier nous montrent la vivacité de la lutte (2).

Encore une fois, Philippe le Hardi réussit comme son père à retarder le conflit ; il admit en principe la légalité des prétentions ecclésiastiques. Mais cependant pour donner satisfaction aux réclamations des barons, il déclara par l'ordonnance de 1274 que seront désor-

(1) Fournier. *Officialités au Moyen-Age*, II^e part, ch. II, p. 104.

(2) Il cite entre autres ce fait : En 1269, le comte de Lusignan défend, sous peine de confiscation des biens, de vendre des aliments aux chanoines, clercs ou leurs serviteurs : ainsi mis hors la loi le clergé d'Angoulême dut sortir de la ville dont le comte fit refuser l'entrée à l'évêque tandis qu'on pillait les biens ecclésiastiques.

mais de la compétence laïque les procès concernant les clercs homicides; les porteurs d'armes seront également punis. D'autre part, le concile de Bourges tenu en 1276 défend aux juges ordinaires, c'est-à-dire aux prélats, de recevoir trop facilement les plaintes des moines contre leurs abbés, surtout en matière de correction.

Jusqu'à présent la royauté s'est efforcée de maintenir un certain équilibre entre les prétentions des deux camps adverses; mais avec Philippe le Bel, les choses changent d'aspect. Désormais la royauté se substituant aux seigneurs va conduire elle-même la lutte contre le pouvoir ecclésiastique. La politique du nouveau roi semblait cependant ne pas beaucoup s'écarter de la ligne de conduite que lui avaient tracée ses prédécesseurs : il multiplia ordonnances et mandements destinés à maintenir le zèle des agents royaux et à les empêcher de porter atteinte au for ecclésiastique. Défense est faite par exemple d'étendre les péages aux effets que les clercs transportent par terre ou par eau, pourvu que ce ne soit pas pour en trafiquer; défense aussi de faire des bans ou proclamations portant quelque ordonnance contraire à la liberté ecclésiastique; défense de blesser, mutiler ou maltraiter ceux qui se retirent dans les églises et les autres lieux de franchise; enfin d'empêcher ou de diminuer la juridiction d'Eglise dans les matières « dont elle est en paisible possession de connaître suivant l'ancienne coutume. » M. Boutaric dans son ouvrage : *la France sous Philippe le Bel*, nous montre qu'il n'y eut peut-être pas de règne sous

lequel les confirmations générales et particulières des privilèges ecclésiastiques aient été plus souvent et plus formellement octroyées : en réalité Philippe le Bel avait besoin du clergé pour obtenir les subsides qui lui étaient nécessaires. Mais lorsque ceux-ci ne suffirent plus, il n'hésita pas à s'emparer des biens des individus condamnés par l'Eglise, trouvant la justice de celle-ci trop indulgente. — Si le roi se plaint de l'étendue trop grande de la juridiction ecclésiastique et des abus qu'elle engendrait, il va certes trop loin dans ses prétentions : si l'on en croit Guillaume le Maire, l'Eglise ne peut même plus désormais traduire devant sa propre juridiction ceux qui se sont rendus coupables d'agression contre ses biens : ils iront devant la juridiction temporelle.

Partout, sur tous les points du royaume la lutte éclate : ici entre les baillis du Roi et les évêques de Chartres et de Poitiers, là entre l'official d'Angers et le comte d'Anjou, au sud entre l'évêque d'Uzès et le sénéchal de Beaucaire : les synodes et les conciles protestent, les seigneurs et les officiers du Roi continuent leurs exactions. — Le livre de Guillaume le Maire nous cite des faits qui peuvent nous éclairer sur la vivacité de la lutte et l'ardeur des parties : les seigneurs pour étendre leur juridiction donnent le nom de « réelle » à toute action où un clerc se trouve mentionné : « de regna cumque mentio habetur » ; ils permettent aux excommuniés de témoigner en justice et ne les obligent plus à se faire absoudre, ils accablent de mauvais traitements ceux qui portent les missives des Cours d'Eglise ;

« on va jusqu'à les contraindre de manger leurs lettres » ; d'autres textes disent qu'on les emprisonne, qu'on les blesse ou qu'on les tue (1).

Tout le monde sait que la lutte ne fut pas moins vive entre le Roi et le pape Boniface VIII. Le Souverain Pontife publia la bulle « *Ausculda fili* » dans laquelle il reprochait au Roi d'empiéter à chaque instant sur la juridiction ecclésiastique et d'arrêter l'effet des sentences épiscopales. Le Roi fit brûler publiquement la bulle du pontife et appela autour de lui les députés des Etats-Généraux. Mais le Pape ne se tint pas pour battu et lança la fameuse bulle « *Unam Sanctam* ». On sait comment la lutte, qui prit un caractère de violence extraordinaire, finit par la mort de Boniface et le triomphe du Roi, et comment celui-ci réussit à faire nommer un évêque français sous le nom de Clément V.

Cette attaque, menée si sévèrement contre ce qu'on appelait « les abus du clergé, » avait été trop loin ; elle fut suivie d'une réaction. — L'ordonnance de réforme de décembre 1315, due à Louis X, sanctionne les Privilèges de clergie ; son successeur Philippe-le-Long, cédant enfin aux invitations des conciles d'Avignon, de Senlis et de Compiègne, dissout toutes les ligues des barons et des seigneurs : mais cependant de nombreux textes nous prouvent qu'au *xiv^e* siècle on maltraitait encore bien des clercs employés aux officialités ; la lutte s'était adoucie, elle n'était pas éteinte et les conflits subsis-

(1) Fournier, *Officialités*, 2^e partie, chap. II, p. 416.

lèrent jusqu'à cette réunion solennelle de Vincennes dont la date est si importante.

Cette assemblée, que Philippe VI réunit en décembre 1329 afin d'entendre les prétentions contradictoires des prélats et des barons, est restée célèbre. Pierre de Cugnières, parlant au nom des justices civiles, mit en lumière la trop grande extension du privilège du for, tant au point de vue des causes qu'il embrassait que du nombre des justiciables, faux clercs ou laïques, qu'il attirait à lui et dont les justices temporelles se trouvaient privées; il montra le danger public qui s'en suivait pour la société puisqu'on laissait ainsi à l'Eglise la connaissance de nombreuses causes criminelles qui restaient impunies ou insuffisamment châtiées; il lui reprocha de s'attribuer la juridiction sur les actions réelles, immobilières, de s'emparer des biens des intestats et de procéder au partage de leurs meubles et de leurs immeubles. — Pierre Roger, archevêque élu de Sens (1), répondit à tous ces griefs, déclarant que les droits que possédait l'Eglise lui avaient été attribués de temps immémorial et qu'il était « tout naturel que l'Eglise de France connaisse des causes personnelles entre laïques, et même certaines églises des causes réelles, puisque telle est la coutume française : n'est-ce pas la volonté du peuple qui a fait la coutume ! » — Pierre Bertrand, évêque d'Autun, défendit lui aussi les prérogatives de l'Eglise, déclarant que les abus qu'y voyait la justice laïque étaient grandement exagérés, que

(1) Le futur Clément VI.

l'Eglise n'abusait pas de l'excommunication et qu'elle avait par suite le droit de réclamer l'appui du pouvoir civil pour faire exécuter ses sentences.

Non contents de se maintenir sur leurs positions, les prélats tendirent à aller plus loin et déposèrent entre les mains du Roi la rédaction de quelques-unes de leurs prétentions sur les points qui, jusqu'à ce jour, avaient été contestés : l'Eglise devait connaître des actions contre les clercs et aussi de celles qui naissaient des violences dirigées contre leurs biens ; elle devait trancher les actions personnelles, réelles ou mixtes et les actions possessoires même entre les laïques ; les juges d'Eglise se déclaraient compétents à l'égard des veuves, des orphelins et des intestats suivant les limites fixées par la coutume (1). En un mot, les prélats suppliaient le Roi de garantir tous les droits, usages et privilèges de l'Eglise. — Le Roi fut fort embarrassé, il assura les prélats de toute l'affection qu'il portait à l'Eglise ; les seigneurs et les barons maintinrent leurs réclamations : finalement Pierre de Cugnières eut le dernier mot et transmit aux prélats cette déclaration « aussi menaçante que vague : les prélats doivent corriger ce qui est à corriger, sinon le Roi saura à la Noël prochaine apporter un remède » et quel remède : *Tale remedium quod esset gratum Deo et populo !*

En fait, nul était le résultat de ce brillant tournoi oratoire ; ce ne fut pas le Roi qui apporta le remède,

(1) Fournier. *Op. cit.*, 2^e partie, chap. II, p. 123.

dit M. Viollet; à cette œuvre il fallut des siècles. L'assemblée de Vincennes en réalité ne mit aucunement fin aux nombreux conflits qui sortent désormais des limites que nous nous sommes tracées. Toutefois elle donna satisfaction aux réclamations des laïques par une sorte de revirement; malgré les protestations des conciles de Château-Gonthier, de Noyon et de Paris en 1346, ce fut à la suite de cette discussion que furent institués les recours comme d'abus en vertu desquels on déféra au Parlement les « excès » commis par les tribunaux épiscopaux et les autorités ecclésiastiques. Cet appel comme d'abus, qui a donné lieu à tant de discussions, que Pasquier appelle le moyen de brider « sans scandale » la puissance des prélats, et que Fleury qualifie de « la plus grande servitude de l'Eglise gallicane ! » Depuis ce temps, les avocats du Roi et les Parlements de Paris se signalèrent par leur lutte incessante contre la Cour de Rome; assurée du concours des seigneurs laïques, la Royauté put, en effet, avec beaucoup plus de confiance, agir contre l'Eglise et restreindre ses privilèges : tantôt elle intervient dans l'attribution des Bénéfices qui constituaient alors une partie importante de la richesse publique, tantôt elle défend au clergé d'excommunier les officiers du Roi à raison de faits accomplis dans l'essence de leur charge (1) dépouillant ainsi l'Eglise de ses armes les plus puissantes (2), jusqu'à restreindre la

(1) Ordonnance de 1370 sous Charles V.

(2) Voyez l'importance de cette mesure au point de vue de la garantie de la propriété dans Laferrière. *Hist. du Droit*, tome I, livre IV, p. 251.

juridiction ecclésiastique soit en lui enlevant la connaissance de certains faits comme l'adultère (1), soit comme elle le fit en 1438 (2) en prohibant toute évocation de procès en Cour de Rome, ou en remettant les causes soumises à un appel au Pape, à des juges « in partibus » délégués spécialement en vue de l'affaire. Ce fut une lutte de quatre cents ans, mais les premiers pas étaient accomplis : les appels comme d'abus, les gens du Roi, et le Parlement furent regardés comme le palladium des libertés de l'Eglise Gallicane, de l'indépendance du pouvoir politique, et comme une garantie aussi en faveur du clergé inférieur contre « le despotisme des hauts prélats. »

Sans doute, il ne faut pas dire que le privilège clérical n'existe plus, il subsiste toujours, mais restreint ; l'ordonnance de Moulins où le roi, entre autres choses, ne voulait réserver aux tribunaux ecclésiastiques que la connaissance des délits religieux ne put être appliquée sur ce point (3) et Lamoignon était obligé de « représenter » au roi que les articles proposés « étaient touchant beaucoup au privilège clérical » et, ajoute l'orateur, « ce privilège clérical est observé par tout le monde où il y a des catholiques et l'on peut dire que cet usage général est comme attaché à l'autel ! (4) »

Cependant malgré bien des fluctuations diverses,

(1) Ordon. de Charles VI de 1388.

(2) Pragmatique Sanction de Charles VII. Ordonnance du 7 juillet 1438

(3) Art 13. N'entendons pas déroger par le précédent article aux privilèges dont les ecclésiastiques ont accoutumé de jouir.

(4) Esmein. — Hist. de la Procédure, 2^e partie, ch II, p. 213.

malgré les révocations successives de la Pragmatique, malgré les remontrances souvent infructueuses du Parlement au sujet du Concordat de 1515, l'Eglise ne devait plus retrouver ces garanties de liberté intime et d'indépendance à l'égard du pouvoir temporel qui l'avaient rendue si puissante au Moyen-Age. — La Royauté revendique pour elle la connaissance des causes où sont engagés à la fois un intérêt civil et un intérêt religieux. Les juges laïques vont s'attribuer les procès concernant les dîmes et les portions congrues. Si les causes personnelles entre clercs sont encore de la compétence ecclésiastique, on les attirera de plus en plus aux tribunaux séculiers, soit qu'il s'y trouvât mêlée quelque action réelle ou hypothécaire, soit que les clercs eux-mêmes préférassent un tribunal dont la décision fut sanctionnée plus énergiquement.

Quant à la Juridiction criminelle on en revenait au droit de l'empire romain : il était resté au Juge ecclésiastique le droit d'instruire le procès conjointement avec le Juge laïque, mais en fait on ne se croyait plus obligé de l'appeler, et pour exécuter le jugement on n'attendait plus que l'Eglise prononçât la dégradation du coupable. Seuls les évêques avaient pu conserver leur privilège et ne se reconnaissaient pas justiciables du Parlement, mais leurs cas étaient fort rares, de sorte qu'en fait, on peut le dire, le privilège de Clergie avait vécu.

APPRÉCIATION :

Les Privilèges des Clercs et les Services de l'Eglise

Telles sont les principales immunités dont ont pu jouir les membres du clergé au Moyen-Age ; nous en avons vu la naissance, le développement et l'apogée ; nous en avons constaté les abus et la désuétude : et maintenant, quel jugement devons nous porter sur cet ensemble de faits ?...

Le clergé a eu des Immunités et cela est naturel : le respect dû à la religion qui « seule, dit M. Guizot, peut assurer le repos et le bonheur des particuliers et des états, » a dans tous les temps et chez tous les peuples attiré une grande considération et fait assigner un rang honorable à ceux qui se trouvaient consacrés d'une manière spéciale au culte de la Divinité (1). Ce qui avait été appliqué par les empereurs romains fut suivi par nos « Rois très chrétiens » ; non seulement ils ont comblé les églises de leurs dons et de leurs libéralités, mais ils ont encore distingué les ecclésiastiques par la faveur dont ils les ont honorés et les prérogatives qu'ils leur ont accordé.

Et, en effet, il est facile de montrer que, quelque idée que nous nous fassions des désordres et des violences

(1) Guyot, Répertoire de Jurisprudence, T. 3, article clerc, p. 562.

de cette lamentable époque de l'histoire des hommes, il est impossible de méconnaître l'ascendant salutaire que la religion et ses ministres exercèrent sur tous les esprits à cette date. Il était juste qu'en présence de l'extrême faiblesse du pouvoir royal, l'Eglise prit l'initiative de nombreuses réformes et qu'en récompense de ses services, elle fut favorisée de nombreux privilèges...

Cette puissance que détenait l'Eglise, elle était donc bien en réalité le payement des services qu'elle avait rendus et qu'elle continuait de rendre encore; si au Moyen-Age elle a eù la main dans le gouvernement, c'est qu'elle a travaillé par son entremise personnelle à mettre un peu d'ordre dans le désordre immense qui régnait alors, à rendre la loi plus raisonnable et plus humaine, à maintenir ou rétablir la piété, la justice, la propriété et surtout le mariage.

Au point de vue physique et matériel, les moines défrichent les campagnes (1), ils construisent des maisons. Par degrés leur campement devient une bourgade, puis un village. Lisez le Polyptique d'Irminon et vous y verrez la prospérité des domaines de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés à la fin du neuvième siècle; consultez les statistiques de M. Guérard et vous constaterez que les paysans de Palaiseau au temps de Charlemagne étaient à peu près aussi aisés que ceux de nos jours.

On comprend facilement que le pouvoir civil étant descendu à ce point de faiblesse dont nous avons dit

(1) Taine, ancien Régime, I^{er} vol., Préface IV et V; I^{er} part., p. 6 et 7.

quelques mots rapides, l'autorité morale de l'Eglise ait grandi sans cesse. Mais à tout prendre, il faut avouer que si ce fût là un fait tout naturel, ce fût aussi un fait utile à l'ensemble de la société et profitable à tous. Personne n'ignore les bienfaits que procurèrent à la vraie civilisation les divers pouvoirs dont l'Eglise se trouva investie. Avec le progrès de la société ecclésiastique au Moyen Age, ce sont les progrès de la morale et de la science (1).

En face des éléments multiples de la société qui s'agitent, l'Eglise sortie à peu près intacte de la crise des invasions apparaît seule dans la majesté de son pouvoir ; seule, elle garde le dépôt de l'autorité universelle et souveraine ; elle peut vraiment être rangée parmi les organes de l'Etat : « sans elle les Rois ne pouvaient gouverner ; » deux fonctionnaires agissent partout au nom du Monarque : le comte et l'évêque ; il était tout naturel, dit M. Esmein, que ce dernier eût les pouvoirs temporels du premier (2).

L'influence de l'Eglise n'est pas une usurpation, mais bien le prix des services inestimables rendus

(1) Cela perçait déjà chez les peuples barbares : ouvrez la loi des Wisigoths, dit M. Guizot, ce n'est pas une loi barbare, elle est certes rédigée par des clercs : elle abonde en idées générales, en théories étrangères aux mœurs barbares, elle porte en elle un caractère savant et social. Voyez Guizot, *histoire de la Civilisation en France*, III^e leçon.

(2) *Nouvelle Revue historique de Droit* 1887, tome II, p. 406, article de M. Esmein : les évêques devaient marcher de pair avec les grands laïques pour en être écoutés.

au trône et à la société. Ainsi voyez avec quelle ardeur Charles le Chauve méprisé, abandonné, attaqué par ses leudes, appelle les évêques à son aide et les embrasse pour ainsi dire comme une dernière planche dans un naufrage. Il leur fait répéter au peuple que toute puissance vient de Dieu, que quiconque résiste au pouvoir résiste par là même à l'ordre établi par Dieu, que les rois de la terre participent en une certaine mesure à la Majesté et à la Divinité de Celui dont ils sont l'image et les représentants : ainsi le pouvoir civil aux abois est forcé d'appeler le pouvoir ecclésiastique à son aide et de déposer, en quelque sorte, la société entre ses mains, comme fait un médecin d'un malade désespéré pour lequel son art est impuissant (1).

En ces temps de calamités, les clercs furent l'appui des pauvres et les défenseurs des malheureux : leur abnégation admirable, leur courage à défendre les populations opprimées, leur ardente charité les fit vénérer du peuple ; ils étaient les protecteurs des villes et des provinces auprès d'un gouvernement dépradateur. Le prêtre n'était pas seulement le pasteur spirituel, mais l'avocat, le conseiller, le chef même de son troupeau : plus d'une fois, il s'était mis à sa tête pour repousser l'invasion étrangère, pour résister à la tyrannie locale. La violence régnait sur les villes et les campagnes ; elle pesait sur la société toute entière, les malheureux ne savaient où la fuir, ils rencontrèrent l'Eglise et son droit d'asile ne servit pas seulement aux

(1) Lehuéron, Institutions Carolingiennes, ch. IV et X, p. 330 et 483.

criminels : les terres ecclésiastiques furent le refuge des populations souffrantes (1).

D'autre part, si l'Eglise réglemeute non seulement les choses spirituelles, mais ce qui a trait aux matières temporelles, c'est que, comme nous l'avons vu, le pouvoir royal ne réunit plus les Placita, ne fixe plus aucune règle et laisse tomber en désuétude une de ses principales prérogatives : celle de légiférer (2).

Si l'Eglise enfin a de nombreux fidèles, une clientèle considérable, c'est que la supériorité du servage d'Eglise était telle, que non seulement les serfs des seigneurs laïques, mais les hommes libres eux-mêmes aspiraient à devenir les serfs d'une abbaye ou d'un chapitre. Non seulement les déshérités et les malheureux affluaient aux couvents, mais les riches suivirent leur exemple et l'on vit un jour une reine parmi eux (3). L'oblation était sans doute plus ou moins complète (4), mais il y a de nombreux exemples de serfs laïques parvenant à force de sacrifices à se faire affranchir par leur maître, afin d'entrer dans le servage d'une église :

(1) Tandis que le Roi ouvrait un asile aux grands par sa table et sa cour et à l'esclave par ses charges, l'Eglise ne connut pas ses distinctions humiliantes et recevait vaincus et vainqueurs.

(2) Les religieux codifient même leurs privilèges et leurs droits : il existe un monument très curieux de ce genre et peu connu : c'est un manuscrit de la bibliothèque de Strasbourg dont on doit la conservation au savant M. Jung, il provient du prieuré de Sainte-Foy de Schelestadt, dépendance de l'abbaye de Conches, en Alsace.

(3) Ego Richeza, regina Poloniæ, regno ex terris....

(4) Flach. Origines de l'ancienne France, tome I, liv. II, ch. xxvii, p. 454

des faits de ce genre seraient incompréhensibles si les hommes du Moyen-âge n'avaient trouvé leur compte à se mettre dans la dépendance des clercs et des religieux, et si les serfs d'église n'avaient pas pour ainsi dire constitué une classe privilégiée, investie de Droits spéciaux (1). En face des exactions sans nombre des seigneurs laïques, que nous décrit Pierre le Vénérable, par exemple, les Moines ne demandent aux paysans que les services légitimement dûs. Il y avait pour ces derniers, plutôt de vrais protecteurs que des maîtres tyranniques (2).

La puissance de l'Eglise, elle est utile encore en beaucoup d'autres matières, notamment dans celle du Droit : elle sauve une partie de ce Droit en mettant en pratique cette maxime que « la loi est supérieure à la force » : les biens ecclésiastiques sont placés sous la protection législative, les donations des fidèles sont consacrées par des actes authentiques déposés sur l'autel : la loi reconnaît un domaine pacifique, immuable entre des mains faibles et protégé seulement par le Droit : c'est presque l'origine du respect qui entoure la propriété chez les peuples modernes. « C'est le triomphe du droit sur la violence et la conquête brutale dans un temps où l'épée prend tout et légitime tout. » Aux XI^e et XII^e siècles, ç'en est fait de la liberté et de la personnalité humaines, la terre a tout

(1) Beaune. Grand Coutumier.

(2) M. Laboulaye dans son beau livre de la Propriété foncière montre les bienfaits qu'occasionnait cette protection, notamment celle de l'abbaye de Murri, en Suisse, qu'il cite à titre d'exemple.

absorbé et dans une société gouvernée par le glaive, où l'on est quelqu'un à condition d'avoir conquis quelque chose (1) » il semble que toute notion de justice, de droit, d'équité ait disparu : c'est sous l'influence du clergé cependant que ces notions se conservèrent, se propagèrent : ce sont les rédacteurs de nos coutumiers du XIII^e siècle qui prennent en pitié la femme et l'enfant, le pauvre et l'orphelin; en face de l'arbitraire, ils s'écrient « gouverner le peuple par la verge de Justice (2) ». L'autorité publique savait bien qu'il y avait là un moyen de civilisation : la Justice adoucit les mœurs et « dispose les hommes à l'observance envers le pouvoir (3). »

L'Eglise protège ses affranchis (4) et se préoccupe de bonne heure du sort des esclaves. Elle fait observer, en matière de mariage, les règles de la morale, prohibe les unions consanguines et un édit royal vint même confirmer les défenses canoniques du mariage entre proches parents (5).

Tout ceci nous explique et nous justifie la prépotance de l'Eglise et les privilèges dont elle jouit. Ajoutons que le clergé étant alors le seul corps lettré, l'Eglise assume seule la charge de donner l'instruction (6). Il

(1) Beaune. Grand Coutumier.

(2) Telle est la règle du Grand Coutumier de Normandie : c'est à-dire gouverner par le Droit seul.

(3) Pardessus. Organisation judiciaire, 4^e partie, p. 376.

(4) Voyez Concile d'Agde, de 506.

(5) Concile de Châlons, de 813. — Cf. Boretius, cap. I, p. 218.

(6) De Charlemagne jusqu'au xiii^e siècle les congrégations monastiques et le clergé séculier restèrent en possession du droit d'élever et

en était de même de l'assistance des pauvres. — Enfin au milieu des siècles agités du Moyen-Age l'Eglise qui avait seule la direction des peuples usa de son influence pour tempérer ce trouble et restreindre la guerre par la Paix et la Trêve de Dieu : de l'initiative des cleres vinrent les premières institutions de pacification. Eux seuls comprenaient qu'au sortir de ces grandes tourmentes, un état social ne pouvait être fondé sur l'isolement, l'anarchie et la guerre. Nous n'en dirons pas plus sur ces deux institutions dont les bienfaits furent si importants. « mais, dit Luchaire, ce sera l'éternel honneur de la société ecclésiastique du Moyen-Age d'avoir tenté cette œuvre de paix et de s'être dévouée à en obtenir la réussite. »

Tous ces faits, toutes ces observations ont montré à beaucoup d'auteurs que cette influence du clergé était reconnue et maintenue par les princes et les peuples, parce qu'ils y avaient tous deux un grand intérêt. « Les évêques, dit Bossuet, étaient considérés non comme les ornements, mais les défenseurs et les soutiens de l'Etat. Dans cette persuasion, le Roi et les peuples concevaient pour eux tant d'estime et de vénération, qu'ils les considéraient comme le premier corps et

d'instruire les générations naissantes ; la science était renfermée dans le sanctuaire et les arts étaient incorporés à la théorie dit M. Filon : seul le corps ecclésiastique était en état d'assurer le service si important de l'instruction publique et l'on ne s'étonnera pas qu'il en ait eu le Monopole : l'enseignement de la théologie et de la morale catholique était la clef de voûte de tout le système de l'éducation : Voyez le 1^{er} règlement de l'Université de Paris rédigé en 1213 par Robert de Courçon, légat du Pape.

comme les principaux seigneurs de l'Etat. » — Les souverains trouvaient leur avantage dans cette grande autorité du clergé : pour affermir leur trône et se garantir des insultes auxquelles ils étaient exposés, les rois furent contraints de se jeter dans les bras des ecclésiastiques parmi lesquels ils trouvèrent des sujets plus éclairés et plus soumis en même temps (1).

De ces circonstances vinrent le crédit dont le clergé pût jouir en général, « l'inspection » qu'on lui donna sur les jugements civils, l'autorité qu'il exerça dans les diverses parties de l'administration publique, de là encore l'usage fréquent des peines canoniques qui pouvaient seules en imposer à des hommes qui bravaient toutes les autres (2).

Mais l'Etat longtemps soutenu, fortifié par l'Eglise, fit comme ces enfants dont parle La Bruyère et qui « sains et forts d'un bon lait qu'ils ont sucé, battent leur nourrice. » Pour arracher à la féodalité l'empire qu'elle avait usurpé, l'Eglise catholique s'était présentée comme protectrice, et le Droit canonique avait mis « l'Etat dans l'Eglise. » Aujourd'hui, l'Etat a acquis une certaine force, il se sent appuyé par les revendications des seigneurs et les réclamations des populations contre la société ecclésiastique, il va mettre

(1) L'influence du clergé était d'autant plus chère au pouvoir royal qu'elle ne le mettait pas en danger : car c'était parmi les clercs que le Roi trouvait ses sujets les plus fidèles, c'est la remarque même de Montesquieu *Esprit des lois*, livre 31, ch. XIX.

(2) Bernardi. *Origine et progrès de la Législation française*, liv. I et II.

à profit les abus qui épuisent l'Eglise, et pour lutter contre le Pouvoir clérical, il va désormais embrasser la société ecclésiastique dans son sein, en un mot mettre « l'Eglise dans l'Etat ». —

Si nous nous plaçons au point de vue de la juridiction ecclésiastique, le privilège du clerc par excellence, cette double période que nous avons fait pressentir au début de ce travail s'est accomplie : lorsque cette juridiction toute spéciale naquit, elle fortifia par des peines canoniques les pénalités criminelles de l'ordre civil alors si faibles, quand elle appuya de la menace de l'excommunication les prohibitions édictées par le pouvoir séculier, elle n'empiéta pas sur le domaine de ce dernier, elle céda à ses demandes et ce fut sur ses sollicitations qu'elle lui prêta son concours. Lorsque l'Eglise combattait un peu plus tard la justice de l'Etat, c'était dans un esprit de douceur et d'indulgence, réagissant contre la dureté des supplices présents (1) et des peines appliquées par le pouvoir civil (2). Si vous étudiez la nature des châtimens de l'Eglise, de l'excommunication par exemple ou de la pénitence publique, vous verrez qu'ils ont toujours pour objet d'exciter dans l'âme du coupable le repentir et dans celle des assistants la terreur morale de l'exemple. La Juridiction ecclésiastique protestait contre la force et le hasard, elle mettait en action « les premières idées de justice sociale. »

(1) F. de Coulanges. Institut. politiques de la France, t. VI, liv. I^{re}, ch. iv, p. 50.

(2) Esmein. Mélanges, p. 362.

Il résultait de tout cela que l'intérêt général de la société au Moyen-Age réclamait hautement l'influence du clergé dans l'ordre temporel ; il était très naturel que les princes et les peuples s'empressassent de remettre leurs intérêts à celui de tous les ordres de l'Etat qui se montrait le plus digne de leur confiance. Les souverains avaient un puissant intérêt à étendre le pouvoir et l'influence du clergé : il était l'appui du trône alors si souvent ébranlé par l'insubordination et les révoltes des seigneurs laïques.

Mais au ^{xiii}^e siècle, l'action de l'Eglise et de sa protection en faveur du développement de la civilisation a semblé cesser ; son influence salubre s'est arrêtée ; la société ecclésiastique elle aussi est envahie par des abus et des préjugés qui la minent et la ruinent : et sans aller jusqu'à dire que sa justice n'était « plus en rapport avec le progrès, qu'elle n'était qu'oppressive, et qu'elle avait hérité de la haine dont était chargée avant elle la justice seigneuriale », il faut avouer que son plus beau rôle était joué.

Tout ce qu'il y avait d'utile dans sa procédure, de bon dans sa manière d'agir et de faire, on le lui emprunta ; « on lui prit son amour des subtilités » ; on lui laissa ses éléments de mort, son défaut de progression, et surtout la contradiction permanente entre ses jugements et ses moyens de sanction.

La Juridiction ecclésiastique avait pu seule aider les Rois à faire cesser « par l'influence des lumières et de l'équité le règne de l'ignorance et de la force : » mais les progrès sans cesse croissants de l'autorité royale,

ceux de la civilisation avaient permis d'organiser les tribunaux séculiers suivant les formes protectrices que le droit canonique avait établies et d'y placer des magistrats sortis en partie du clergé et qui, redevables aux Juridictions ecclésiastiques de tout ce qu'il y avait de bon dans leur procédure, ne les considéraient plus que comme des rivales incommodes et en appelait l'abolition comme institutions inutiles et abusives.

On veut appliquer dès lors l'idée de Beaumanoir : « deux espées sont par lesquels tez li pueples doit estre gouvernées espirituellement et temporelement. L'espirituel doit estre baillé à sainte Eglise et le temporel as princes de terre ; et cela qui est baillé à sainte Eglise est appelé spirituel parce que cil qui en est ferus est peus en l'âme espirituellement, l'espée temporel par là doit estre fete droicte justice, sans délai et vangeance prise de malfeteurs corporellement (1) ». La compétence du Juge ecclésiastique et du Juge séculier à l'égard du clerc sera déterminée par la nature du délit, c'est-à-dire par l'ordre auquel appartiendra la loi violée ; c'est ce que l'on rendait par cet adage laconique : le crime est naturellement du for dont est la loi (2). C'était la règle qui devait se maintenir par la suite (3). Mais loin d'être

(1) Beaumanoir. Coutumes du Beauvoisis, t. II, ch. XLVI, § II, p. 245

(2) Traité de l'Abus par Févret.

(3) N'était-ce pas le principe contenu dans l'un des articles des libertés de l'Eglise gallicane où la Juridiction de l'Eglise se trouve réduite au droit de déposer les ministres de la religion s'ils fautaient contre les règles de leur ministère et où tout le reste est considéré comme une émanation de la souveraineté politique, une concession tacite du chef de l'Etat.

la séparation de l'Eglise et du pouvoir civil, cela aurait pu être au contraire l'union, l'aide réciproque, chacun restant dans sa sphère : « elles s'entredoivent aider et espécialement l'espée temporel doit tous jours estre appareillé por garder et deffendre saincte Eglise toutes fois que mestiers est (1). »

1) Beaumanoir, op. cité, idem.

CONCLUSION

De ce qu'il y a eù des abus, des empiètements successifs, faut-il conclure que l'Eglise aurait dû rester cantonnée dans une sphère purement spirituelle? Sa juridiction en particulier aurait-elle dû être limitée aux seules matières de foi et de discipline religieuse? Les faits nous apportent eux-mêmes la réponse : dans ce long espace de temps que nous avons parcouru au cours de ce travail, quel est le règne, si l'on en excepte celui de Charlemagne d'ailleurs toujours favorable à la Juridiction du clergé, où il existait un gouvernement et une autorité centrale auprès desquels les citoyens fussent assurés de trouver la garantie de leurs intérêts et les décisions d'une justice éclairée et impartiale? Fallait-il que le clergé déclinât la noble mission que lui donnait la confiance des peuples, refusât de remplacer la violence par l'équité et laissât les intérêts des citoyens livrés aux caprices d'usages barbares et arbitraires?

Quels que soient les défauts, les usurpations, les abus auxquels aient donné lieu les privilèges dont jouirent les clercs au Moyen-Age, il ne faut pas moins leur attribuer une grande part dans les respects de l'histoire.

Jamais la conscience religieuse ne fût plus éminemment créatrice et ne poursuivit avec plus d'énergie et d'autorité l'œuvre de la civilisation (1).

Pour juger une institution, c'est d'après le bien ou le mal qu'elle a fait à son époque qu'il faut l'envisager, il ne faut pas prendre pour base de son jugement l'état social qui existe au moment où l'on écrit. M. Guizot a fait à ce sujet quelques réflexions que je crois utile de transcrire : « C'est une grave erreur, dit-il, dans ses *Essais sur l'Histoire de France*, que de juger une institution d'après les résultats qu'elle a amenés après plusieurs siècles, d'approuver ou de condamner ce qu'elle a fait dans le temps où elle est née, d'après ce qu'elle a donné et ce qu'elle est devenue mille ans après. L'histoire du monde n'offre aucun système social qui soit en état de supporter une telle épreuve et qui puisse accepter la responsabilité d'un tel avenir (2) ». Les privilèges des clercs étaient nécessaires à l'époque où ils ont existé pour faire de ceux qu'ils favorisaient une classe supérieure et par là-même faire progresser la civilisation, pour amener le calme et la paix au sein de ces époques troublées, pour fortifier la royauté et le pouvoir central. Ces privilèges, les clercs les devaient peut être moins à leur puissante organisation, au profond respect des princes et des peuples, à l'autorité de leur législation propre qu'aux services rendus par eux aux nations et aux souverains.

(1) Beaune. *Dⁱ Coutumier*, tome 1, liv. 2, ch. II, p. 163.

(2) Guizot. *Essais sur l'Histoire de France*.

Les honneurs et les droits utiles qui leur étaient accordés dans tous les Etats chrétiens et particulièrement en France étaient moins le fruit de la diplomatie et de la conquête que le tribut spontané de la reconnaissance ; seulement ils sont tombés à une époque où le pouvoir royal n'avait plus besoin d'étais, semblables à cet échafaudage d'une maison dont l'utilité n'a guère pu être mise en doute par les premiers architectes et qui est rejeté dédaigneusement quelques mois après pour faire place à un palais élevé, fort et solide contre les intempéries.

Au XIII^e siècle, un édifice d'un nouvel ordre était construit, on se croyait en droit de rejeter et de briser les charpentes qui avaient servi à l'élever !

Vu, le Président de la Thèse,

CHÉNON,

le 14 Janvier 1901.

Vu, le Doyen,

GLASSON.

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

BIBLIOGRAPHIE

- Abbé GUYOT. — Somme des Conciles, Paris, 1868.
- BALUZE. — *Capitularia Regum Francorum* (add. Marculfi 1835).
- BEAUCHET. — Organisation Judiciaire en France.
- BEAUMANOIR. — Coutumes de Beauvoisis. éd. Salmon, 1899.
- BEAUNE. — Fragments de Critique et d'Histoire, 1891.
- BEAUNE. — La condition des Personnes, Paris, Lyon, 1882.
- BERNARDI. — Origine et Progrès de la Législation française.
- BORDERIE [de la]. — Recueil d'actes inédits des Ducs de Bretagne.
- BORETIUS. — *Capitularia Regum Francorum* (*Monumenta Germanie historica*), 1835.
- BOSQUET. — Dictionnaire des Domaines.
- BOUTARIC. — La France sous Philippe-le-Bel.
- BOUTEILLER. — Somme Rurale, 1874.
- Cartulaire général de Paris, publié par Guérard, Paris, 1850.
- Cartulaire de l'abbaye de Saint-Vaast d'Arras, Arras, 1875.
- Cartulaire de l'Yonne (M. Quentin).
- CLAMAGERON. — Histoire de l'Impôt.
- COMPAIN. — Biographie de Geoffroi de Vendôme, Paris, 1891.
- DE MARCA. — Histoire du Béarn.
- DE ROZIÈRE. — Formules usitées dans l'empire des Francs, Paris, 1859.
- DE WAILLY. — Recherches historiques.
- Dictionnaire des Finances.

DURAND DE MAILLANE. — Dictionnaire du Droit Canonique.

Edits et Ordonnances des Rois par Fontanon, Paris, 1621.

ESMEIN. — Histoire du Droit.

ESMEIN. — Histoire de la Procédure criminelle.

ESMEIN. — Le Mariage en Droit Canonique.

Etablissements de Rouen, Paris, 1883.

EUSÈBE — Historia Ecclesiæ, ou Histoire Ecclésiastique (trad : Cousin).

FÉVRET. — Traité de l'Abus, Lyon 1736.

FILON. — Le pouvoir spirituel et l'Etat.

FLACH. — Origines de l'ancienne France, Paris, 1886.

FLEURY. — Institution au Droit Ecclésiastique, Paris, 1767.

FLEURY. — Discours sur l'Histoire Ecclésiastique, Paris, 1763.

FOURNIER (Paul). — Les Officialités au Moyen-Age, Paris, 1880.

FRANQUEVILLE. — Système judiciaire de la Grande-Bretagne, 1893.

FUSTEL DE COULANGES. — Histoire des Institutions politiques de l'Ancienne France, 1892.

GARNIER. — Traité de l'origine du Gouvernement français.

GÉNÉRAL FAVÉ. — L'Empire des Francs, Paris, 1889.

GERBEAUX. — Les décimes ecclésiastiques au XIII^e siècle.

GLASSON. — Histoire du Droit et des Institutions de la France, Paris, 1887.

GLASSON. — Histoire du Droit et des Institutions de l'Angleterre, Paris, 1883.

GRATIEN. — Capitulaires, Paris, 1752.

GRÉGOIRE DE TOURS. — Historia Francorum, 1862.

GRÉGOIRE DE TOURS. — Histoire des Origines chrétiennes de la Gaule.

GUIZOT. — Histoire de la civilisation en France.

GUIZOT. — Essais sur l'Histoire de France.

GUY COQUILLE, Sieur de Romaney. — Œuvres Bordeaux, 1763.

- GUYOT. — Répertoire de Jurisprudence, Paris, 1779.
- HÉRICOURT (D'). — Lois ecclésiastiques Paris, 1771.
- Histoire Générale. — Lavis et Rambaud, tomes II et III. —
Articles de M. Chénon : l'Eglise et le Pouvoir pontifical.
- JOINVILLE. — Histoire de Saint Louis.
- JUVÉNAL DES URSINS. — Lettres et Récits.
- LABBÉ — Acta Concilium 1771
- LABOULAYE — La Propriété foncière.
- LAFERRIÈRE. — Histoire générale du Droit Civil de Rome et
du Droit français, 1846.
- LAFERRIÈRE. — Histoire du Droit français (2 vol.), 1836.
- LANGLOIS. (Ch.) — Pihlippe III.
- LEHUERON. — Histoire des Carolingiens.
- LÉZARDIÈRE (Mlle de). — Théorie des Lois Politiques de la
Monarchie 1844
- Livres pénitentiaux ex vetere codici. S. Arnulphi (collection
Baluze).
- LOYSEAU. — Traité des Seigneuries, Paris, 1660.
- LOYSEL (Antoine). — Institutes coutumières, édition Laurière,
Paris, 1846.
- LUCHAIRE. — Institutions françaises sous les Capétiens. 1892.
- MANSI. — Amplissima Collect. : Concil ; Leipzig, 1901.
- Mémoire de l'Académie des Lettres de Lyon.
- MONTESQUIEU — Esprit des Lois
- NISSL. — Der Gerischstand des Clerus in frankischen
Reich.
- PARDESSUS — Essai sur l'organisation Judiciaire en France
Paris, 1851.
- PARDESSUS. — La loi Salique, Paris, 1843.
- PASQUIER (Etienne). — Recherches sur la France, Paris,
1807.
- PERTZ. — Legs Germaniæ (Monumenta Germaniæ Historica),
(1835).
- PITHOU. — Preuve des Libertés de l'Eglise Gallicane.
3^e édition, Paris, 1651, et Durand de Maillane. Lyon 1771.

Recueil des Actes, Titres et Mémoires concernant le clergé de France, par Le Merre, Paris, 1750.

Recueil des Arrêts de Parlement.

Recueil des Historiens de France.

Recueil des Ordonnances royales de la troisième race recueil-
lies par De Laurière, 1782.

RÉVILLE (André). — Les Paysans au Moyen-Age.

Revue historique.

Revue historique du Droit français et étranger (Nouvelle).

Revue des questions historiques.

Revue critique d'histoire et de littérature.

RICHEBOURG. — Coutume de l'Evêché de Metz.

RICHER. — Traité de la Mort civile, Paris 1755.

SAINT-BERNARD. — De Moribus Episcopi

SCHMIDT. — Eglise d'Occident au Moyen-Age. (Histoire de l')

SUGER. — Vie de Louis-le-Gros, Paris, 1825.

TAINÉ. — Origines de la France contemporaine, Paris 1878.

TANON. — Histoire des Justices criminelles de la France.

TANON. — Registre criminel de l'abbaye de Saint-Martin-
des-Champs, Paris 1877.

THOMASSIN. — Discipline de l'Eglise (Texte Français,
Paris (1725).

VIOLLET. — Histoire du Droit Français.

WALLON. — Le Droit d'asile.

WUITRY. — Etudes sur le Régime financier de la France.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES.
PRÉFACE	5
PREMIÈRE PARTIE. — Les Origines.....	9
§ I. — L'Eglise.....	10
§ II. — L'Etat.....	18
DEUXIÈME PARTIE. — Les Privilèges dans leur déve- loppement.	25
CHAPITRE I — Les Clercs.....	25
CHAPITRE II. — Les Privilèges... ..	32
A. — Privilèges positifs. — § I. — La dime....	34
§ II. — Autres perceptions.....	41
§ III. — Dotations, autres faveurs.....	44
B. — Privilèges Négatifs.....	
§ I. — Corvées et Impôts.....	48
§ II. — Service Militaire.	61
§ III. — Faveurs spéciales.....	69
§ IV. — Droit d'asile.....	77
CHAPITRE III. — Le Privilège de Juridiction. ...	81
§ I. — Origines du Privilège de Clergie.	81
§ II. — Droit Romain	87
§ III. — Monarchie Franque.A. 1 ^{re} Période	95
B. 2 ^e Période	102
Appendice. Juridiction monachale. (Les Exemptions).....	118

	PAGES.
§ IV. — Moyen-Age (apogée).	
A. Les précédents	126
B. Le Moyen-Age.....	134
Appendice. Juridiction ecclésiastique en Angleterre.....	145
TROISIÈME PARTIE. — Abus et décadence des Privilèges ...	
CHAPITRE I. — Situation générale de l'Eglise au XIII ^e siècle.....	148
CHAPITRE II. — Les divers Privilèges... ..	156
§ I. — Les Dîmes.....	156
§ II. — Empêchements particuliers et Impôts.	160
§ III. — Corvées et Service militaire... ..	171
§ IV. — Droit d'Asile.....	174
CHAPITRE III. — Le Privilège de Juridiction.....	178
§ I. — Usurpation du Privilège	179
§ II. — Discrédit de l'Excommunication..	185
§ III. — Les exemptions et leurs abus	188
§ IV. — Le Privilège de Clergie proprement dit.....	193
Appréciation sur les Privilèges des clercs et les services rendus par l'Eglise.....	208
CONCLUSION.....	221
BIBLIOGRAPHIE.....	225
TABLE DES MATIÈRES.....	229

BEAUVAIS, IMPRIMERIE G. THOLOMÉ, RUE SAINT-JEAN.
